



***metro***

**rapport  
annuel  
2015**

# profil corporatif

Avec un chiffre d'affaires annuel dépassant les 12 milliards \$ et plus de 65 000 employés, METRO est un chef de file dans la distribution alimentaire et pharmaceutique au Québec et en Ontario, où elle exploite ou approvisionne un réseau de 590 magasins d'alimentation sous plusieurs bannières dont Metro, Metro Plus, Super C, Food Basics, Adonis et Première Moisson, de même que 254 pharmacies principalement sous les bannières Brunet, Metro Pharmacy et Drug Basics.

## faits saillants 2015

Chiffre d'affaires de 12 223,8 millions \$, en hausse de 5,5 %

Bénéfice net de 519,3 millions \$, en hausse de 13,8 %

Bénéfice net ajusté<sup>(1)</sup> de 523,6 millions \$, en hausse de 13,6 %

Bénéfice net dilué par action de 2,01 \$, en hausse de 18,9 %

Bénéfice net dilué par action ajusté<sup>(1)</sup> de 2,03 \$, en hausse de 18,7 %

Rendement des capitaux propres de 19,4 %, supérieur à 14 % pour une 22<sup>e</sup> année consécutive

Augmentation de 17,4 % des dividendes par action, en hausse pour une 21<sup>e</sup> année consécutive

Cours de clôture de l'action de 35,73 \$, en hausse de 45,1 %

## supermarchés



## magasins d'escompte



## réseau de magasins

	Québec	Ontario	Total
<b>SUPERMARCHÉS</b>	<b>207</b>	<b>136</b>	<b>343</b>
	METRO METRO PLUS	METRO	
<b>MAGASINS D'ESCOMPTE</b>	<b>89</b>	<b>124</b>	<b>213</b>
	SUPER C	FOOD BASICS	
<b>PARTENAIRES</b>			
ADONIS	<b>7</b>	<b>2</b>	<b>9</b>
PREMIÈRE MOISSON	<b>24</b>	<b>1</b>	<b>25</b>
<b>TOTAL</b>	<b>327</b>	<b>263</b>	<b>590</b>
<b>PHARMACIES</b>	<b>181</b>	<b>73</b>	<b>254</b>
	BRUNET BRUNET PLUS BRUNET CLINIQUE CLINI PLUS	PHARMACY DRUG BASICS	

## partenaires



## réseau de pharmacies



**Informations prospectives:** Pour toute information contenue dans le présent rapport annuel et pouvant être considérée comme une information prospective, consulter la section « Informations prospectives » du rapport de gestion à la page 24

<sup>(1)</sup> Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice net » et la section « Mesures conformes et non conformes aux IFRS » du rapport de gestion aux pages 15 et 25

# faits saillants financiers

2015 2014 2013 2012 2011  
52 SEMAINES 52 SEMAINES 52 SEMAINES 53 SEMAINES 52 SEMAINES

## résultats d'exploitation (en millions de dollars)

Chiffre d'affaires	12 223,8	11 590,4	11 399,9	11 674,9	11 070,0
BO <sup>(1)(2)</sup>	857,8	781,5	765,3	813,9	716,7
Bénéfice net	519,3	456,2	703,9	478,4	382,9
Bénéfice net des activités poursuivies ajusté <sup>(2)(3)</sup>	523,6	460,9	460,7	460,6	398,8
Fonds autogénérés	678,3	433,1	566,0	546,1	542,4

## structure financière (en millions de dollars)

Total de l'actif	5 387,1	5 279,5	5 064,2	5 154,9	4 817,4
Dettes non courantes	1 145,1	1 044,7	650,0	973,9	656,2
Capitaux propres	2 657,2	2 684,1	2 799,8	2 532,7	2 399,3

## par action (en dollars)

Bénéfice net de base	2,03	1,70	2,44	1,59	1,24
Bénéfice net dilué	2,01	1,69	2,43	1,58	1,23
Bénéfice net dilué des activités poursuivies ajusté <sup>(2)(3)</sup>	2,03	1,71	1,58	1,52	1,28
Valeur comptable	11,00	10,59	10,21	8,69	7,91
Dividendes	0,4500	0,3833	0,3217	0,2792	0,2492

## ratios financiers (%)

BO <sup>(1)(2)</sup> /chiffre d'affaires	7,0	6,7	6,7	7,0	6,5
Rendement des capitaux propres	19,4	16,6	26,4	19,4	16,2
Dettes non courantes/capital total	30,1	28,0	18,8	27,8	29,9

## cours boursier (en dollars)

Haut	38,10	24,93	25,27	19,89	16,52
Bas	24,27	20,00	18,84	14,59	14,04
Cours de clôture (à la fin de l'exercice)	35,73	24,62	21,58	19,47	14,90

<sup>(1)</sup> Bénéfice opérationnel avant amortissement et résultats liés à une entreprise associée

<sup>(2)</sup> Consulter la section « Mesures conformes et non conformes aux IFRS » du rapport de gestion à la page 25

<sup>(3)</sup> Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice net » du rapport de gestion à la page 15

### chiffre d'affaires

(en millions de dollars)

2015	12 223,8
2014	11 590,4
2013	11 399,9
2012	11 674,9
2011	11 070,0

### bénéfice net dilué par action

(en dollars)

2015	2,01
2014	1,69
2013	2,43
2012	1,58
2011	1,23

### bénéfice net dilué par action des activités poursuivies ajusté<sup>(2)(3)</sup>

(en dollars)

2015	2,03
2014	1,71
2013	1,58
2012	1,52
2011	1,28

# message du président du conseil

Chers actionnaires,

J'ai joint le conseil d'administration de METRO INC. en 2008 et c'est pour moi un véritable honneur d'avoir été nommé en janvier dernier président du conseil de cette grande entreprise de distribution alimentaire et pharmaceutique, un fleuron de l'économie québécoise.

Dans un contexte extrêmement concurrentiel, METRO a connu une autre bonne année et ses résultats renforcent notre confiance dans la stratégie mise en place par la haute direction et la capacité des équipes de la mettre en œuvre avec succès tous les jours.

## PLANIFICATION STRATÉGIQUE

Comme chaque année, le conseil a revu la planification stratégique et appuyé la direction dans ses différents projets, qu'on pense à notre stratégie d'investissement dans le réseau de même qu'à nos multiples projets liés à l'expérience client. Le conseil a examiné et approuvé les activités de financement et autorisé la subdivision de nos actions ordinaires à raison de trois pour une. Nous nous sommes également assurés de la qualité de la gestion des risques de l'entreprise et avons maintenu en tout temps des normes de gouvernance exemplaires.

## DIVERSITÉ

METRO reconnaît la valeur de la diversité, notamment en termes d'expérience, d'expertise et de représentativité des femmes et des hommes au sein du conseil. Le conseil d'administration s'est doté cette année d'une politique écrite sur la diversité du conseil d'administration pour donner suite à son adhésion en 2012 à l'Accord Catalyst, souhaitant faire en sorte que les femmes et les hommes représentent chacun un minimum de 25 % des administrateurs. Nous sommes fiers du fait que notre conseil compte cinq femmes, soit 36 % de ses membres.

## TRANSITION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Deux de nos administrateurs de longue date, M<sup>e</sup> Paule Gauthier, administratrice depuis 2001, et M. Michael T. Rosicki, administrateur depuis 2009, ne seront pas candidats pour ré-élection puisqu'ils ont atteint l'âge obligatoire de la retraite du conseil. Au nom de mes collègues et de tous nos actionnaires, je tiens à les remercier pour leur grande contribution et pour leur leadership au sein du conseil au fil des ans. Leur expérience et leur professionnalisme sans faille auront été un atout pour la Société.

Nous proposerons deux nouveaux candidats au poste d'administrateur de la Société: M<sup>me</sup> Christine Magee et M. Marc Guay. M<sup>me</sup> Magee est coprésidente du conseil d'administration de Sleep Country Canada Holdings inc., une chaîne de 224 magasins qu'elle a cofondée en 1994 et dont elle a été présidente jusqu'en 2014. M. Guay était jusqu'à tout récemment président de PepsiCo Canada Aliments inc., poste qu'il occupait depuis 2008 et qui a couronné sa carrière de 29 ans chez PepsiCo. Notre conseil d'administration



RÉAL RAYMOND  
Président du conseil

bénéficiera de leur grande expérience du commerce de détail et de l'industrie alimentaire.

## UN HONNEUR POUR LA GRANDE ÉQUIPE METRO

En terminant, j'aimerais souligner l'honneur qui a récemment été décerné à Eric R. La Flèche, nommé PDG de l'année, Grande entreprise, par *Les Affaires*, publication respectée et bien connue au Québec. Ce prix vient couronner une année de solide performance pour METRO et souligner la qualité du leadership exercé par Eric au cours des ans. Évidemment, pour réussir, il faut savoir bien s'entourer et c'est très certainement un honneur qui rejaillit sur la grande équipe METRO. Félicitations à tous et à toutes.

Je remercie les membres du conseil d'administration pour leur contribution tout au long de l'année ainsi que les actionnaires pour leur confiance.



RÉAL RAYMOND  
Président du conseil



# message du président et chef de la direction

## LA MEILLEURE EXPÉRIENCE CLIENT DANS CHACUNE DE NOS BANNIÈRES

Nous avons mis l'accent, tout au long de l'année, sur l'amélioration constante de l'expérience client dans tous nos magasins et notre stratégie a livré la marchandise: le nombre de clients qui magasinent chez nous a augmenté et leur satisfaction s'est améliorée.

### Chers actionnaires,

J'ai le plaisir de vous présenter notre rapport annuel pour l'exercice terminé le 26 septembre 2015. Nous avons réalisé une excellente performance financière et opérationnelle alors que toutes nos bannières, tant au Québec qu'en Ontario, ont contribué à la croissance de notre chiffre d'affaires. Dans un marché très concurrentiel, nous avons connu une hausse du nombre de clients et de la valeur de notre panier alimentaire, ce qui s'est traduit par une hausse de nos parts de marché dans les deux provinces.

Contrairement aux dernières années, nous avons connu une certaine inflation du prix des aliments, causée surtout par la faiblesse du dollar canadien. Nous avons su bien gérer ces hausses de prix, notamment dans la viande, tout en nous assurant de continuer à offrir des prix concurrentiels à notre clientèle.

Notre chiffre d'affaires a ainsi atteint 12 223,8 millions \$ en 2015 comparativement à 11 590,4 millions \$ en 2014, une hausse de 5,5 %. Le chiffre d'affaires des magasins comparables a augmenté de 4,0 %. Le bénéfice net ajusté<sup>(1)</sup> a été de 523,6 millions \$ comparativement à 460,9 millions \$ en 2014, en hausse de 13,6 %. Le bénéfice net dilué par action ajusté<sup>(1)</sup> a été de 2,03 \$, en hausse de 18,7 %, et le rendement des capitaux propres a été de 19,4 %, excédant 14 % pour une 22<sup>e</sup> année consécutive.

Ces résultats sont le fruit d'une solide exécution par toutes nos équipes, de nos investissements dans notre réseau, de nos programmes de mise en marché et de nos innovations numériques, qui visent tous l'amélioration continue de l'expérience client.

Compte tenu de la forte progression du prix de notre titre dans les dernières années et afin d'augmenter le nombre d'actions en circulation et d'en faciliter l'accessibilité à tous les investisseurs, le conseil d'administration a approuvé au premier trimestre la subdivision de nos actions ordinaires à raison de trois pour une. Le cours de l'action s'est maintenu dans une fourchette allant de 24,27 \$ à 38,10 \$ et le prix en fin d'exercice était de 35,73 \$, en hausse de 45,1 % pour l'année, de 83,5 % en trois ans et de 137,4 % en cinq ans.

<sup>(1)</sup> Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice net » et la section « Mesures conformes et non conformes aux IFRS » du rapport de gestion aux pages 15 et 25

**ERIC R. LA FLÈCHE**  
Président et chef  
de la direction



Nous avons investi avec nos marchands près de 220 millions \$ dans notre réseau de détail. Ces investissements se sont traduits par l'ouverture de sept nouveaux magasins ainsi que par l'agrandissement et la rénovation de 20 autres, pour une augmentation brute de 375 100 pieds carrés et une augmentation nette de 63 200 pieds carrés, ou 0,3 % de la superficie de notre réseau de détail.

Au Québec, Metro a misé sur la rénovation de plusieurs magasins afin de rendre ses départements de produits frais toujours plus attrayants, ainsi que sur le programme *metro&moi* et ses offres personnalisées. Super C a ajouté trois nouveaux magasins en plus de lancer son programme *Zéro compromis*, se positionnant ainsi comme le meilleur choix des consommateurs qui ne veulent pas faire de compromis entre la qualité et le prix.

Les ajustements apportés à notre réseau en Ontario en 2014 ont contribué à son renforcement. L'ouverture en mars dernier du Metro Humber Bay Park à Toronto est un exemple de notre volonté de nous différencier: ce magasin urbain se démarque grâce à son offre élargie de solutions repas et de produits frais, dont sa section de fromages fins, son comptoir à sushis et sa pâtisserie. Le programme commercial de Food Basics *Always Fresh; Always in Stock; Always Great Prices* a quant à lui continué à porter fruit. Nous avons ouvert deux nouveaux Food Basics en 2015 en plus d'en rénover huit autres.

# message du président et chef de la direction (suite)

Adonis et Première Moisson ont aussi contribué à notre bonne performance. Les magasins Metro du Québec proposent maintenant une plus grande variété de produits de boulangerie et de charcuterie de Première Moisson. Quant à Adonis, le réseau a continué à prendre de l'expansion avec l'ouverture d'un 9<sup>e</sup> magasin l'été dernier dans la région de Montréal. Les magasins Metro du Québec ont par ailleurs offert l'été dernier les meilleures viandes marinées Adonis pour la saison du barbecue.

Nous avons poursuivi le développement de notre écosystème numérique avec l'innovation primée *Juste pour moi* de notre site *metro.ca*. De nouvelles fonctionnalités ont ainsi été introduites et plus de contenu est offert à chaque utilisateur en fonction de ses préférences personnelles. Ces innovations ont été reconnues dans l'industrie par l'obtention du grand prix Boomerang dans la catégorie *Stratégie de fidélisation numérique*.

Nos produits de marques privées ont continué de s'illustrer en remportant à nouveau cette année de nombreux prix prestigieux de l'industrie, reconnaissances qui viennent confirmer leur popularité auprès de notre clientèle.

Du côté de notre division pharmaceutique, la croissance au Québec s'est poursuivie avec l'ouverture de trois pharmacies Brunet qui comportent plusieurs innovations, et la rénovation de sept autres succursales. À cela s'est ajoutée la mise en valeur de l'expertise des pharmaciens affiliés à notre bannière Brunet et un programme de formation centré sur le client, ce qui a contribué à rendre l'expérience

d'achat encore plus agréable. En Ontario, nous avons ouvert trois nouvelles pharmacies dans des magasins Food Basics et réalisé trois rénovations. Nous avons poursuivi le déploiement de notre programme de nutrition afin de continuer à différencier notre offre de services.

## BILAN SOLIDE

Notre situation financière demeure très saine. À la fin de l'exercice 2015, notre pourcentage de dette non courante sur le total combiné de la dette non courante et des capitaux propres était de 30,1 %. Nous avons aussi une facilité de crédit rotative non utilisée de plus de 500 millions \$. Comme nous le faisons depuis plusieurs années, nous avons affecté nos liquidités excédentaires à notre programme de rachat d'actions dans le cours normal des activités. Ainsi, pour la période du 10 septembre 2014 au 9 septembre 2015, la Société a racheté 11 934 311 actions ordinaires à un prix moyen de 31,94 \$ pour une considération totale de 381,1 millions \$, représentant 4,7 % des actions émises et en circulation en septembre 2014.

Notre dividende annuel a augmenté de 17,4 % en 2015, une 21<sup>e</sup> hausse annuelle consécutive. Il s'est élevé à 0,45 \$ par action, atteignant ainsi environ 25 % du bénéfice net ajusté<sup>(1)</sup> de 2014, comparativement aux pourcentages des deux derniers exercices qui étaient de 22 % et de 20 %, le tout conformément à la cible communiquée aux actionnaires en janvier 2014.

<sup>(1)</sup> Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice net » et la section « Mesures conformes et non conformes aux IFRS » du rapport de gestion aux pages 15 et 25



Metro – Humber Bay Park



Metro Plus – St-Eustache



Super C – Rouyn

« Nous avons mis l'accent, tout au long de l'année, sur l'amélioration constante de l'expérience client dans tous nos magasins. »

Considérant que les conditions du marché étaient favorables à un financement à long terme, la Société a procédé le 1<sup>er</sup> décembre 2014, à un refinancement de ses dettes en émettant en placement privé des billets non garantis de premier rang Série C, à un taux d'intérêt nominal fixe de 3,20 % échéant le 1<sup>er</sup> décembre 2021, d'un capital global de 300,0 millions \$ et des billets non garantis de premier rang Série D, à un taux nominal fixe de 5,03 % échéant le 1<sup>er</sup> décembre 2044, d'un capital global de 300,0 millions \$, pour un total de 600,0 millions \$. Le produit de ces émissions a été affecté au remboursement de dettes existantes et à d'autres fins générales. Parmi les dettes existantes, la Société a remboursé par anticipation ses billets de Série A, au taux d'intérêt nominal fixe de 4,98 % échéant le 15 octobre 2015, d'un capital global de 200,0 millions \$.

#### NOS PERSPECTIVES<sup>(1)</sup>

Nos résultats en 2015 confirment que nous avons la bonne stratégie pour poursuivre notre croissance. Nous comptons accélérer nos investissements dans notre réseau de détail pour atteindre environ 300 millions \$ en 2016. Nos priorités stratégiques sont de continuer de bâtir une marque Metro différenciée, de faire croître nos magasins d'escompte, d'améliorer notre efficacité pour conserver une structure de coûts concurrentielle et de réaliser des acquisitions qui pourront nous renforcer.

Nous devons évidemment rester à l'écoute des besoins de nos clients et des tendances de l'industrie, qui évoluent rapidement. La santé et le mieux-être, les technologies numériques et l'adoption rapide des appareils mobiles intelligents sont autant de phénomènes qui changent les attentes de nos clients et la façon de communiquer de façon pertinente avec eux.

Nous demeurerons à l'affût de toute occasion d'accroître nos parts de marché dans l'industrie alimentaire et pharmaceutique. Nous poursuivons notre gestion financière disciplinée toujours dans le meilleur intérêt à long terme de la Société et de ses actionnaires.

En terminant, je remercie chaleureusement tous nos employés, nos marchands ainsi que mes collègues de la direction pour leur engagement et leur contribution à notre réussite. Je remercie également les membres du conseil d'administration pour leur appui constant de même que nos actionnaires pour leur confiance.



ERIC R. LA FLÈCHE  
Président et chef de la direction

<sup>(1)</sup> Consulter la section « Informations prospectives » du rapport de gestion à la page 24



Food Basics – Hamilton



Adonis – Anjou



Brunet – du Marais

---

## VISION

---

# LA MEILLEURE EXPÉRIENCE CLIENT DANS CHACUNE DE NOS BANNIÈRES

---

## MISSION

---

*Dépasser les attentes de nos clients  
tous les jours pour gagner leur fidélité à long terme*

---

## PILIERS

---

FOCUS  
CLIENT

meilleure  
ÉQUIPE

EXÉCUTION

EFFICACITÉ

**RESPONSABILITÉ D'ENTREPRISE**

---

## CROISSANCE PROFITABLE

En 2008, nous nous étions donné comme objectif d'être le détaillant alimentaire le plus performant au Canada et la mission de satisfaire nos clients tous les jours pour gagner leur fidélité à long terme.

En 2015, nous avons fait évoluer notre vision afin de refléter davantage la priorité que nous accordons au fait d'offrir *la meilleure expérience client dans chacune de nos bannières*, ce qui fera de METRO le détaillant le plus performant<sup>(1)</sup>. Pour y arriver, nous nous engageons à *dépasser les attentes de nos clients pour gagner leur fidélité à long terme*.

Notre vision s'appuie essentiellement sur les mêmes piliers et notre action vise une croissance profitable pour tous : employés, actionnaires, partenaires d'affaires et communautés que nous desservons.

<sup>(1)</sup> Consulter la section « Informations prospectives » du rapport de gestion à la page 24

---

### RESPONSABILITÉ D'ENTREPRISE

Afin d'en apprendre davantage sur les orientations et les réalisations de METRO en matière de responsabilité d'entreprise, veuillez consulter la documentation disponible en ligne uniquement à [metro.ca/responsabilite](http://metro.ca/responsabilite).





**metro**

**rapport de  
gestion  
et états  
financiers  
consolidés**

POUR L'EXERCICE CLOS LE 26 SEPTEMBRE 2015

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b>Page</b>
Aperçu général .....	9
Objectif, mission et stratégie .....	9
Principaux indicateurs de performance .....	10
Principales réalisations au cours de l'exercice 2015 .....	10
Information annuelle choisie .....	12
Perspectives .....	13
Résultats d'exploitation .....	14
Résumé des résultats trimestriels .....	16
Situation de trésorerie .....	18
Situation financière .....	18
Sources de financement .....	21
Obligations contractuelles .....	21
Transactions entre parties liées .....	21
Quatrième trimestre .....	22
Instruments financiers dérivés .....	23
Nouvelles méthodes comptables .....	23
Informations prospectives .....	24
Mesures conformes et non conformes aux IFRS .....	25
Contrôles et procédures .....	25
Jugements et estimations significatifs .....	25
Gestion des risques .....	27
Responsabilité de la direction relativement à l'information financière .....	30
Rapport des auditeurs indépendants .....	31
États financiers annuels consolidés .....	33

Le rapport de gestion qui suit porte sur la situation financière et les résultats consolidés de METRO INC. pour l'exercice financier clos le 26 septembre 2015 et doit être lu en parallèle avec les états financiers annuels consolidés et les notes afférentes au 26 septembre 2015. La présente analyse tient compte des informations en date du 27 novembre 2015 à moins d'indication contraire. Des renseignements complémentaires sont également disponibles sur le site SEDAR à l'adresse suivante : [www.sedar.com](http://www.sedar.com), dont la notice annuelle et les lettres d'attestation pour l'exercice 2015.

## APERÇU GÉNÉRAL

La Société est un chef de file dans l'industrie alimentaire et pharmaceutique au Québec et en Ontario.

La Société exploite, à titre de détaillant ou de distributeur, différentes bannières dans les segments de supermarchés et de magasins d'escompte. Les bannières Metro et Metro Plus, qui comptent 343 supermarchés, visent à satisfaire les consommateurs désireux de trouver du service, de la variété, de la fraîcheur et de la qualité. Les magasins d'escompte Super C et Food Basics, au nombre de 213, offrent aux consommateurs soucieux à la fois d'économie et de qualité, des produits à bas prix. La bannière Adonis, qui compte actuellement neuf magasins, est quant à elle spécialisée dans les produits frais et les aliments méditerranéens et du Moyen-Orient. La majorité de ces magasins appartiennent à la Société ou à des entités structurées et leurs états financiers sont consolidés avec ceux de la Société. Un bon nombre de Metro et Metro Plus appartiennent à des marchands indépendants liés à la Société soit par des baux ou des contrats d'affiliation. Les approvisionnements à ces magasins font partie de notre chiffre d'affaires. La Société agit également comme distributeur en offrant, à des commerces d'alimentation de surface intermédiaire et à des dépanneurs, des bannières répondant à leur milieu et à leur clientèle. Leurs approvisionnements sont inclus dans le chiffre d'affaires de la Société. La Société exploite aussi l'entreprise Première Moisson, spécialisée dans la boulangerie et la pâtisserie artisanales, la confection de charcuteries, de prêt-à-manger et de spécialités gourmandes. Elle vend ses produits aux magasins de la Société, à des chaînes de restauration, de distribution et directement aux consommateurs par l'entremise de 25 magasins.

La Société agit également à titre de franchiseur et de distributeur pour 181 pharmacies franchisées Brunet Plus, Brunet, Brunet Clinique et Clini Plus appartenant à des pharmaciens indépendants. La Société exploite aussi 73 pharmacies sous les bannières Metro Pharmacy et Drug Basics. Leurs chiffres d'affaires font partie de celui de la Société. Notre chiffre d'affaires inclut également les approvisionnements faits à des pharmacies non franchisées ainsi qu'à différents centres de santé.

## OBJECTIF, MISSION ET STRATÉGIE

L'objectif de la Société est d'offrir la meilleure expérience client dans chacune de nos bannières.

Notre mission est de dépasser les attentes de nos clients tous les jours pour gagner leur fidélité à long terme.

Notre stratégie d'affaires est basée sur quatre piliers : focus client, meilleure équipe, exécution, efficacité.

Nous positionnons le client au centre de toutes nos décisions. La convivialité du service, l'expérience de magasinage agréable et efficace, la qualité de nos produits ainsi que les prix compétitifs sont nos priorités dans nos supermarchés et nos magasins d'escompte.

La meilleure équipe est composée de leaders privilégiant les intérêts de la Société. Des plans de développement, d'avancement et de relève des employés en assurent la continuité.

L'exécution et l'efficacité passent par l'établissement de normes d'exploitation élevées dans l'ensemble de nos activités, une culture d'entreprise axée sur les résultats, une implication de tous nos employés et le suivi de nos performances afin de pouvoir réagir promptement.

L'assise de notre stratégie d'affaires demeure la responsabilité d'entreprise. Nos actions visent à amener une croissance profitable pour tous : employés, actionnaires, partenaires d'affaires et les communautés que nous desservons.

<sup>(1)</sup> Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice opérationnel avant amortissement et résultats liés à une entreprise associée » et la section « Mesures conformes et non conformes aux IFRS »

<sup>(2)</sup> Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice net » et la section « Mesures conformes et non conformes aux IFRS »

<sup>(3)</sup> Consulter la section « Informations prospectives »

## PRINCIPAUX INDICATEURS DE PERFORMANCE

Nous évaluons la performance globale de la Société à l'aide des principaux indicateurs suivants :

- chiffre d'affaires :
  - croissance du chiffre d'affaires des magasins comparables;
  - valeur monétaire du panier moyen (transaction moyenne par client) et nombre de transactions;
  - chiffre d'affaires hebdomadaire moyen;
  - chiffre d'affaires hebdomadaire moyen par pied carré;
  - pourcentage du chiffre d'affaires réalisé avec les clients membres des programmes de fidélisation;
  - part de marché;
  - satisfaction de la clientèle;
- pourcentage de marge brute;
- chiffre d'affaires par heure travaillée par magasin pour évaluer la productivité;
- pourcentage du bénéfice opérationnel avant amortissement et résultats liés à une entreprise associée<sup>(1)</sup> par rapport au chiffre d'affaires;
- pourcentage du bénéfice net par rapport au chiffre d'affaires;
- croissance du bénéfice net par action;
- rendement des capitaux propres;
- investissements dans le réseau de détail :
  - valeur monétaire et nature des investissements dans les magasins;
  - nombre de magasins;
  - superficie moyenne par magasin;
  - superficie totale des magasins.

## PRINCIPALES RÉALISATIONS AU COURS DE L'EXERCICE 2015

Notre chiffre d'affaires a augmenté de 5,5 % en 2015 comparativement à celui de 2014. Nos stratégies axées sur les besoins des consommateurs et nos investissements dans notre réseau de détail nous ont permis d'augmenter notre chiffre d'affaires dans un marché très concurrentiel. Nous avons de plus fait progresser notre bénéfice net ajusté<sup>(2)</sup> de 13,6 % et notre bénéfice net dilué par action ajusté<sup>(2)</sup> de 18,7 % comparativement à ceux de 2014. Cette performance a été réalisée grâce à un volume de ventes accru combiné à une grande rigueur dans toutes les activités de la Société et à notre programme de rachat d'actions. Nous avons réalisé plusieurs projets au cours de l'exercice dont voici les principaux :

- nous avons procédé, avec les détaillants, à l'ouverture de 7 nouveaux magasins ainsi qu'à des agrandissements et des rénovations majeures dans 20 magasins, pour une augmentation brute de 375 100 pieds carrés et une augmentation nette de 63 200 ou 0,3 % de notre réseau de détail;
- nous avons misé sur l'amélioration des départements de produits frais. Également, depuis deux ans nous avons mis sur pied un programme d'achats locaux permettant à 115 fournisseurs de faire leur entrée dans les magasins Metro et Super C de leur région;
- nous avons procédé à plusieurs lancements importants sur nos plateformes numériques dont la section *Juste pour moi*, qui rend l'expérience encore plus personnalisée en offrant à nos clients deux nouvelles fonctionnalités : une circulaire qui présente les spéciaux de la semaine organisés selon leurs préférences d'achat et les essentiels, soit les produits achetés fréquemment qu'ils peuvent ajouter facilement à leur liste d'épicerie;
- la bannière Food Basics a continué de progresser avec son programme *Always Fresh; Always in Stock; Always Great Prices* lancé en novembre 2013. La qualité de nos produits frais et une mise en marché innovante nous a permis de convaincre de plus en plus de clients de venir magasiner chez nous;
- nous avons lancé en janvier 2015 une nouvelle campagne publicitaire chez Super C *Zéro compromis* qui a connu un vif succès. Elle définit l'offre globale de Super C et promet à nos clients de ne pas faire de compromis entre la qualité et les bas prix en leur assurant des produits toujours frais, toujours en stock et toujours à bas prix;

<sup>(1)</sup> Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice opérationnel avant amortissement et résultats liés à une entreprise associée » et la section « Mesures conformes et non conformes aux IFRS »

<sup>(2)</sup> Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice net » et la section « Mesures conformes et non conformes aux IFRS »

<sup>(3)</sup> Consulter la section « Informations prospectives »



- nous avons ouvert un nouveau magasin Adonis à Anjou au Québec. Il s'agit du 9<sup>e</sup> magasin de la chaîne. Les supermarchés Metro du Québec ont également offert l'été dernier les viandes marinées Adonis pour la saison du BBQ contribuant ainsi à augmenter la visibilité de cette marque;
- notre division pharmaceutique a célébré cette année le 160<sup>e</sup> anniversaire de la bannière Brunet. Plus que jamais, Brunet demeure associé au professionnalisme, à l'excellence et à la santé. L'outil *MaSanté* s'est vu récompensé lors de la 35<sup>e</sup> édition du gala des Mercuriades;
- nous avons accentué la présence de Première Moisson dans notre réseau de détail en enrichissant l'offre de produits de boulangerie, de pâtisserie et de charcuterie pour nos consommateurs;
- nous avons ajouté 350 nouveaux produits à nos marques privées. Encore cette année, nos marques privées se sont méritées plusieurs honneurs, notamment au Store Brand Innovation Awards;
- nous avons désigné en magasin des responsables dédiés aux programmes environnementaux afin de soutenir la poursuite de l'objectif de récupération des matières organiques et multimatière déterminé dans notre plan de responsabilité d'entreprise. Nous sommes fiers du chemin parcouru jusqu'à ce jour et continuons nos démarches;
- nous avons procédé le 1<sup>er</sup> décembre 2014 à un refinancement de nos dettes en émettant en placement privé des billets non garantis de premier rang Série C d'un capital global de 300,0 millions \$ et des billets non garantis de premier rang Série D d'un capital global de 300,0 millions \$ pour un total de 600,0 millions \$. Le produit de ces émissions a été affecté au remboursement de dettes existantes et à d'autres fins générales;
- nous avons procédé à la subdivision de nos actions ordinaires à raison de trois pour une au cours du deuxième trimestre. C'est la troisième fois que METRO procède à la subdivision de son titre depuis son entrée en bourse;
- nous avons poursuivi notre programme de rachat d'actions sur le marché avec plus de 12 millions d'actions rachetées au cours de l'exercice.

<sup>(1)</sup> Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice opérationnel avant amortissement et résultats liés à une entreprise associée » et la section « Mesures conformes et non conformes aux IFRS »

<sup>(2)</sup> Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice net » et la section « Mesures conformes et non conformes aux IFRS »

<sup>(3)</sup> Consulter la section « Informations prospectives »

## INFORMATION ANNUELLE CHOISIE

	2015	2014	Variation	2013	Variation
<i>(en millions de dollars, sauf indication contraire)</i>			%		%
Chiffre d'affaires	<b>12 223,8</b>	11 590,4	5,5	11 399,9	1,7
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère	<b>506,1</b>	447,1	13,2	695,2	(35,7)
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	<b>13,2</b>	9,1	45,1	8,7	4,6
Bénéfice net	<b>519,3</b>	456,2	13,8	703,9	(35,2)
Bénéfice net par action de base	<b>2,03</b>	1,70	19,4	2,44	(30,3)
Bénéfice net dilué par action	<b>2,01</b>	1,69	18,9	2,43	(30,5)
Bénéfice net des activités poursuivies attribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère	<b>506,1</b>	447,1	13,2	689,0	(35,1)
Bénéfice net des activités poursuivies attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	<b>13,2</b>	9,1	45,1	8,7	4,6
Bénéfice net des activités poursuivies	<b>519,3</b>	456,2	13,8	697,7	(34,6)
Bénéfice net par action des activités poursuivies de base	<b>2,03</b>	1,70	19,4	2,42	(29,8)
Bénéfice net dilué par action des activités poursuivies	<b>2,01</b>	1,69	18,9	2,41	(29,9)
Bénéfice net des activités poursuivies ajusté <sup>(2)</sup>	<b>523,6</b>	460,9	13,6	460,7	—
Bénéfice net dilué par action des activités poursuivies ajusté <sup>(2)</sup>	<b>2,03</b>	1,71	18,7	1,58	8,2
Rendement des capitaux propres (%)	<b>19,4</b>	16,6	—	26,4	—
Dividendes par action <i>(en dollars)</i>	<b>0,4500</b>	0,3833	17,4	0,3217	19,1
Total de l'actif	<b>5 387,1</b>	5 279,5	2,0	5 064,2	4,3
Parties courante et non courante de la dette	<b>1 161,6</b>	1 057,1	9,9	662,4	59,6

Le chiffre d'affaires de la Société a été de 12 223,8 millions \$ en 2015, soit une hausse de 5,5 % comparativement à celui de 2014. Le chiffre d'affaires de 2014 a été de 11 590,4 millions \$ comparativement à 11 399,9 millions \$ en 2013, en hausse de 1,7 %. En 2015, le chiffre d'affaires des magasins comparables a augmenté de 4,0 % alors que la valeur de notre panier alimentaire moyen a connu une inflation de 3,3 %. En 2014, après avoir connu un léger ralentissement au cours des deux premiers trimestres, notre chiffre d'affaires s'est amélioré au deuxième semestre. Nous avons investi avec discipline pour réduire nos prix de détail afin de protéger nos parts de marché et nous avons été encouragés par la progression de nos ventes dans l'ensemble de nos bannières. En 2013, une forte concurrence causée par une augmentation accélérée du nombre de nouveaux magasins, particulièrement en Ontario, a affecté notre chiffre d'affaires des deux derniers trimestres. L'absence d'inflation de notre panier alimentaire, la hausse des ventes en promotion, la fermeture de quelques magasins non rentables et des problèmes temporaires d'efficacité suite à l'implantation d'un nouveau système de gestion à notre entrepôt de produits pharmaceutiques ont également affecté à la baisse notre chiffre d'affaires.

Le bénéfice net de 2015 a été de 519,3 millions \$, en hausse de 13,8 % par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice net de 2014 a été de 456,2 millions \$ comparativement à 703,9 millions \$ en 2013, soit une baisse de 35,2 %. Le bénéfice net dilué par action de 2015 a été de 2,01 \$, en hausse de 18,9 % par rapport à celui de l'exercice précédent. Le bénéfice net dilué par action de 2014 s'est élevé à 1,69 \$ par rapport à 2,43 \$ en 2013, soit une baisse de 30,5 %.

Le bénéfice net des activités poursuivies de 2015 a été de 519,3 millions \$, en hausse de 13,8 % par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice net des activités poursuivies de 2014 a été de 456,2 millions \$ comparativement à 697,7 millions \$ en 2013, soit une baisse de 34,6 %. Le bénéfice net dilué par action des activités poursuivies de 2015 a été de 2,01 \$, en hausse de 18,9 % par rapport à celui de l'exercice précédent. Le bénéfice net dilué par action des activités poursuivies de 2014 s'est élevé à 1,69 \$ par rapport à 2,41 \$ en 2013, soit une baisse de 29,9 %.

<sup>(1)</sup> Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice opérationnel avant amortissement et résultats liés à une entreprise associée » et la section « Mesures conformes et non conformes aux IFRS »

<sup>(2)</sup> Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice net » et la section « Mesures conformes et non conformes aux IFRS »

<sup>(3)</sup> Consulter la section « Informations prospectives »

À chacun des trois exercices, nous avons enregistré des éléments non récurrents. En 2015, nous avons encouru des frais de 4,3 millions \$ après impôts pour le remboursement anticipé de nos billets Série A. En 2014, nous avons décidé de regrouper nos activités de distribution de fruits et légumes et produits laitiers du Québec à notre nouveau centre de Laval et de fermer notre autre entrepôt de fruits et légumes établi à Québec depuis plusieurs décennies. Des frais de fermeture non récurrents de 4,7 millions \$ après impôts ont été enregistrés suite à cette décision. Finalement, en 2013, nous avons vendu à trois institutions financières près de la moitié de notre participation dans Alimentation Couche-Tard pour un gain net après impôts de 266,4 millions \$, nous avons décidé, au coût de 29,4 millions \$ après impôts, de procéder à une restructuration de notre réseau de magasins en Ontario et nous avons enregistré un bénéfice net après impôts de 6,2 millions \$ provenant du gain sur disposition de notre division Distagro qui approvisionnait des chaînes de restaurants et des commerces appartenant à des chaînes de stations-service.

En excluant tous ces éléments non récurrents, le bénéfice net des activités poursuivies ajusté<sup>(2)</sup> de 2015 a été de 523,6 millions \$, en hausse de 13,6 % comparativement à celui de 2014 de 460,9 millions \$ lequel avait été stable comparativement à celui de 2013 de 460,7 millions \$. Les bénéfices nets dilués par action des activités poursuivies ajustés<sup>(2)</sup> de 2015, 2014 et 2013 ont été respectivement de 2,03 \$, 1,71 \$ et 1,58 \$ pour des hausses de 18,7 % en 2015 et 8,2 % en 2014.

Le rendement des capitaux propres a été de 19,4 % en 2015, de 16,6 % en 2014 et 26,4 % en 2013. Les dividendes par action ont été de 0,4500 \$ en 2015, de 0,3833 \$ en 2014 et de 0,3217 \$ en 2013 représentant respectivement 111,9 millions \$, 100,6 millions \$ et 91,5 millions \$ ou 24,3 %, 21,8 % et 20,4 % du bénéfice net des activités poursuivies ajusté<sup>(2)</sup> des exercices précédents. Les actifs totaux ont été de 5 387,1 millions \$ en 2015, de 5 279,5 millions \$ en 2014 et de 5 064,2 millions \$ en 2013. La dette était de 1 161,6 millions \$ en 2015, de 1 057,1 millions \$ en 2014 et de 662,4 millions \$ en 2013.

## PERSPECTIVES

Nos résultats en 2015 nous confirment que nous avons la bonne stratégie pour poursuivre<sup>(3)</sup> notre croissance. Nous comptons<sup>(3)</sup> accélérer nos investissements dans notre réseau de détail pour atteindre environ 300 millions \$<sup>(3)</sup> en 2016. Nos priorités stratégiques sont de continuer<sup>(3)</sup> de bâtir une marque Metro différenciée, de faire croître<sup>(3)</sup> nos magasins d'escompte, d'améliorer<sup>(3)</sup> notre efficacité pour conserver une structure de coûts concurrentielle et de réaliser<sup>(3)</sup> des acquisitions qui pourront nous renforcer.

Nous demeurerons<sup>(3)</sup> à l'affût de toute occasion d'accroître nos parts de marché dans l'industrie alimentaire et pharmaceutique. Nous poursuivrons<sup>(3)</sup> notre gestion financière disciplinée toujours dans le meilleur intérêt à long terme de la Société et de ses actionnaires.

<sup>(1)</sup> Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice opérationnel avant amortissement et résultats liés à une entreprise associée » et la section « Mesures conformes et non conformes aux IFRS »

<sup>(2)</sup> Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice net » et la section « Mesures conformes et non conformes aux IFRS »

<sup>(3)</sup> Consulter la section « Informations prospectives »

## RÉSULTATS D'EXPLOITATION

### CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2015 a atteint 12 223,8 millions \$ comparativement à 11 590,4 millions \$ pour l'exercice 2014, soit une hausse de 5,5 % et le chiffre d'affaires des magasins comparables a augmenté de 4,0 %.

### BÉNÉFICE OPÉRATIONNEL AVANT AMORTISSEMENT ET RÉSULTATS LIÉS À UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE<sup>(1)</sup>

Le bénéfice opérationnel avant amortissement et résultats liés à une entreprise associée<sup>(1)</sup> de l'exercice 2015 a été de 857,8 millions \$ ou 7,0 % du chiffre d'affaires comparativement à 781,5 millions \$ ou 6,7 % du chiffre d'affaires pour l'exercice précédent (6,8 % en excluant la charge non récurrente de 6,4 millions \$ pour la fermeture d'un entrepôt).

### Ajustements au bénéfice opérationnel avant amortissement et résultats liés à une entreprise associée (BO)<sup>(1)</sup>

<i>(en millions de dollars, sauf indication contraire)</i>	Exercices financiers					
	2015			2014		
	BO	Chiffre d'affaires	(%)	BO	Chiffre d'affaires	(%)
Bénéfice opérationnel avant amortissement et résultats liés à une entreprise associée	857,8	12 223,8	7,0	781,5	11 590,4	6,7
Frais de fermeture	—			6,4		
Bénéfice opérationnel avant amortissement et résultats liés à une entreprise associée ajusté <sup>(1)</sup>	857,8	12 223,8	7,0	787,9	11 590,4	6,8

Notre taux de marge brute pour l'exercice 2015 a été de 19,7 % comparativement à 19,1 % pour l'exercice 2014. Cette hausse est attribuable en partie à l'acquisition de Première Moisson et à la hausse des ventes de nos produits frais.

Notre pourcentage de charges d'exploitation sur le chiffre d'affaires a été de 12,7 % pour l'exercice 2015 comparativement à 12,3 % pour l'exercice 2014. Cette variation s'explique principalement par l'acquisition de Première Moisson effectuée au quatrième trimestre de l'exercice 2014.

### AMORTISSEMENT ET FRAIS FINANCIERS NETS

La dépense d'amortissement pour l'exercice 2015 a été de 177,0 millions \$ comparativement à 175,8 millions \$ pour l'exercice 2014.

Pour l'exercice 2015, les frais financiers nets ont été de 58,7 millions \$ comparativement à 49,1 millions \$ en 2014. Des frais de 5,9 millions \$ pour remboursement anticipé de nos billets de Série A ont été encourus au premier trimestre de 2015.

### QUOTE-PART DANS LES RÉSULTATS D'UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE

Pour l'exercice 2015, notre quote-part dans les résultats d'Alimentation Couche-Tard a été de 64,3 millions \$ comparativement à 49,8 millions \$ en 2014.

### IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La charge d'impôts de l'exercice 2015 a été de 161,2 millions \$ comparativement à 150,2 millions \$ en 2014 avec des taux d'imposition effectifs de 23,7 % et 24,8 % respectivement.

### BÉNÉFICE NET

Le bénéfice net pour l'exercice 2015 a été de 519,3 millions \$ comparativement à 456,2 millions \$ pour l'exercice 2014, soit une hausse de 13,8 %. Le bénéfice net dilué par action a été de 2,01 \$ par rapport à 1,69 \$ l'an passé, en hausse de 18,9 %.

<sup>(1)</sup> Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice opérationnel avant amortissement et résultats liés à une entreprise associée » et la section « Mesures conformes et non conformes aux IFRS »

<sup>(2)</sup> Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice net » et la section « Mesures conformes et non conformes aux IFRS »

<sup>(3)</sup> Consulter la section « Informations prospectives »



**BÉNÉFICE NET AJUSTÉ<sup>(2)</sup>**

En excluant des résultats de l'exercice 2015 les frais de 4,3 millions \$ après impôts pour le remboursement anticipé de nos billets Série A et, de ceux de l'exercice 2014, les frais de fermeture d'un entrepôt de 4,7 millions \$ après impôts, le bénéfice net ajusté<sup>(2)</sup> de l'exercice 2015 a été en hausse de 13,6 % comparativement à celui de 2014 et le bénéfice net dilué par action ajusté<sup>(2)</sup> a été en hausse de 18,7 %.

**Ajustements au bénéfice net**

	Exercices financiers				Variation (%)	
	2015		2014		Bénéfice net	BPA dilué
	(en millions de dollars)	BPA dilué (en dollars)	(en millions de dollars)	BPA dilué (en dollars)		
Bénéfice net	<b>519,3</b>	<b>2,01</b>	456,2	1,69	13,8	18,9
Frais de fermeture nets d'impôts	—	—	4,7	0,02		
Frais pour remboursement anticipé nets d'impôts	<b>4,3</b>	<b>0,02</b>	—	—		
<b>Bénéfice net ajusté<sup>(2)</sup></b>	<b>523,6</b>	<b>2,03</b>	460,9	1,71	13,6	18,7

<sup>(1)</sup> Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice opérationnel avant amortissement et résultats liés à une entreprise associée » et la section « Mesures conformes et non conformes aux IFRS »

<sup>(2)</sup> Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice net » et la section « Mesures conformes et non conformes aux IFRS »

<sup>(3)</sup> Consulter la section « Informations prospectives »

## RÉSUMÉ DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

<i>(en millions de dollars, sauf indication contraire)</i>	2015	2014	Variation (%)
<b>Chiffre d'affaires</b>			
1 <sup>er</sup> trim. <sup>(4)</sup>	2 840,5	2 701,3	5,2
2 <sup>e</sup> trim. <sup>(4)</sup>	2 707,1	2 554,8	6,0
3 <sup>e</sup> trim. <sup>(5)</sup>	3 842,3	3 622,1	6,1
4 <sup>e</sup> trim. <sup>(4)</sup>	2 833,9	2 712,2	4,5
<b>Exercice</b>	<b>12 223,8</b>	<b>11 590,4</b>	<b>5,5</b>
<b>Bénéfice net</b>			
1 <sup>er</sup> trim. <sup>(4)</sup>	112,5	99,2	13,4
2 <sup>e</sup> trim. <sup>(4)</sup>	111,6	96,9	15,2
3 <sup>e</sup> trim. <sup>(5)</sup>	163,5	144,5	13,1
4 <sup>e</sup> trim. <sup>(4)</sup>	131,7	115,6	13,9
<b>Exercice</b>	<b>519,3</b>	<b>456,2</b>	<b>13,8</b>
<b>Bénéfice net ajusté<sup>(2)</sup></b>			
1 <sup>er</sup> trim. <sup>(4)</sup>	116,8	103,9	12,4
2 <sup>e</sup> trim. <sup>(4)</sup>	111,6	96,9	15,2
3 <sup>e</sup> trim. <sup>(5)</sup>	163,5	144,5	13,1
4 <sup>e</sup> trim. <sup>(4)</sup>	131,7	115,6	13,9
<b>Exercice</b>	<b>523,6</b>	<b>460,9</b>	<b>13,6</b>
<b>Bénéfice net dilué par action <i>(en dollars)</i></b>			
1 <sup>er</sup> trim. <sup>(4)</sup>	0,43	0,35	22,9
2 <sup>e</sup> trim. <sup>(4)</sup>	0,43	0,36	19,4
3 <sup>e</sup> trim. <sup>(5)</sup>	0,64	0,54	18,5
4 <sup>e</sup> trim. <sup>(4)</sup>	0,52	0,44	18,2
<b>Exercice</b>	<b>2,01</b>	<b>1,69</b>	<b>18,9</b>
<b>Bénéfice net dilué par action ajusté<sup>(2)</sup> <i>(en dollars)</i></b>			
1 <sup>er</sup> trim. <sup>(4)</sup>	0,45	0,37	21,6
2 <sup>e</sup> trim. <sup>(4)</sup>	0,43	0,36	19,4
3 <sup>e</sup> trim. <sup>(5)</sup>	0,64	0,54	18,5
4 <sup>e</sup> trim. <sup>(4)</sup>	0,52	0,44	18,2
<b>Exercice</b>	<b>2,03</b>	<b>1,71</b>	<b>18,7</b>

<sup>(4)</sup> 12 semaines

<sup>(5)</sup> 16 semaines

Le chiffre d'affaires de 2 840,5 millions \$ pour le premier trimestre de 2015 a été en hausse de 5,2 % comparativement à 2 701,3 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'an passé. Le chiffre d'affaires des magasins comparables a augmenté de 3,8 %, et la valeur de notre panier alimentaire moyen a connu une inflation de 3,0 % au premier trimestre. Malgré une concurrence très vive, nous avons augmenté notre chiffre d'affaires grâce à nos stratégies de mise en marché et nos investissements dans notre réseau de magasins.

Le chiffre d'affaires de 2 707,1 millions \$ pour le deuxième trimestre de 2015 a été en hausse de 6,0 % comparativement à 2 554,8 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'an passé. Le chiffre d'affaires des magasins comparables a augmenté de 4,5 % et la valeur de notre panier alimentaire moyen a connu une inflation de 4,0 %. Nos stratégies de mise en marché et nos investissements dans notre réseau de magasins nous ont permis d'augmenter notre chiffre d'affaires dans un marché où la concurrence demeure très vive.

<sup>(1)</sup> Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice opérationnel avant amortissement et résultats liés à une entreprise associée » et la section « Mesures conformes et non conformes aux IFRS »

<sup>(2)</sup> Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice net » et la section « Mesures conformes et non conformes aux IFRS »

<sup>(3)</sup> Consulter la section « Informations prospectives »

Le chiffre d'affaires de 3 842,3 millions \$ pour le troisième trimestre de 2015 a été en hausse de 6,1 % comparativement à 3 622,1 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'an passé. Le chiffre d'affaires des magasins comparables a augmenté de 4,3 %, alors que la valeur de notre panier alimentaire moyen a connu une inflation de 3,5 %. Nos efforts déployés pour rester à l'affût des besoins des consommateurs et nos investissements dans notre réseau de détail nous ont permis d'augmenter notre chiffre d'affaires dans un marché très concurrentiel.

Le chiffre d'affaires de 2 833,9 millions \$ pour le quatrième trimestre de 2015 a été en hausse de 4,5 % comparativement à 2 712,2 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'an passé. Le chiffre d'affaires des magasins comparables a augmenté de 3,4 % (3,1 % au même trimestre l'an dernier), alors que la valeur de notre panier alimentaire moyen a connu une inflation de 2,8 %, en baisse par rapport au dernier trimestre. Nos stratégies axées sur les besoins des consommateurs et nos investissements dans notre réseau de détail nous ont permis d'augmenter notre chiffre d'affaires dans un marché très concurrentiel.

Le bénéfice net du premier trimestre de l'exercice 2015 a été de 112,5 millions \$ comparativement à 99,2 millions \$ pour le trimestre correspondant de 2014, soit une hausse de 13,4 %. Le bénéfice net dilué par action a été de 0,43 \$ par rapport à 0,35 \$ l'an passé, en hausse de 22,9 %. En excluant des résultats du premier trimestre de 2015 les frais de 4,3 millions \$ après impôts pour le remboursement anticipé de nos billets Série A et, de ceux du premier trimestre de 2014, les frais de fermeture de notre entrepôt à Québec de 4,7 millions \$ après impôts, le bénéfice net ajusté<sup>(2)</sup> du premier trimestre de 2015 a été en hausse de 12,4 % comparativement à celui de 2014 et le bénéfice net dilué par action ajusté<sup>(2)</sup> a été en hausse de 21,6 %.

Le bénéfice net du deuxième trimestre de l'exercice 2015 a été de 111,6 millions \$ comparativement à 96,9 millions \$ pour le trimestre correspondant de 2014, soit une hausse de 15,2 %. Le bénéfice net dilué par action a été de 0,43 \$ par rapport à 0,36 \$ l'an passé, en hausse de 19,4 %.

Le bénéfice net du troisième trimestre de l'exercice 2015 a été de 163,5 millions \$ comparativement à 144,5 millions \$ pour le trimestre correspondant de 2014, soit une hausse de 13,1 %. Le bénéfice net dilué par action a été de 0,64 \$ par rapport à 0,54 \$ l'an passé, en hausse de 18,5 %.

Le bénéfice net du quatrième trimestre de l'exercice 2015 a été de 131,7 millions \$ comparativement à 115,6 millions \$ pour le trimestre correspondant de 2014, soit une hausse de 13,9 %. Le bénéfice net dilué par action a été de 0,52 \$ par rapport à 0,44 \$ l'an passé, en hausse de 18,2 %.

<i>(en millions de dollars)</i>	2015					2014				
	T1	T2	T3	T4	Exercice	T1	T2	T3	T4	Exercice
Bénéfice net	<b>112,5</b>	<b>111,6</b>	<b>163,5</b>	<b>131,7</b>	<b>519,3</b>	99,2	96,9	144,5	115,6	456,2
Frais de fermeture nets d'impôts	—	—	—	—	—	4,7	—	—	—	4,7
Frais pour remboursement anticipé nets d'impôts	<b>4,3</b>	—	—	—	<b>4,3</b>	—	—	—	—	—
Bénéfice net ajusté <sup>(2)</sup>	<b>116,8</b>	<b>111,6</b>	<b>163,5</b>	<b>131,7</b>	<b>523,6</b>	103,9	96,9	144,5	115,6	460,9

<i>Par action (en dollars)</i>	2015					2014				
	T1	T2	T3	T4	Exercice	T1	T2	T3	T4	Exercice
Bénéfice net dilué	<b>0,43</b>	<b>0,43</b>	<b>0,64</b>	<b>0,52</b>	<b>2,01</b>	0,35	0,36	0,54	0,44	1,69
Frais de fermeture nets d'impôts	—	—	—	—	—	0,02	—	—	—	0,02
Frais pour remboursement anticipé nets d'impôts	<b>0,02</b>	—	—	—	<b>0,02</b>	—	—	—	—	—
Bénéfice net dilué ajusté <sup>(2)</sup>	<b>0,45</b>	<b>0,43</b>	<b>0,64</b>	<b>0,52</b>	<b>2,03</b>	0,37	0,36	0,54	0,44	1,71

<sup>(1)</sup> Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice opérationnel avant amortissement et résultats liés à une entreprise associée » et la section « Mesures conformes et non conformes aux IFRS »

<sup>(2)</sup> Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice net » et la section « Mesures conformes et non conformes aux IFRS »

<sup>(3)</sup> Consulter la section « Informations prospectives »

## SITUATION DE TRÉSORERIE

### ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

Les activités opérationnelles ont généré des fonds de 678,3 millions \$ pour l'exercice 2015 comparativement à 433,1 millions \$ pour l'exercice 2014. Cette augmentation est due à la hausse de 74,1 millions \$ du bénéfice avant impôts, à l'écart entre la variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement de 2015 par rapport à celle de 2014 ainsi qu'aux impôts payés moins élevés en 2015 par rapport à ceux de 2014 où des soldes d'impôts ont été payés relativement au gain réalisé en 2013 sur la cession d'une partie de notre participation dans Alimentation Couche-Tard.

### ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Les activités d'investissement ont nécessité des fonds de 253,1 millions \$ pour l'exercice 2015 comparativement à 299,8 millions \$ pour l'exercice 2014. Bien que les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles aient été plus élevées en 2015 qu'en 2014, les fonds utilisés au cours de l'exercice 2015 ont été inférieurs dû aux acquisitions d'entreprises de 2014.

Au cours de l'exercice 2015, nous avons procédé, avec les détaillants, à l'ouverture de 7 nouveaux magasins ainsi qu'à des agrandissements et des rénovations majeures dans 20 magasins, pour une augmentation brute de 375 100 pieds carrés et une augmentation nette de 63 200 ou 0,3 % de notre réseau de détail.

### ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Au cours de l'exercice 2015, nous avons utilisé des fonds de 439,7 millions \$ comparativement à 178,1 millions \$ en 2014. Cette variation s'explique par une augmentation nette de 90,5 millions \$ de notre dette en 2015 comparativement à 384,1 millions \$ en 2014 compensée par des rachats d'actions moins élevés en 2015, soit de 418,0 millions \$ comparativement à 459,7 millions \$ pour 2014.

## SITUATION FINANCIÈRE

Nous n'anticipons<sup>(3)</sup> aucun risque de liquidité et nous considérons notre situation financière à la fin de l'exercice 2015 comme étant très saine. Nous avons une facilité de crédit rotative autorisée non utilisée de 502,5 millions \$. Notre pourcentage de dette non courante sur le total combiné de la dette non courante et des capitaux propres (dette non courante/capital total) était de 30,1 %.

Les principaux éléments de dette non courante à la fin de l'exercice 2015 se présentaient ainsi :

	Taux d'intérêt	Échéance	Solde (en millions de dollars)
Facilité de crédit rotative	Taux qui fluctuent selon les variations des taux des acceptations bancaires	3 novembre 2020	97,5
Billets de Série C	Taux fixe de 3,20 %	1 <sup>er</sup> décembre 2021	300,0
Billets de Série B	Taux fixe de 5,97 %	15 octobre 2035	400,0
Billets de Série D	Taux fixe de 5,03 %	1 <sup>er</sup> décembre 2044	300,0

À la fin de l'exercice 2015, nous avons des contrats de change à terme afin de nous protéger des variations de taux de change sur nos achats futurs de biens et services en différentes devises.

<sup>(1)</sup> Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice opérationnel avant amortissement et résultats liés à une entreprise associée » et la section « Mesures conformes et non conformes aux IFRS »

<sup>(2)</sup> Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice net » et la section « Mesures conformes et non conformes aux IFRS »

<sup>(3)</sup> Consulter la section « Informations prospectives »



Nos principaux ratios financiers se présentaient comme suit :

	Au 26 septembre 2015	Au 27 septembre 2014
<b>Structure financière</b>		
Dette non courante ( <i>en millions de dollars</i> )	1 145,1	1 044,7
Capitaux propres ( <i>en millions de dollars</i> )	2 657,2	2 684,1
Dette non courante/capital total (%)	30,1	28,0
	Exercices financiers	
	2015	2014
<b>Résultats</b>		
Bénéfice opérationnel avant amortissement et résultats liés à une entreprise associée <sup>(1)</sup> /Frais financiers ( <i>fois</i> )	14,6	15,9

### CAPITAL-ACTIONS

Afin d'augmenter le nombre d'actions en circulation et faciliter l'accessibilité auprès des investisseurs, la Société a procédé, au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2015, à une subdivision de ses actions ordinaires à raison de trois actions ordinaires pour une action ordinaire. Toutes les informations portant sur les actions ont été retraitées pour refléter l'incidence de la subdivision.

<i>(en milliers)</i>	Actions ordinaires émises	
	2015	2014
Solde au début de l'exercice	254 231	274 944
Rachat d'actions	(12 676)	(21 278)
Exercice d'options d'achat d'actions	730	565
Solde à la fin de l'exercice	242 285	254 231
Solde aux 27 novembre 2015 et 28 novembre 2014	239 395	253 365

<i>(en milliers)</i>	Actions propres	
	2015	2014
Solde au début de l'exercice	761	787
Acquisitions	200	225
Remises en circulation	(218)	(251)
Solde à la fin de l'exercice	743	761
Solde aux 27 novembre 2015 et 28 novembre 2014	743	761

### RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

	Au 27 novembre 2015	Au 26 septembre 2015	Au 27 septembre 2014
Options d'achat d'actions ( <i>en milliers</i> )	3 681	3 838	4 125
Prix d'exercice ( <i>en dollars</i> )	11,66 à 35,94	11,66 à 35,94	8,24 à 24,69
Prix d'exercice moyen pondéré ( <i>en dollars</i> )	20,60	20,34	16,97

### RÉGIME D'UNITÉS D'ACTIONS AU RENDEMENT

	Au 27 novembre 2015	Au 26 septembre 2015	Au 27 septembre 2014
Unités d'actions au rendement ( <i>en milliers</i> )	741	741	803

<sup>(1)</sup> Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice opérationnel avant amortissement et résultats liés à une entreprise associée » et la section « Mesures conformes et non conformes aux IFRS »

<sup>(2)</sup> Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice net » et la section « Mesures conformes et non conformes aux IFRS »

<sup>(3)</sup> Consulter la section « Informations prospectives »

**PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS**

Relativement à son programme de rachat pour la période du 10 septembre 2014 au 9 septembre 2015, la Société a racheté 11 934 311 actions ordinaires à un prix moyen de 31,94 \$ pour une considération totale de 381,1 millions \$.

La Société a décidé de renouveler son programme de rachat d'actions afin de se doter d'une option supplémentaire pour utiliser ses liquidités excédentaires dans le meilleur intérêt de la Société. Le conseil d'administration a autorisé la Société à racheter, dans le cours normal de ses activités, entre le 10 septembre 2015 et le 9 septembre 2016, jusqu'à concurrence de 18 000 000 de ses actions ordinaires représentant approximativement 7,4 % de ses actions émises et en circulation le 31 août 2015 à la fermeture de la Bourse de Toronto. Les rachats s'effectueront au prix du marché par l'entremise de cette bourse et conformément à ses règles et politiques, et de toute autre façon permise par celle-ci, de même que par toute autre agence de réglementation en matière de valeurs mobilières, incluant en vertu d'ententes de gré à gré. Entre le 10 septembre 2015 et le 27 novembre 2015, la Société a racheté 4 790 600 de ses actions ordinaires à un prix moyen de 35,95 \$, pour une considération totale de 172,2 millions \$.

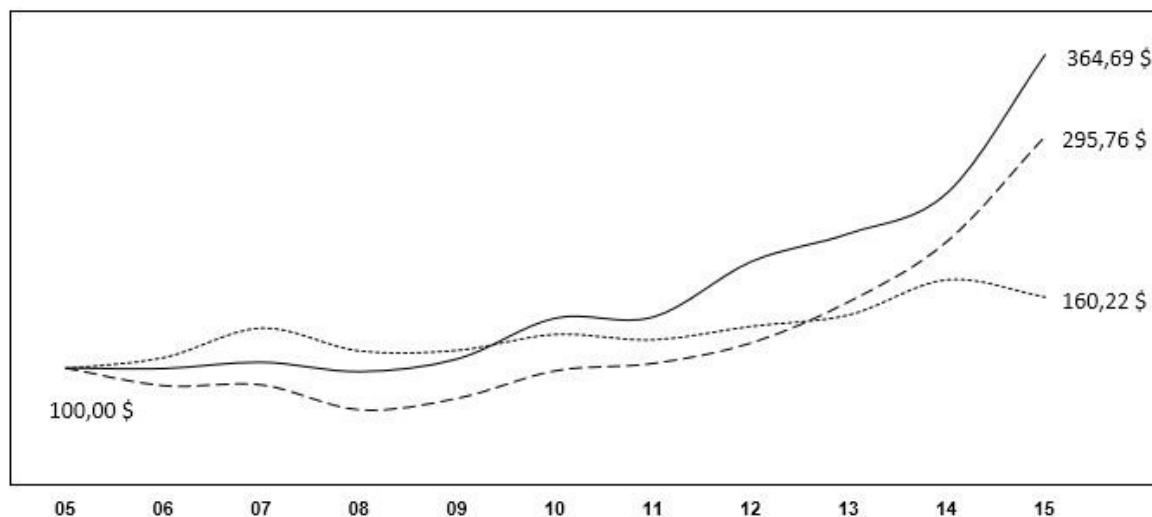
**POLITIQUE DE DIVIDENDES**

Pour une 21<sup>e</sup> année consécutive, la Société a versé à ses actionnaires des dividendes trimestriels. Le dividende annuel a été en hausse de 17,4 % et s'est élevé à 0,4500 \$ par action comparativement à 0,3833 \$ en 2014 pour un montant total de 111,9 millions \$ en 2015 et de 100,6 millions \$ en 2014. Les dividendes versés en 2015 représentaient 24,3 % du bénéfice net ajusté<sup>(2)</sup> de l'exercice précédent comparativement à 21,8 % en 2014 le tout conformément à la cible communiquée aux actionnaires en janvier 2014.

**OPÉRATIONS BOURSIÈRES**

La valeur de l'action de METRO s'est maintenue dans une fourchette de 24,27 \$ à 38,10 \$ au cours de l'exercice 2015 (20,00 \$ à 24,93 \$ en 2014). Durant cette période, le nombre d'actions négociées à la Bourse de Toronto a été de 184,5 millions (215,1 millions en 2014). Le cours de clôture du vendredi 25 septembre 2015 était de 35,73 \$ comparativement à 24,62 \$ à la fin de l'exercice 2014. Depuis la fin de l'exercice, l'action de METRO s'est maintenue dans une fourchette de 35,61 \$ à 39,02 \$. Le cours de clôture du 27 novembre 2015 était de 38,75 \$. L'action de METRO a connu une croissance soutenue au cours des 10 dernières années, affichant une croissance supérieure à l'indice S&P/TSX et à l'indice sectoriel de l'industrie alimentaire canadienne.

**RENDEMENT COMPARATIF DES ACTIONS SUR 10 ANS\***



— Metro Inc.  
 - - - S&P/TSX  
 . . . S&P/TSX Indice alimentaire

\* 100 \$ investis le 24 septembre 2005 en actions incluant le réinvestissement des dividendes et déterminé au 26 septembre de chaque année.

<sup>(1)</sup> Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice opérationnel avant amortissement et résultats liés à une entreprise associée » et la section « Mesures conformes et non conformes aux IFRS »

<sup>(2)</sup> Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice net » et la section « Mesures conformes et non conformes aux IFRS »

<sup>(3)</sup> Consulter la section « Informations prospectives »

## SOURCES DE FINANCEMENT

Nos activités opérationnelles ainsi que l'augmentation de notre dette non courante ont permis de générer en 2015 des flux de trésorerie de 678,3 millions \$ et 90,5 millions \$ respectivement. Ces principales sources de flux de trésorerie ont servi à financer nos activités d'investissement, dont des acquisitions de 258,8 millions \$ d'immobilisations corporelles et incorporelles, à procéder à des rachats d'actions au montant de 418,0 millions \$, à verser des dividendes de 111,9 millions \$ et à effectuer nos autres activités d'investissement et de financement.

Le 1<sup>er</sup> décembre 2014, la Société a émis en placement privé des billets non garantis de premier rang Série C, à un taux d'intérêt nominal fixe de 3,20 % échéant le 1<sup>er</sup> décembre 2021, d'un capital global de 300,0 millions \$ et des billets non garantis de premier rang Série D, à un taux d'intérêt nominal fixe de 5,03 % échéant le 1<sup>er</sup> décembre 2044, d'un capital global de 300,0 millions \$. La Société a décidé d'affecter le produit de ces émissions au remboursement de dettes existantes et à d'autres fins générales. Le 5 décembre 2014, elle a remboursé sa facilité de crédit rotative renouvelable non garantie dont le capital se situait à 335,0 millions \$, à un taux d'intérêt moyen pondéré de 2,39 %. De plus, la Société a remboursé par anticipation, le 31 décembre 2014, ses billets de Série A, au taux d'intérêt nominal fixe de 4,98 % échéant le 15 octobre 2015, d'un capital global de 200,0 millions \$. Des frais pour remboursement anticipé de 5,9 millions \$ ont été comptabilisés au cours de l'exercice 2015.

À la fin de l'exercice 2015, notre situation financière était composée principalement de trésorerie et d'équivalents de trésorerie de 21,5 millions \$, d'une facilité de crédit rotative de 600,0 millions \$ échéant en 2020, dont 97,5 millions \$ étaient utilisés, de billets de Série C de 300,0 millions \$ échéant en 2021, de billets de Série B de 400,0 millions \$ échéant en 2035 et de billets de Série D de 300,0 millions \$ échéant en 2044.

Nous croyons que les flux de trésorerie liés à nos activités opérationnelles de l'an prochain devraient être suffisants pour couvrir entièrement nos besoins de fonds liés aux activités d'investissement, dont des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles de l'ordre de 350 millions \$<sup>(3)</sup>.

## OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Paiements exigibles par exercice (capital et intérêts)

<i>(en millions de dollars)</i>	Facilité et emprunts	Billets	Obligations en vertu de contrats de location-financement	Obligations en vertu de contrats de service	Obligations en vertu de contrats de location simple	Obligations en vertu de baux et sous-baux <sup>(6)</sup>	Total
2016	15,9	48,6	6,5	68,4	178,5	42,9	360,8
2017	5,6	48,6	5,9	68,5	170,3	41,4	340,3
2018	5,0	48,6	5,4	65,1	149,2	38,5	311,8
2019	4,7	48,6	4,5	54,0	125,4	36,2	273,4
2020	4,3	48,6	3,5	22,5	102,9	32,0	213,8
2021 et suivants	120,5	1 733,9	22,1	—	489,5	199,4	2 565,4
	156,0	1 976,9	47,9	278,5	1 215,8	390,4	4 065,5

<sup>(6)</sup> La Société s'est engagée, par des baux s'échelonnant sur différentes périodes jusqu'en 2034, à louer des locaux qu'elle sous-loue à des clients, et ce, généralement aux mêmes conditions.

## TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Au cours de l'exercice 2015, nous avons approvisionné des supermarchés détenus par un membre du conseil d'administration et nous avons payé des honoraires à Dunnhumby Canada, une coentreprise, pour l'analyse de nos ventes auprès de notre clientèle. Ces transactions ont été effectuées dans le cours normal des affaires, elles ont été comptabilisées à la valeur d'échange et elles sont détaillées à la note 27 des états financiers consolidés.

<sup>(1)</sup> Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice opérationnel avant amortissement et résultats liés à une entreprise associée » et la section « Mesures conformes et non conformes aux IFRS »

<sup>(2)</sup> Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice net » et la section « Mesures conformes et non conformes aux IFRS »

<sup>(3)</sup> Consulter la section « Informations prospectives »

## QUATRIÈME TRIMESTRE

<i>(en millions de dollars, sauf le bénéfice net par action)</i>	2015	2014	Variation %
Chiffre d'affaires	<b>2 833,9</b>	2 712,2	4,5
Bénéfice opérationnel avant amortissement et résultats liés à une entreprise associée <sup>(1)</sup>	<b>207,4</b>	188,4	10,1
Bénéfice net	<b>131,7</b>	115,6	13,9
Bénéfice net dilué par action	<b>0,52</b>	0,44	18,2
Flux de trésorerie liés aux :			
Activités opérationnelles	<b>248,0</b>	128,7	—
Activités d'investissement	<b>(115,1)</b>	(162,1)	—
Activités de financement	<b>(116,5)</b>	35,1	—

### CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires de 2 833,9 millions \$ pour le quatrième trimestre de 2015 a été en hausse de 4,5 % comparativement à 2 712,2 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'an passé. Le chiffre d'affaires des magasins comparables a augmenté de 3,4 % (3,1 % au même trimestre l'an dernier), alors que la valeur de notre panier alimentaire moyen a connu une inflation de 2,8 %, en baisse par rapport au dernier trimestre. Nos stratégies axées sur les besoins des consommateurs et nos investissements dans notre réseau de détail nous ont permis d'augmenter notre chiffre d'affaires dans un marché très concurrentiel.

### BÉNÉFICE OPÉRATIONNEL AVANT AMORTISSEMENT ET RÉSULTATS LIÉS À UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE<sup>(1)</sup>

Le bénéfice opérationnel avant amortissement et résultats liés à une entreprise associée<sup>(1)</sup> (Alimentation Couche-Tard) du quatrième trimestre de 2015 a été de 207,4 millions \$ ou 7,3 % du chiffre d'affaires comparativement à 188,4 millions \$ ou 6,9 % du chiffre d'affaires pour le même trimestre de l'exercice précédent.

Notre taux de marge brute pour le quatrième trimestre a été de 20,0 % comparativement à 19,3 % pour le trimestre correspondant de 2014. Cette hausse est attribuable en partie à l'acquisition de Première Moisson et à la hausse des ventes de nos produits frais. Notre pourcentage de charges d'exploitation sur le chiffre d'affaires a été de 12,6 % au quatrième trimestre de 2015 comparativement à 12,3 % pour le trimestre correspondant de 2014. Cette variation de taux s'explique principalement par l'acquisition de Première Moisson effectuée au quatrième trimestre de l'exercice 2014.

### AMORTISSEMENT, FRAIS FINANCIERS NETS ET FRAIS POUR REMBOURSEMENT ANTICIPÉ

La dépense d'amortissement pour le quatrième trimestre de 2015 a été de 42,9 millions \$ comparativement à 40,1 millions \$ pour le trimestre correspondant de 2014.

Les frais financiers nets ont été de 13,4 millions \$ au quatrième trimestre de 2015 comparativement à 12,1 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'an dernier.

### QUOTE-PART DANS LES RÉSULTATS D'UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE

Notre quote-part dans les résultats d'Alimentation Couche-Tard a été 21,4 millions \$ au quatrième trimestre de 2015 comparativement à 16,6 millions \$ pour le trimestre correspondant de 2014.

<sup>(1)</sup> Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice opérationnel avant amortissement et résultats liés à une entreprise associée » et la section « Mesures conformes et non conformes aux IFRS »

<sup>(2)</sup> Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice net » et la section « Mesures conformes et non conformes aux IFRS »

<sup>(3)</sup> Consulter la section « Informations prospectives »

## IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La charge d'impôts a été de 40,8 millions \$ au quatrième trimestre de 2015 avec un taux d'imposition effectif de 23,7 % comparativement à 37,2 millions \$ et 24,3 % au quatrième trimestre de 2014.

## BÉNÉFICE NET

Le bénéfice net du quatrième trimestre de l'exercice 2015 a été de 131,7 millions \$ comparativement à 115,6 millions \$ pour le trimestre correspondant de 2014, soit une hausse de 13,9 %. Le bénéfice net dilué par action a été de 0,52 \$ par rapport à 0,44 \$ l'an passé, en hausse de 18,2 %.

## SITUATION DE TRÉSORERIE

### Activités opérationnelles

Les activités opérationnelles ont généré des fonds de 248,0 millions \$ au quatrième trimestre de 2015 comparativement à 128,7 millions \$ pour le trimestre correspondant de 2014. Cette augmentation s'explique par la hausse de 19,7 millions \$ du bénéfice avant impôts ainsi que par l'écart entre la variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement de 2015 par rapport à celle de 2014.

### Activités d'investissement

Les activités d'investissement ont nécessité des fonds de 115,1 millions \$ au quatrième trimestre de 2015 comparativement à 162,1 millions \$ au trimestre correspondant de 2014. Bien que les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles aient été plus élevées en 2015 qu'en 2014, les fonds utilisés au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2015 ont été inférieurs dû aux acquisitions d'entreprises de 2014.

### Activités de financement

Au quatrième trimestre de 2015, nous avons utilisé des fonds de 116,5 millions \$ comparativement à des fonds générés de 35,1 millions \$ pour le trimestre correspondant de 2014. Cette variation s'explique par des rachats d'actions plus élevés en 2015, soit 143,1 millions \$ comparativement à 68,0 millions \$ pour le trimestre correspondant de 2014, ainsi que par une augmentation nette de notre dette moins importante au quatrième trimestre de 2015 soit 53,5 millions \$, comparativement à 126,4 millions \$ pour le trimestre correspondant de 2014.

## INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

La Société s'est dotée d'une politique de gestion des risques financiers, approuvée par son conseil d'administration en avril 2010, énonçant les lignes directrices sur l'utilisation des instruments financiers dérivés. Ces lignes directrices interdisent à la Société d'avoir recours à des instruments financiers dérivés à des fins de spéculation. Au cours de l'exercice 2015, la Société a utilisé des instruments financiers dérivés tels que décrits aux notes 2 et 29 des états financiers consolidés.

## NOUVELLES MÉTHODES COMPTABLES

### RÉCEMMENT PUBLIÉES

#### Instruments financiers

En novembre 2009, l'International Accounting Standards Board (IASB) a publié l'IFRS 9 « Instruments financiers ». Cette nouvelle norme remplace les différentes règles de l'IAS 39 « Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation » concernant les actifs financiers par une approche unique pour déterminer s'ils doivent être évalués au coût amorti ou à la juste valeur. Cette approche est basée sur la façon dont une entité gère ses instruments financiers et les caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie rattachées aux actifs financiers.

En octobre 2010, l'IASB a ajouté les dispositions d'IAS 39 relatives au classement et à l'évaluation des passifs financiers à l'IFRS 9.

<sup>(1)</sup> Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice opérationnel avant amortissement et résultats liés à une entreprise associée » et la section « Mesures conformes et non conformes aux IFRS »

<sup>(2)</sup> Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice net » et la section « Mesures conformes et non conformes aux IFRS »

<sup>(3)</sup> Consulter la section « Informations prospectives »



En novembre 2013, l'IASB a intégré un nouveau modèle de comptabilité de couverture à l'IFRS 9 afin de permettre aux utilisateurs des états financiers de mieux comprendre les risques auxquels une entité est exposée et ses activités de gestion des risques.

En juillet 2014, l'IASB a publié un nouveau modèle de dépréciation des actifs financiers fondé sur les pertes de crédit attendues. L'IFRS 9 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 et son application anticipée est permise. La Société évaluera en temps opportun l'incidence de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

#### **Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients**

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients » en remplacement de l'IAS 18 « Produits des activités ordinaires », l'IAS 11 « Contrats de construction » et les interprétations connexes. Selon l'IFRS 15, les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque le contrôle des biens ou des services est transféré au client et non plus lorsque les risques et avantages importants lui sont transférés. Des informations supplémentaires doivent être divulguées par voie de notes aux états financiers.

En juillet 2015, l'IASB a reporté la date d'application de l'IFRS 15 aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. L'application anticipée est permise. La Société évaluera en temps opportun l'incidence de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

#### **Présentation des états financiers**

En décembre 2014, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 1 « Présentation des états financiers » afin d'apporter des précisions concernant l'importance relative, la structure des notes aux états financiers, la divulgation des méthodes comptables ainsi que le regroupement et la ventilation des informations présentées dans l'état de la situation financière, les comptes de résultat et l'état du résultat global. Elles s'appliqueront aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 et leur application anticipée est permise. La Société évalue l'incidence de ces modifications sur ses états financiers consolidés.

## **INFORMATIONS PROSPECTIVES**

Nous avons utilisé, dans le présent rapport annuel, diverses expressions qui pourraient, au sens de la réglementation des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, constituer des informations prospectives. De façon générale, toute déclaration contenue dans le présent rapport qui ne constitue pas un fait historique peut être considérée comme une déclaration prospective. Les expressions « compter », « continuer », « croître », « réaliser », « poursuivre », « améliorer », « demeurer », « anticiper », « prévoir », « estimer » et autres expressions similaires indiquent en général des déclarations prospectives. Les déclarations prospectives pouvant être contenues dans le présent rapport font référence à des hypothèses sur l'industrie alimentaire au Canada, l'économie en général, notre budget annuel ainsi que notre plan d'action 2016.

Ces déclarations prospectives ne donnent pas de garantie quant à la performance future de la Société et elles supposent des risques connus et inconnus ainsi que des incertitudes pouvant faire en sorte qu'elles ne se réalisent pas. L'arrivée d'un nouveau concurrent est un des exemples de ceux décrits à la rubrique « Gestion des risques » du présent rapport annuel qui pourraient influencer sur la réalisation de ces déclarations. Nous croyons que nos déclarations sont raisonnables et pertinentes à la date de publication du présent rapport et qu'elles représentent nos attentes. La Société n'a pas l'intention de mettre à jour les déclarations prospectives qui pourraient être contenues dans le présent rapport, sauf si cela est requis par la loi.

<sup>(1)</sup> Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice opérationnel avant amortissement et résultats liés à une entreprise associée » et la section « Mesures conformes et non conformes aux IFRS »

<sup>(2)</sup> Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice net » et la section « Mesures conformes et non conformes aux IFRS »

<sup>(3)</sup> Consulter la section « Informations prospectives »

## MESURES CONFORMES ET NON CONFORMES AUX IFRS

Nous avons inclus certaines mesures du bénéfice conformes et non conformes aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Ces mesures sont présentées à titre d'information relative, elles n'ont pas de sens normalisé par les IFRS et elles ne peuvent pas être comparées à des mesures du même type présentées par d'autres sociétés publiques.

### BÉNÉFICE OPÉRATIONNEL AVANT AMORTISSEMENT ET RÉSULTATS LIÉS À UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE

Le bénéfice opérationnel avant amortissement et résultats liés à une entreprise associée est une mesure du bénéfice avant les frais financiers, les impôts et l'amortissement (**BAIIA**) ainsi que les frais pour remboursement anticipé et les résultats liés à notre participation dans une entreprise associée. Il s'agit d'une mesure conforme aux IFRS et il est présenté séparément dans les comptes de résultat consolidés. Nous sommes d'avis que cette mesure permet aux lecteurs d'états financiers de mieux évaluer la capacité de la Société de générer des liquidités provenant de ses activités opérationnelles.

### BÉNÉFICE OPÉRATIONNEL AVANT AMORTISSEMENT ET RÉSULTATS LIÉS À UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE AJUSTÉ, BÉNÉFICE NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES AJUSTÉ, BÉNÉFICE NET DILUÉ PAR ACTION DES ACTIVITÉS POURSUIVIES AJUSTÉ, BÉNÉFICE NET AJUSTÉ ET BÉNÉFICE NET DILUÉ PAR ACTION AJUSTÉ

Le bénéfice opérationnel avant amortissement et résultats liés à une entreprise associée ajusté, le bénéfice net des activités poursuivies ajusté, le bénéfice net dilué par action des activités poursuivies ajusté, le bénéfice net ajusté et le bénéfice net dilué par action ajusté sont des mesures du bénéfice excluant les éléments non récurrents. Il s'agit de mesures non conformes aux IFRS. Nous sommes d'avis que les lecteurs d'états financiers sont mieux informés des résultats de la période courante et correspondante en présentant les résultats sans les éléments non récurrents. Ainsi, les lecteurs d'états financiers sont en mesure de mieux évaluer la performance de la Société et de juger de ses perspectives d'avenir.

## CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Le président et chef de la direction et le vice-président principal, chef de la direction financière et trésorier de la Société sont responsables d'établir et de maintenir les contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) et le contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF), tels que définis par le Règlement 52-109 sur l'Attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs. Ils sont assistés dans cette responsabilité par le comité de divulgation, lequel est composé de cadres dirigeants de la Société.

Sous leur supervision, une évaluation a été réalisée pour mesurer l'efficacité des CPCI et du CIIF. En se fondant sur cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président principal, chef de la direction financière et trésorier de la Société ont conclu que les CPCI et le CIIF étaient efficaces à la fin de l'exercice clos le 26 septembre 2015.

Par conséquent, la conception des CPCI fournit une assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société lui est communiquée par d'autres personnes, en particulier pendant la période où les documents annuels sont établis et que l'information qui doit être présentée par la Société dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports qu'elle dépose ou transmet en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation.

De plus, la conception du CIIF fournit une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable et que ses états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

## JUGEMENTS ET ESTIMATIONS SIGNIFICATIFS

Notre rapport de gestion est fondé sur nos états financiers consolidés annuels, préparés conformément aux IFRS, et il est présenté en dollars canadiens, notre unité de mesure. La préparation des états financiers consolidés et des informations financières contenues dans le rapport de gestion nécessite que la direction exerce son jugement, procède à des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, du chiffre d'affaires, des autres revenus et des charges. Ces estimations et hypothèses sont fondées sur des expériences passées et d'autres facteurs considérés pertinents et raisonnables. Elles sont révisées à chaque date de clôture. L'utilisation d'estimations différentes pourrait entraîner des montants différents dans les états financiers consolidés. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

<sup>(1)</sup> Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice opérationnel avant amortissement et résultats liés à une entreprise associée » et la section « Mesures conformes et non conformes aux IFRS »

<sup>(2)</sup> Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice net » et la section « Mesures conformes et non conformes aux IFRS »

<sup>(3)</sup> Consulter la section « Informations prospectives »

## JUGEMENTS

Les jugements faits par la direction lors de l'application des méthodes comptables et qui ont l'impact le plus significatif sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés sont résumés ci-après :

### Consolidation d'entités structurées

Pour certains magasins d'alimentation, la Société ne détient aucun droit de vote, mais le contrat de franchise lui donne le droit de contrôler les principales activités de ces magasins. Ses décisions ne se limitent pas à protéger ses marques de commerce. Elle conserve la majorité des bénéfices et des pertes de ces magasins. Pour ces raisons, la Société consolide ces magasins d'alimentation dans ses états financiers.

La Société ne détient aucun droit de vote dans une fiducie créée à l'intention des participants au régime d'unités d'actions au rendement. Toutefois, en vertu d'une convention de fiducie, elle donne les instructions au fiduciaire pour l'achat et la vente des actions de la Société ainsi que pour les paiements faits aux bénéficiaires, elle donne l'argent au fiduciaire pour qu'il achète ses actions, elle assume la variabilité au niveau des droits acquis et elle s'assure que la fiducie détient un nombre suffisant d'actions pour rencontrer ses obligations envers les bénéficiaires. Pour ces raisons, la Société consolide cette fiducie dans ses états financiers.

La Société a également une entente avec un distributeur exploitant une usine exclusivement pour ses besoins et selon ses spécifications. Elle en assume tous les coûts. Pour ces raisons, la Société consolide ce distributeur dans ses états financiers.

### Participation dans une entreprise associée

La Société détient moins de 20 % des droits de vote d'une entreprise associée, mais un de ses représentants siège au conseil d'administration de cette entreprise et participe aux décisions relatives aux politiques financières et opérationnelles. La direction a conclu qu'elle exerce une influence notable sur cette entreprise associée et comptabilise sa participation selon la méthode de la mise en équivalence dans ses états financiers consolidés.

## RECOURS À DES ESTIMATIONS

Les hypothèses concernant l'avenir et les autres sources majeures d'incertitude relative aux estimations à la fin de la période de présentation de l'information financière, qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif à la valeur des actifs et des passifs au cours de la période suivante, sont résumées ci-après :

### Dépréciation d'actifs

Dans le cadre des tests de dépréciation des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée et du goodwill, la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de sortie sont estimées en utilisant un modèle d'actualisation des flux de trésorerie futurs, la méthode de la capitalisation du bénéfice avant frais financiers et impôts (BAII) excédentaire et la méthode de licence libre de redevance. Ces méthodes reposent sur différentes hypothèses, dont l'estimation des flux de trésorerie futurs, le BAII excédentaire, les taux de redevance, le taux d'actualisation, les multiples et le taux de croissance. Les hypothèses clés sont détaillées aux notes 15 et 16 des états financiers consolidés annuels.

### Régimes de retraite et autres régimes

Les obligations au titre des prestations définies, des avantages complémentaires de retraite et autres avantages à long terme ainsi que les coûts associés à ces obligations sont établis par calculs actuariels selon la méthode des unités de crédit projetées. Ces calculs sont effectués à partir des hypothèses les plus probables de la direction concernant la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite des participants, l'inflation et les coûts prévus des soins de santé. Les hypothèses clés sont détaillées à la note 24 des états financiers consolidés annuels.

### Participations ne donnant pas le contrôle

Le passif relatif aux participations ne donnant pas le contrôle correspond au prix à payer par la Société pour acheter la participation ne donnant pas le contrôle dans Adonis, Phoenicia et Première Moisson. Le prix à payer est basé principalement sur les bénéfices futurs prévus de ces entités à compter de la date où les options seront exerçables. Étant donné la source d'incertitude relative à l'estimation des bénéfices futurs, la Société a utilisé l'estimé qu'elle a jugé le plus probable à la fin de l'exercice et différentes autres hypothèses, dont le taux d'actualisation, le taux de croissance et les investissements en capital. Des informations supplémentaires sont présentées à la note 29 des états financiers consolidés annuels.

<sup>(1)</sup> Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice opérationnel avant amortissement et résultats liés à une entreprise associée » et la section « Mesures conformes et non conformes aux IFRS »

<sup>(2)</sup> Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice net » et la section « Mesures conformes et non conformes aux IFRS »

<sup>(3)</sup> Consulter la section « Informations prospectives »

## GESTION DES RISQUES

La direction identifie les principaux risques auxquels la Société est exposée. Elle détermine également les mesures adéquates afin de gérer ces risques de manière proactive. Les risques et les mesures de réduction des risques sont présentés de façon continue au comité d'audit et au conseil d'administration. Le service d'audit interne a le mandat d'auditer tous les risques d'affaires selon un plan triennal. Ainsi, à tous les trois ans, chaque secteur fait l'objet d'un audit pour s'assurer que des contrôles ont été mis en place afin de pallier aux risques d'affaires liés à son domaine d'activité.

Dans le cours normal de nos opérations, nous sommes exposés à différents risques, dont les principaux sont décrits ci-après, qui pourraient avoir un impact significatif sur nos résultats d'exploitation, notre situation financière et nos flux de trésorerie. Pour contrer les principaux facteurs de risque, nous nous sommes dotés de stratégies propres à chacun.

### SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Nous sommes exposés à des responsabilités potentielles et des frais possibles liés aux produits défectueux, à la salubrité des aliments, à la contamination et à la manutention des produits. De telles responsabilités pourraient provenir des activités de fabrication, de conditionnement et d'étiquetage, de conception, de préparation, d'entreposage, de distribution et de présentation de produits. Les produits alimentaires représentent la majeure partie de notre chiffre d'affaires, et nous pourrions être vulnérables dans l'éventualité d'une propagation importante de toxi-infection alimentaire ou d'une hausse des préoccupations liées à la santé publique en ce qui concerne certains produits alimentaires.

Pour pallier à ces risques, nous appliquons des procédures et des contrôles de sécurité alimentaire très stricts à l'ensemble de la chaîne de distribution. Des programmes de formation continue offerts par *L'École des professionnels* Metro sont donnés aux employés. Nos principaux centres de distribution de viande sont accrédités *Hazard Analysis and Critical Control Point* (HACCP), soit la norme mondiale la plus élevée dans l'industrie. Nos systèmes nous permettent également de retracer, pour chaque produit de viande distribué par l'un de nos principaux centres de distribution, le magasin où il a été acheminé.

### GESTION DE CRISE

Des événements hors de notre contrôle pourraient survenir et avoir une incidence significative sur nos opérations. Nous avons mis en place des plans de relève pour l'ensemble de nos activités. Ces plans prévoient, entre autres, plusieurs lieux physiques de relève en cas de désastre, des génératrices en cas de pannes d'électricité ainsi que des ordinateurs de relève de puissance équivalente aux ordinateurs utilisés par la Société. Un comité directeur supervise et révisé régulièrement tous nos plans de relève. Nous avons aussi développé un plan de contingence afin de minimiser l'impact d'une éventuelle pandémie.

### RELATIONS DE TRAVAIL

La majorité de nos employés des magasins et des centres de distribution est syndiquée. La renégociation des conventions collectives peut entraîner des arrêts ou des ralentissements de travail qui pourraient nous nuire. Nous nous assurons de négocier des conventions collectives à des conditions nous permettant d'être concurrentiels, selon des durées procurant un climat de travail favorable dans tous les secteurs et suivant des échéanciers variés. Au cours des dernières années, nous avons connu certains conflits de travail de peu d'importance et nous prévoyons<sup>(3)</sup> maintenir de bonnes relations de travail pour l'avenir.

### SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL

Des accidents de travail pourraient survenir dans l'un de nos sites. Afin de minimiser ce risque, nous avons élaboré une politique en matière de prévention des accidents. De plus, nous avons formé des comités de santé et sécurité au travail qui sont responsables de la prévention des accidents de travail dans chacun de nos sites.

<sup>(1)</sup> Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice opérationnel avant amortissement et résultats liés à une entreprise associée » et la section « Mesures conformes et non conformes aux IFRS »

<sup>(2)</sup> Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice net » et la section « Mesures conformes et non conformes aux IFRS »

<sup>(3)</sup> Consulter la section « Informations prospectives »

## RESPONSABILITÉ D'ENTREPRISE

Si nos gestes ne respectent pas nos responsabilités environnementale, sociale et économique, nous sommes exposés à des critiques, à des revendications, à des boycottages et même, lorsqu'il y a des manquements à des obligations légales, à des poursuites.

Afin d'aller au-delà de son rôle de distributeur et devenir un acteur du développement durable, la Société s'est dotée en 2010 d'une démarche en Responsabilité d'entreprise. Étroitement liée à notre stratégie d'affaires, notre démarche est fondée sur quatre piliers : clientèle comblée, respect de l'environnement, renforcement des communautés, et employés engagés, auxquels sont rattachés des priorités. Depuis, la Société publie annuellement un rapport faisant état de l'avancement des différents projets, et en 2015, un nouveau plan de Responsabilité d'entreprise 2016-2020 a été développé. La Société s'est vu remettre, au cours de l'exercice 2014, par la Fédération des chambres de commerce du Québec, le premier prix dans la catégorie Développement durable - grande entreprise. Pour plus de détails, consulter le [metro.ca/responsabilite](http://metro.ca/responsabilite).

## RÉGLEMENTATION

Des modifications sont apportées régulièrement aux normes comptables, lois, règlements, règles ou politiques touchant nos activités. Nous suivons attentivement l'évolution de ces modifications.

## MARCHÉ ET CONCURRENCE

L'intensification de la concurrence, l'arrivée possible de nouveaux concurrents et l'évolution des besoins des consommateurs sont pour nous des préoccupations constantes.

Pour faire face à la concurrence et maintenir notre position de chef de file au Québec et en Ontario, nous sommes à l'affût de nouvelles façons de faire et de nouveaux sites. Nous avons un programme d'investissement continu dans nos magasins afin de maintenir un réseau de détail des plus modernes au Canada.

Nous avons également développé une stratégie efficace axée sur la segmentation des marchés. Dans l'alimentation, nos bannières s'adressent à trois segments de marché différents, soit la bannière de supermarchés Metro, les bannières d'escompte Super C et Food Basics ainsi que les magasins de produits ethniques Adonis. Nous avons acquis, au cours de l'exercice 2014, l'entreprise Première Moisson spécialisée dans la boulangerie et la pâtisserie artisanales et la charcuterie afin d'améliorer notre offre de produits. Dans le marché pharmaceutique, nous avons des pharmacies de grande, de moyenne et de petite surfaces, soit les bannières Brunet Plus, Brunet, Brunet Clinique, Clini Plus, Pharmacy et Drug Basics.

Avec nos programmes de fidélité *metro&moi* et *Air Miles*<sup>®</sup> dans nos supermarchés Metro et Metro Plus et notre partenaire Dunhumby Canada Limitée, nous sommes en mesure de connaître les habitudes d'achat de nos clients fidèles, leur offrir des promotions personnalisées et augmenter leurs achats chez nous.

## PRIX DU CARBURANT, DE L'ÉNERGIE ET DES SERVICES PUBLICS

Nous sommes un grand consommateur de services publics, d'électricité, de gaz naturel et de carburant. Des augmentations de leurs prix pourraient nous affecter.

## FOURNISSEURS

Des événements négatifs pourraient affecter l'un de nos fournisseurs et entraîner des interruptions de service et des délais de livraison en magasins. Afin de remédier à cette situation, nous nous approvisionnons auprès de plusieurs fournisseurs. Ainsi, en cas d'interruption de service d'un fournisseur, nous pouvons faire appel aux services d'un autre fournisseur dans de brefs délais.

## FRANCHISÉS ET AFFILIÉS

Certains de nos franchisés et affiliés pourraient déroger aux clauses prescrites dans les contrats de franchise et les contrats d'affiliation, comme par exemple les politiques d'achats et les plans de commercialisation. Le non-respect de ces clauses pourrait nous affecter. Une équipe de conseillers aux opérations de détail s'assure de l'application uniforme de nos normes d'exploitation dans chacun de ces magasins.

<sup>(1)</sup> Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice opérationnel avant amortissement et résultats liés à une entreprise associée » et la section « Mesures conformes et non conformes aux IFRS »

<sup>(2)</sup> Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice net » et la section « Mesures conformes et non conformes aux IFRS »

<sup>(3)</sup> Consulter la section « Informations prospectives »



**INSTRUMENTS FINANCIERS**

Nous effectuons certains achats de biens et services en différentes devises et nous nous exposons ainsi à un risque de taux de change. Conformément à notre politique de gestion des risques, nous pouvons avoir recours à des instruments financiers dérivés, tels que des contrats de change à terme. Les lignes directrices de la politique nous interdisent d'avoir recours à des instruments financiers dérivés à des fins de spéculation, mais elles ne peuvent pas garantir que nous ne subirons pas de pertes découlant de nos instruments financiers dérivés.

Nos comptes débiteurs proviennent en majeure partie de ventes faites à nos clients affiliés. Afin de nous prémunir contre des pertes de crédit, nous nous sommes dotés d'une politique de crédit définissant les conditions de crédit à respecter ainsi que les garanties à obtenir. La majorité de nos comptes débiteurs est garantie par des actifs de nos clients affiliés.

Nous sommes également exposés au risque de liquidité en raison principalement de notre dette non courante et de nos créanciers. Nous évaluons régulièrement notre situation de trésorerie et nous estimons<sup>(3)</sup> que les flux de trésorerie liés à nos activités opérationnelles seront suffisants pour couvrir entièrement nos besoins de fonds liés aux activités de financement.

Montréal, Canada, le 11 décembre 2015

<sup>(1)</sup> Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice opérationnel avant amortissement et résultats liés à une entreprise associée » et la section « Mesures conformes et non conformes aux IFRS »

<sup>(2)</sup> Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice net » et la section « Mesures conformes et non conformes aux IFRS »

<sup>(3)</sup> Consulter la section « Informations prospectives »

## RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION RELATIVEMENT À L'INFORMATION FINANCIÈRE

La préparation et la présentation des états financiers consolidés de METRO INC. ainsi que les autres informations financières contenues dans le rapport annuel sont la responsabilité de la direction. Cette responsabilité comprend le choix judicieux de principes et méthodes comptables appropriés dont l'application nécessite de faire des estimations et de formuler des jugements éclairés. De plus, il lui incombe de s'assurer que l'information financière incluse dans le rapport annuel concorde avec celle des états financiers consolidés. Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière et ont été approuvés par le conseil d'administration.

METRO INC. maintient des systèmes de comptabilité et des contrôles internes à l'égard du processus de présentation de l'information financière qui, de l'avis de la direction, offrent une assurance raisonnable quant à l'exactitude, la pertinence et la fiabilité de l'information financière, de même qu'à la conduite ordonnée et efficace des affaires de la Société.

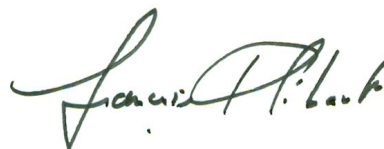
Le conseil d'administration s'assure que la direction s'acquitte de ses responsabilités quant à la présentation de l'information financière et à l'examen des états financiers consolidés et du rapport annuel principalement par l'intermédiaire de son comité d'audit. Ce comité est formé uniquement d'administrateurs indépendants de la Société et est responsable de recommander la nomination des auditeurs externes. De plus, ce comité tient périodiquement des réunions avec les membres de la direction ainsi que les auditeurs internes et externes pour discuter des questions touchant le contrôle interne, l'audit et la communication de l'information financière. Les auditeurs internes et externes ont accès au comité sans la direction. Le comité d'audit a examiné les états financiers consolidés de METRO INC. et le rapport annuel et a recommandé leur approbation au conseil d'administration.

Les états financiers consolidés ci-joints ont été audités par le cabinet Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L. et le rapport qu'ils ont préparé indique l'étendue de leur audit et leur opinion sur les états financiers consolidés.



Eric R. La Flèche  
Président et chef de la direction

Le 11 décembre 2015



François Thibault  
Vice-président principal,  
chef de la direction financière et trésorier

**RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS**

Aux actionnaires de **METRO INC.**

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de METRO INC., qui comprennent les états consolidés de la situation financière aux 26 septembre 2015 et 27 septembre 2014, et les comptes de résultat consolidés, les états consolidés du résultat global, les états consolidés des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

**Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité des auditeurs**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, et notamment de leur évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de **METRO INC.** aux 26 septembre 2015 et 27 septembre 2014 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates conformément aux Normes internationales d'information financière.

*Ernst & Young S.R.L./S.E.N.C.R.L.<sup>1</sup>*

Montréal, Canada  
Le 17 novembre 2015

<sup>1</sup> CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A120803



États financiers annuels consolidés

**METRO INC.**

26 septembre 2015



**Table des matières**

	<b>Page</b>
Comptes de résultat consolidés .....	35
États consolidés du résultat global .....	36
États consolidés de la situation financière .....	37
États consolidés des variations des capitaux propres .....	38
Tableaux consolidés des flux de trésorerie .....	40
Notes afférentes aux états financiers consolidés .....	41
1- Description de l'entreprise .....	41
2- Principales méthodes comptables .....	41
3- Nouvelles méthodes comptables .....	47
4- Jugements et estimations significatifs .....	48
5- Acquisition d'entreprises .....	50
6- Informations supplémentaires sur la nature des comptes de résultat .....	51
7- Impôts sur les bénéfices .....	52
8- Bénéfice net par action .....	54
9- Stocks .....	54
10- Actifs destinés à la vente .....	54
11- Participation dans une entreprise associée .....	54
12- Autres actifs financiers .....	55
13- Immobilisations corporelles .....	56
14- Immeubles de placement .....	57
15- Immobilisations incorporelles .....	58
16- Goodwill .....	60
17- Emprunts bancaires .....	60
18- Compensation .....	60
19- Provisions .....	61
20- Dette .....	62
21- Autres éléments de passif .....	63
22- Capital-actions .....	63
23- Dividendes .....	66
24- Avantages du personnel .....	66
25- Engagements .....	70
26- Éventualités .....	71
27- Transactions entre parties liées .....	72
28- Gestion du capital .....	73
29- Instruments financiers .....	73
30- Approbation des états financiers .....	75

**Comptes de résultat consolidés****Exercices clos les 26 septembre 2015 et 27 septembre 2014***(en millions de dollars, sauf le bénéfice net par action)*

	2015	2014
<b>Chiffre d'affaires</b> (notes 6 et 27)	<b>12 223,8</b>	11 590,4
Coût des marchandises vendues et charges d'exploitation (notes 6 et 27)	<b>(11 366,0)</b>	(10 802,5)
Frais de fermeture (note 6)	—	(6,4)
<b>Bénéfice opérationnel avant amortissement et résultats liés à une entreprise associée</b>	<b>857,8</b>	781,5
Amortissement (note 6)	<b>(177,0)</b>	(175,8)
Frais financiers, nets (note 6)	<b>(58,7)</b>	(49,1)
Frais pour remboursement anticipé (notes 6 et 20)	<b>(5,9)</b>	—
Quote-part dans les résultats d'une entreprise associée (notes 6 et 11)	<b>64,3</b>	49,8
<b>Bénéfice avant impôts sur les bénéfices</b>	<b>680,5</b>	606,4
Impôts sur les bénéfices (note 7)	<b>(161,2)</b>	(150,2)
<b>Bénéfice net</b>	<b>519,3</b>	456,2
Attribuable aux :		
Actionnaires ordinaires de la société mère	<b>506,1</b>	447,1
Participations ne donnant pas le contrôle	<b>13,2</b>	9,1
	<b>519,3</b>	456,2
<b>Bénéfice net par action</b> (en dollars) (notes 8 et 22)		
De base	<b>2,03</b>	1,70
Dilué	<b>2,01</b>	1,69

*Voir les notes afférentes*

**États consolidés du résultat global****Exercices clos les 26 septembre 2015 et 27 septembre 2014***(en millions de dollars)*

	<b>2015</b>	2014
Bénéfice net	<b>519,3</b>	456,2
Autres éléments du résultat global		
Éléments qui ne seront pas reclassés dans le bénéfice net		
Variations au titre des régimes à prestations définies		
Gains (pertes) actuariels	<b>7,4</b>	(35,0)
Effet de la limite sur l'actif	<b>5,1</b>	4,7
Exigence de financement minimal	<b>(1,2)</b>	8,0
Quote-part dans les autres éléments du résultat global d'une entreprise associée	<b>0,2</b>	—
Impôts correspondants	<b>(3,0)</b>	5,8
	<b>8,5</b>	(16,5)
Éléments qui seront reclassés ultérieurement dans le bénéfice net		
Quote-part dans les autres éléments du résultat global d'une entreprise associée	<b>5,8</b>	0,1
Impôts correspondants	<b>(0,8)</b>	—
	<b>5,0</b>	0,1
	<b>13,5</b>	(16,4)
Résultat global	<b>532,8</b>	439,8
Attribuable aux :		
Actionnaires ordinaires de la société mère	<b>519,6</b>	430,7
Participations ne donnant pas le contrôle	<b>13,2</b>	9,1
	<b>532,8</b>	439,8

*Voir les notes afférentes*

**États consolidés de la situation financière**

**Aux 26 septembre 2015 et 27 septembre 2014**

(en millions de dollars)

	2015	2014
<b>ACTIFS</b>		
<b>Actifs courants</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	21,5	36,0
Débiteurs (notes 12 et 27)	290,6	310,1
Stocks (note 9)	824,2	820,7
Charges payées d'avance	18,9	15,8
Impôts exigibles	13,1	8,5
	<b>1 168,3</b>	<b>1 191,1</b>
Actifs destinés à la vente (note 10)	4,6	5,2
	<b>1 172,9</b>	<b>1 196,3</b>
<b>Actifs non courants</b>		
Participation dans une entreprise associée (note 11)	315,3	251,4
Autres actifs financiers (note 12)	32,7	29,5
Immobilisations corporelles (note 13)	1 473,2	1 405,8
Immeubles de placement (note 14)	25,7	27,0
Immobilisations incorporelles (note 15)	379,2	346,2
Goodwill (note 16)	1 931,5	1 946,6
Impôts différés (note 7)	30,7	58,1
Actifs au titre des prestations définies (note 24)	25,9	18,6
	<b>5 387,1</b>	<b>5 279,5</b>
<b>PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES</b>		
<b>Passifs courants</b>		
Emprunts bancaires (note 17)	0,9	1,5
Créditeurs (notes 18 et 27)	999,4	982,7
Impôts exigibles	43,3	66,6
Provisions (note 19)	3,7	13,7
Partie courante de la dette (note 20)	16,5	12,4
	<b>1 063,8</b>	<b>1 076,9</b>
<b>Passifs non courants</b>		
Dette (note 20)	1 145,1	1 044,7
Passifs au titre des prestations définies (note 24)	97,9	101,8
Provisions (note 19)	4,3	7,0
Impôts différés (note 7)	187,4	162,2
Autres éléments de passif (note 21)	10,1	10,6
Participations ne donnant pas le contrôle (note 29)	221,3	192,2
	<b>2 729,9</b>	<b>2 595,4</b>
<b>Capitaux propres</b>		
Capital-actions (note 22)	579,0	599,2
Actions propres (note 22)	(18,5)	(15,2)
Surplus d'apport	18,0	15,8
Résultats non distribués	2 059,7	2 068,6
Cumul des autres éléments du résultat global	5,2	0,2
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de la société mère	<b>2 643,4</b>	<b>2 668,6</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	13,8	15,5
	<b>2 657,2</b>	<b>2 684,1</b>
	<b>5 387,1</b>	<b>5 279,5</b>

Engagements et éventualités (notes 25 et 26)

Voir les notes afférentes

Au nom du conseil d'administration,



ERIC R. LA FLÈCHE  
Administrateur



MICHEL LABONTÉ  
Administrateur

**États consolidés des variations des capitaux propres**
**Exercices clos les 26 septembre 2015 et 27 septembre 2014**
*(en millions de dollars)*

	Attribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère							
	Capital- actions <i>(note 22)</i>	Actions propres <i>(note 22)</i>	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 27 septembre 2014	<b>599,2</b>	<b>(15,2)</b>	<b>15,8</b>	<b>2 068,6</b>	<b>0,2</b>	<b>2 668,6</b>	<b>15,5</b>	<b>2 684,1</b>
Bénéfice net	—	—	—	<b>506,1</b>	—	<b>506,1</b>	<b>13,2</b>	<b>519,3</b>
Autres éléments du résultat global	—	—	—	<b>8,5</b>	<b>5,0</b>	<b>13,5</b>	—	<b>13,5</b>
Résultat global	—	—	—	<b>514,6</b>	<b>5,0</b>	<b>519,6</b>	<b>13,2</b>	<b>532,8</b>
Exercice d'options d'achat d'actions	<b>9,9</b>	—	<b>(1,8)</b>	—	—	<b>8,1</b>	—	<b>8,1</b>
Rachat d'actions	<b>(30,1)</b>	—	—	—	—	<b>(30,1)</b>	—	<b>(30,1)</b>
Prime sur rachat d'actions	—	—	—	<b>(387,9)</b>	—	<b>(387,9)</b>	—	<b>(387,9)</b>
Acquisition d'actions propres	—	<b>(7,0)</b>	—	—	—	<b>(7,0)</b>	—	<b>(7,0)</b>
Charge relative à la rémunération dont le paiement est fondé sur des actions	—	—	<b>7,8</b>	—	—	<b>7,8</b>	—	<b>7,8</b>
Règlement d'unités d'actions au rendement	—	<b>3,7</b>	<b>(3,8)</b>	<b>(0,2)</b>	—	<b>(0,3)</b>	—	<b>(0,3)</b>
Dividendes <i>(note 23)</i>	—	—	—	<b>(111,9)</b>	—	<b>(111,9)</b>	<b>(8,6)</b>	<b>(120,5)</b>
Variation de la juste valeur du passif relatif aux participations ne donnant pas le contrôle <i>(note 29)</i>	—	—	—	<b>(24,7)</b>	—	<b>(24,7)</b>	<b>(4,4)</b>	<b>(29,1)</b>
Rachat de succursales en partenariat	—	—	—	<b>1,2</b>	—	<b>1,2</b>	<b>(1,9)</b>	<b>(0,7)</b>
	<b>(20,2)</b>	<b>(3,3)</b>	<b>2,2</b>	<b>(523,5)</b>	—	<b>(544,8)</b>	<b>(14,9)</b>	<b>(559,7)</b>
Solde au 26 septembre 2015	<b>579,0</b>	<b>(18,5)</b>	<b>18,0</b>	<b>2 059,7</b>	<b>5,2</b>	<b>2 643,4</b>	<b>13,8</b>	<b>2 657,2</b>

*Voir les notes afférentes*



**États consolidés des variations des capitaux propres**
**Exercices clos les 26 septembre 2015 et 27 septembre 2014**
*(en millions de dollars)*

	Attribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère					Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Capital-actions (note 22)	Actions propres (note 22)	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global			
Solde au 28 septembre 2013	640,4	(14,4)	14,6	2 157,8	0,1	2 798,5	1,3	2 799,8
Bénéfice net	—	—	—	447,1	—	447,1	9,1	456,2
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(16,5)	0,1	(16,4)	—	(16,4)
Résultat global	—	—	—	430,6	0,1	430,7	9,1	439,8
Exercice d'options d'achat d'actions	8,6	—	(1,6)	—	—	7,0	—	7,0
Rachat d'actions	(49,8)	—	—	—	—	(49,8)	—	(49,8)
Prime sur rachat d'actions	—	—	—	(409,9)	—	(409,9)	—	(409,9)
Acquisition d'actions propres	—	(4,6)	—	—	—	(4,6)	—	(4,6)
Charge relative à la rémunération dont le paiement est fondé sur des actions	—	—	6,6	—	—	6,6	—	6,6
Règlement d'unités d'actions au rendement	—	3,8	(3,8)	(0,3)	—	(0,3)	—	(0,3)
Dividendes (note 23)	—	—	—	(100,6)	—	(100,6)	(8,7)	(109,3)
Variation de la juste valeur du passif relatif aux participations ne donnant pas le contrôle (note 29)	—	—	—	(9,0)	—	(9,0)	(0,7)	(9,7)
Acquisition d'entreprises (note 5)	—	—	—	—	—	—	14,5	14,5
	(41,2)	(0,8)	1,2	(519,8)	—	(560,6)	5,1	(555,5)
Solde au 27 septembre 2014	599,2	(15,2)	15,8	2 068,6	0,2	2 668,6	15,5	2 684,1

*Voir les notes afférentes*

**Tableaux consolidés des flux de trésorerie**  
**Exercices clos les 26 septembre 2015 et 27 septembre 2014**  
*(en millions de dollars)*

	2015	2014
<b>Activités opérationnelles</b>		
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	<b>680,5</b>	606,4
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Quote-part dans les résultats d'une entreprise associée	<b>(64,3)</b>	(49,8)
Frais de fermeture <i>(note 6)</i>	<b>—</b>	6,4
Amortissement	<b>177,0</b>	175,8
Perte sur cession et radiation d'immobilisations corporelles et incorporelles et d'immeubles de placement	<b>0,6</b>	0,1
Pertes de valeur sur des immobilisations corporelles et incorporelles et des actifs destinés à la vente	<b>10,5</b>	11,6
Reprises de pertes de valeur sur des immobilisations corporelles et incorporelles	<b>(4,4)</b>	(4,1)
Charge relative à la rémunération dont le paiement est fondé sur des actions	<b>7,8</b>	6,6
Écart entre les montants déboursés au titre des avantages du personnel et la charge de l'exercice	<b>(4,2)</b>	(8,6)
Frais pour remboursement anticipé <i>(note 20)</i>	<b>5,9</b>	—
Frais financiers, nets	<b>58,7</b>	49,1
	<b>868,1</b>	793,5
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement	<b>10,6</b>	(98,7)
Intérêts payés	<b>(58,1)</b>	(46,8)
Impôts payés	<b>(142,3)</b>	(214,9)
	<b>678,3</b>	433,1
<b>Activités d'investissement</b>		
Acquisition d'entreprises, nette de la trésorerie acquise de 1,3 \$ en 2014 <i>(note 5)</i>	<b>—</b>	(100,3)
Rachat de succursales en partenariat	<b>(0,7)</b>	—
Variation nette des autres actifs financiers	<b>(3,2)</b>	(2,0)
Dividendes d'une entreprise associée	<b>6,4</b>	4,9
Acquisition d'immobilisations corporelles	<b>(220,0)</b>	(190,6)
Produit sur cession d'immobilisations corporelles, d'immeubles de placement et d'actifs destinés à la vente	<b>3,2</b>	5,0
Acquisition d'immobilisations incorporelles	<b>(38,8)</b>	(16,8)
	<b>(253,1)</b>	(299,8)
<b>Activités de financement</b>		
Variation nette des emprunts bancaires	<b>(0,6)</b>	(0,5)
Émission d'actions <i>(note 22)</i>	<b>8,1</b>	7,0
Rachat d'actions <i>(note 22)</i>	<b>(418,0)</b>	(459,7)
Acquisition d'actions propres <i>(note 22)</i>	<b>(7,0)</b>	(4,6)
Règlement en espèces d'unités d'actions au rendement	<b>(0,3)</b>	(0,3)
Augmentation de la dette	<b>701,8</b>	395,5
Remboursement de la dette	<b>(611,3)</b>	(11,4)
Variation nette des autres éléments de passif	<b>(0,5)</b>	(3,5)
Dividendes <i>(note 23)</i>	<b>(111,9)</b>	(100,6)
	<b>(439,7)</b>	(178,1)
<b>Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>(14,5)</b>	(44,8)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	<b>36,0</b>	80,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	<b>21,5</b>	36,0

*Voir les notes afférentes*

**Notes afférentes aux états financiers consolidés****26 septembre 2015 et 27 septembre 2014***(en millions de dollars, sauf indication contraire)***1. DESCRIPTION DE L'ENTREPRISE**

METRO INC. (la Société) est une société par actions incorporée en vertu des lois du Québec. La Société est l'un des principaux détaillants et distributeurs alimentaires au Canada et exploite un réseau de supermarchés, de magasins d'escompte et de pharmacies. Son siège social se situe au 11 011, boulevard Maurice-Duplessis, Montréal, Québec, Canada, H1C 1V6. Ses différentes composantes constituent un seul secteur opérationnel.

**2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**

Les états financiers consolidés, présentés en dollars canadiens, ont été dressés par la direction conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Les états financiers consolidés ont été préparés dans les limites raisonnables de l'importance relative, selon le principe du coût historique, à l'exception de certains instruments financiers qui sont évalués à leur juste valeur. Les principales méthodes comptables sont résumées ci-après :

**Consolidation**

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société, de ses filiales ainsi que ceux des entités structurées. Les transactions et soldes intersociétés ont été éliminés lors de la consolidation.

**Constatation du chiffre d'affaires**

Le chiffre d'affaires provient essentiellement de la vente de biens. Les ventes au détail des magasins corporatifs et des magasins se qualifiant à titre d'entités structurées sont constatées au moment de la vente au consommateur. Les ventes aux magasins affiliés et autres clients sont constatées lorsque les marchandises leur sont livrées. Les rabais consentis par la Société à ses commerçants sont comptabilisés en réduction du chiffre d'affaires.

**Constatation de contreparties provenant de fournisseurs**

Certaines contreparties en espèces provenant de fournisseurs sont considérées comme un ajustement du prix des produits du fournisseur et, en conséquence, sont enregistrées en réduction du coût des marchandises vendues et des stocks connexes lors de leur constatation dans les états financiers consolidés. Certaines exceptions s'appliquent lorsque les contreparties en espèces représentent soit un remboursement des coûts différentiels engagés par la Société pour vendre les produits des fournisseurs, soit un paiement au titre de biens livrés ou de services fournis aux fournisseurs. Ces autres contreparties provenant des fournisseurs sont enregistrées, selon leur nature, dans le chiffre d'affaires ou en diminution du coût des marchandises vendues et charges d'exploitation lorsque l'encaissement est considéré comme probable et pouvant faire l'objet d'une estimation raisonnable.

**Programmes de fidélisation**

La Société a deux programmes de fidélisation.

Le premier programme est la propriété d'un tiers et la Société agit à titre de mandataire. Au moment de la vente au consommateur, elle enregistre le coût de ce programme en réduction de son chiffre d'affaires.

Le second programme appartient à la Société. Au moment de la vente au consommateur, la Société enregistre une partie de celle-ci à titre de revenus reportés correspondant à la juste valeur des points émis dans le cadre de ce programme. La détermination de cette juste valeur repose sur la valeur d'échange des points accordés et le taux d'utilisation attendu des points qui sont réévalués régulièrement. Les revenus reportés sont inclus dans les créditeurs et ils sont reconnus dans le chiffre d'affaires au moment de l'utilisation des points par le consommateur.

**Conversion des devises**

Les états financiers consolidés sont présentés dans la monnaie fonctionnelle de la Société, soit les dollars canadiens. Les transactions en monnaie étrangère sont initialement enregistrées dans la monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date de la transaction. À chaque clôture, les éléments monétaires en monnaie étrangère sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture. Les éléments non monétaires en monnaie étrangère, évalués au coût historique, sont convertis au taux de change à la date de la transaction. Les éléments non monétaires en monnaie étrangère, évalués à la juste valeur, sont convertis au taux de change à la date à laquelle cette juste valeur a été déterminée. Les gains / pertes résultant de la conversion des devises sont imputés au bénéfice net.

**Notes afférentes aux états financiers consolidés****26 septembre 2015 et 27 septembre 2014***(en millions de dollars, sauf indication contraire)***Impôts sur les bénéfices**

Les actifs et les passifs d'impôts exigibles au titre de l'exercice et des exercices précédents sont évalués au montant que la Société s'attend à recouvrer ou à payer auprès des administrations fiscales. Les taux d'impôt et les règles fiscales appliqués pour déterminer ces montants sont ceux qui ont été adoptés ou quasi adoptés par les autorités fiscales à la date de clôture.

Les impôts sur les bénéfices sont calculés selon la méthode du passif fiscal. Selon cette méthode, des actifs et des passifs d'impôts différés sont constatés au titre des impôts estimatifs à recouvrer ou à payer auxquels donneraient lieu la réalisation des actifs ou le règlement des passifs à leur valeur comptable. Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués d'après les taux d'imposition quasi adoptés pour les exercices au cours desquels il est prévu que les écarts temporaires se résorberont. Les modifications apportées à ces soldes sont constatées dans le bénéfice net de la période au cours de laquelle elles se produisent. La valeur comptable des actifs d'impôts différés est revue à chaque date de clôture et réduite dans la mesure où il n'apparaît plus probable qu'un bénéfice suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de l'avantage de la totalité ou d'une partie de ces actifs d'impôts différés.

L'impôt relatif à des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres est comptabilisé dans les capitaux propres.

**Paiement fondé sur des actions**

Une charge relative à la rémunération dont le paiement est fondé sur des actions est comptabilisée pour les régimes d'options d'achat d'actions et d'unités d'actions au rendement (UAR) offerts à certains employés.

Les options d'achat d'actions attribuées sont acquises graduellement sur la période d'acquisition des droits et chaque tranche est considérée comme une attribution séparée. La valeur de la charge de rémunération est établie en fonction de la juste valeur des options d'achat d'actions à la date d'attribution en utilisant le modèle d'évaluation Black-Scholes. La charge de rémunération est comptabilisée sur la durée d'acquisition des droits de chaque tranche.

Pour le régime d'UAR, la valeur de la charge de rémunération est établie en fonction de la valeur boursière des actions ordinaires de la Société à la date d'attribution. La charge de rémunération est constatée linéairement sur la période d'acquisition des droits. L'incidence de toute variation du nombre d'UAR est comptabilisée durant la période au cours de laquelle l'estimation est révisée. L'attribution se qualifie comme un instrument de capitaux propres.

**Bénéfice net par action**

Le bénéfice net par action de base est calculé en divisant le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Pour le bénéfice net dilué par action, le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation sont ajustés pour refléter les effets de toutes les actions potentielles dilutives.

**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, des fonds d'encaisse, des placements très liquides (dont la durée est initialement fixée à trois mois ou moins), des dépôts en circulation et des chèques émis et non encaissés. Ils sont classés dans les « Actifs financiers à la juste valeur par le biais du bénéfice net » et évalués à la juste valeur. Les gains / pertes résultant de la réévaluation à la fin de chaque période sont enregistrés au bénéfice net.

**Débiteurs**

Les débiteurs et les prêts à certains clients sont classés dans les « Prêts et créances » et sont évalués initialement à la juste valeur. Les évaluations subséquentes sont enregistrées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour la Société, cette évaluation correspond généralement au coût.

**Notes afférentes aux états financiers consolidés****26 septembre 2015 et 27 septembre 2014***(en millions de dollars, sauf indication contraire)***Stocks**

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût des stocks en entrepôts est déterminé selon la méthode du coût moyen net de certaines contreparties provenant de fournisseurs. Le coût des stocks en magasins est évalué selon le prix de détail réduit de la marge bénéficiaire brute et de certaines contreparties provenant de fournisseurs. Tous les coûts pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent sont ajoutés au coût des stocks en entrepôts et en magasins.

**Actifs destinés à la vente**

Les actifs non courants sont classés comme des actifs destinés à la vente si leur valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une transaction de vente plutôt que par une utilisation continue. Cette condition est remplie lorsque la vente est hautement probable, que les actifs sont disponibles en vue d'une vente immédiate dans leur état actuel et que la direction s'est engagée dans un plan de vente qui devrait se conclure dans un délai d'un an à compter de la date de cette classification. Les actifs destinés à la vente sont évalués au moindre de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. Ils ne sont pas amortis.

**Participation dans une entreprise associée**

La Société détient une participation dans une entreprise associée sur laquelle elle exerce une influence notable. Cette participation est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.

**Participation dans une coentreprise**

La Société détient une participation dans une coentreprise dont l'activité économique est exercée sous le contrôle conjoint des coentrepreneurs en vertu d'un accord contractuel. Cette participation est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence. La quote-part dans les résultats de la coentreprise est comptabilisée dans le coût des marchandises vendues et charges d'exploitation. Les informations financières relatives à cette participation ne sont pas significatives et ne sont pas présentées distinctement.

**Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Les principales composantes d'une immobilisation corporelle, ayant des durées d'utilité différentes, sont amorties distinctement. Les bâtiments et l'équipement sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité. Les améliorations locatives sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité estimative ou sur la durée restante du contrat de location, si elle est inférieure. La méthode d'amortissement et l'estimation des durées d'utilité sont réévaluées annuellement.

Bâtiments	20 à 50 ans
Équipement	3 à 20 ans
Améliorations locatives	5 à 20 ans

**Contrats de location**

Les contrats de location sont classés à titre de contrats de location-financement lorsque la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété du bien loué est transférée au preneur. Au moment de la comptabilisation initiale, le preneur comptabilise un actif pour le bien loué en vertu du contrat de location-financement à sa juste valeur ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actuelle des paiements minimaux au titre de la location. Un passif correspondant à payer au bailleur est inscrit à l'état consolidé de la situation financière comme obligation découlant de contrats de location-financement. Pour les périodes subséquentes, l'actif est amorti linéairement sur la durée du bail et les intérêts relatifs à l'obligation sont imputés directement au bénéfice net.

Les contrats de location sont classés à titre de contrats de location simple lorsque la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété du bien loué n'est pas transférée au preneur. Les paiements au titre de la location sont comptabilisés en charges sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

**Notes afférentes aux états financiers consolidés****26 septembre 2015 et 27 septembre 2014***(en millions de dollars, sauf indication contraire)***Immeubles de placement**

Les immeubles de placement sont détenus pour valoriser le capital et en retirer des loyers. Ils ne sont pas occupés par leur propriétaire dans le cadre de ses activités ordinaires. Ils sont comptabilisés au coût. À l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, les principales composantes sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité respective qui varie de 20 à 50 ans. La méthode d'amortissement et l'estimation des durées d'utilité sont réévaluées annuellement.

**Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée sont comptabilisées au coût et sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité. La méthode d'amortissement et l'estimation des durées d'utilité sont réévaluées annuellement.

Droits de tenure à bail	20 à 40 ans
Logiciels	3 à 7 ans
Primes de rétention dans les réseaux de détail	5 à 30 ans
Relations clients	10 ans

Les bannières que la Société a l'intention de conserver et d'exploiter, les marques privées pour lesquelles elle continue de développer de nouveaux produits et les programmes de fidélisation qu'elle a l'intention de maintenir se qualifient à titre d'immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée. Elles sont comptabilisées au coût et ne sont pas amorties.

**Goodwill**

Le goodwill est comptabilisé au coût, lequel représente l'excédent du prix d'achat sur la juste valeur des actifs nets identifiables de l'entreprise acquise à la date d'acquisition. Le goodwill n'est pas amorti.

**Dépréciation d'actifs non financiers**

À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société doit déterminer s'il existe un indice de dépréciation pour ses immobilisations corporelles, ses immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée, ses immeubles de placement et son placement dans une entreprise associée. S'il existe un indice, elle doit effectuer un test de dépréciation. Pour les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée et le goodwill, elle doit effectuer un test de dépréciation au minimum à chaque année, qu'il y ait un indice de dépréciation ou non.

Les tests de dépréciation sont effectués au niveau de l'actif lui-même, d'une unité génératrice de trésorerie (UGT) ou d'un groupe d'UGT. Une UGT est le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Chaque magasin représente une UGT distincte. Les tests de dépréciation des entrepôts sont effectués au niveau de différents groupes d'UGT. Pour le goodwill et les actifs communs qui ne peuvent pas être attribués en totalité à une seule UGT, les tests de dépréciation sont effectués au niveau du seul secteur opérationnel. Les immeubles de placement, le placement dans une entreprise associée, les bannières, les marques privées et les programmes de fidélisation sont testés au niveau de l'actif lui-même.

Les tests de dépréciation consistent en une comparaison entre la valeur comptable et la valeur recouvrable de l'actif, de l'UGT ou du groupe d'UGT. La valeur recouvrable représente la plus élevée entre la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de sortie. La valeur d'utilité correspond généralement aux prévisions de flux de trésorerie avant impôts des budgets du prochain exercice approuvés par la direction. Ces prévisions reflètent l'expérience passée et elles sont actualisées à un taux avant impôts correspondant au taux attendu par le marché pour ce type d'investissement. Pour les immeubles de placement, le placement dans une entreprise associée, les bannières, les marques privées et les programmes de fidélisation, la valeur recouvrable représente la juste valeur de ces actifs diminuée des coûts de sortie. Si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable, une perte de valeur est constatée au bénéfice net pour un montant égal à l'excédent. Les pertes de valeur liées à une UGT ou groupe d'UGT sont réparties au prorata des actifs de l'UGT ou du groupe d'UGT, sans toutefois réduire la valeur comptable des actifs en dessous du plus élevé de leur juste valeur diminuée des coûts de sortie, leur valeur d'utilité et zéro.



**Notes afférentes aux états financiers consolidés****26 septembre 2015 et 27 septembre 2014***(en millions de dollars, sauf indication contraire)*

À l'exception du goodwill, si une reprise de perte de valeur survient, elle doit être comptabilisée immédiatement au bénéfice net. Les reprises de perte de valeur liées à une UGT ou groupe d'UGT sont réparties au prorata des actifs de l'UGT ou du groupe d'UGT. La valeur recouvrable d'un actif augmentée d'une reprise de perte de valeur ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée sur cet actif au cours des exercices antérieurs.

**Frais de financement reportés**

Les frais de financement relatifs à la dette sont reportés et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée des emprunts correspondants. Au moment du remboursement de l'un de ces emprunts, les frais de financement correspondants sont imputés au bénéfice net.

**Avantages du personnel**

Les avantages du personnel comprennent les avantages du personnel à court terme qui correspondent aux salaires et charges sociales et sont comptabilisés immédiatement au bénéfice net, ainsi que les indemnités de fin de contrat de travail qui sont enregistrées au passif et au bénéfice net lorsque la Société ne peut plus retirer son offre d'indemnités.

Les avantages du personnel comprennent aussi les avantages postérieurs à l'emploi qui incluent les prestations de retraite (incluant les régimes à prestations définies et à cotisations définies) et les avantages complémentaires de retraite tels que l'assurance-vie et médicale postérieure à l'emploi. Les avantages du personnel comprennent également les autres avantages à long terme, soit les indemnités pour invalidité de longue durée non couvertes par des régimes d'assurances et les avantages complémentaires offerts aux employés en invalidité de longue durée. La comptabilisation des actifs et des obligations découlant des régimes de retraite à prestations définies, des régimes d'avantages complémentaires de retraite et des autres avantages à long terme est effectuée selon les méthodes comptables suivantes :

- Les obligations au titre des prestations définies et le coût des prestations de retraite, des avantages complémentaires de retraite et autres avantages à long terme gagnés par les participants sont établis par calculs actuariels selon la méthode des unités de crédit projetées. Les calculs sont effectués à partir des hypothèses les plus probables de la direction concernant la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite des participants, l'inflation et les coûts prévus des soins de santé.
- Les obligations au titre des prestations définies sont actualisées d'après les taux de rendement du marché des obligations de sociétés de première catégorie dont les flux de trésorerie correspondent à l'échelonnement et au montant des versements prévus au titre des prestations.
- L'actif ou le passif au titre des prestations définies comptabilisé à l'état consolidé de la situation financière correspond à la différence entre la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies et la juste valeur des actifs du régime. Les actifs des régimes sont évalués à leur juste valeur. Dans le cas où un régime est en situation de surplus, cet actif est limité au moindre de la valeur actuarielle déterminée pour fins comptables et de la valeur de l'avantage économique qu'il peut procurer dans le futur sous la forme de remboursements de surplus ou de congés de cotisations. De plus, un passif supplémentaire pourrait être enregistré lorsqu'une exigence de financement minimal au titre des services passés dépasse les avantages économiques disponibles.
- La charge d'intérêts sur les obligations au titre des prestations définies, sur la limite sur l'actif et sur l'exigence de financement minimal est nette du produit d'intérêts sur les actifs des régimes, qui est calculé en appliquant le même taux que celui utilisé pour l'évaluation des obligations, et est comptabilisée à titre de frais financiers.
- Les gains ou pertes actuariels sur les régimes de retraite et les avantages complémentaires de retraite résultent des modifications apportées à la fin de l'exercice courant aux hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations définies. Ils résultent également des écarts entre l'expérience des régimes au cours de l'exercice courant et les hypothèses retenues à la fin de l'exercice précédent pour déterminer la charge de l'exercice courant et les obligations au titre des prestations définies à la fin de l'exercice précédent.
- Les réévaluations du passif net au titre des prestations définies incluent les gains ou pertes actuariels, le rendement des actifs des régimes, et les variations de la limite sur l'actif et de l'exigence de financement minimal, à l'exclusion du montant déjà considéré dans la charge d'intérêts. Les réévaluations sont comptabilisées pendant la période au cours de laquelle elles surviennent dans les autres éléments du résultat global et reclassées du cumul des autres éléments du résultat global aux résultats non distribués à la fin de chaque période.

**Notes afférentes aux états financiers consolidés****26 septembre 2015 et 27 septembre 2014***(en millions de dollars, sauf indication contraire)*

- Les écarts actuariels relatifs aux autres avantages à long terme sont comptabilisés en totalité immédiatement au bénéfice net.
- Le coût lié à des changements de conditions relatives à des services passés est comptabilisé immédiatement au bénéfice net.
- Le coût des régimes de retraite à cotisations définies, qui inclut celui des régimes de retraite multi-employeurs, est enregistré lorsque les cotisations sont dues. Étant donné que l'information nécessaire pour évaluer de manière fiable l'obligation et les actifs des régimes multi-employeurs à prestations définies n'est pas disponible et qu'aucune évaluation actuarielle selon les IFRS n'est effectuée, ces régimes sont comptabilisés à titre de régimes à cotisations définies. Au cours de l'exercice 2015, la législation québécoise encadrant les régimes de retraite multi-employeurs à cotisations négociées a été modifiée, clarifiant que les engagements des employeurs se limitent aux cotisations négociées. La très grande majorité des cotisations versées par la Société à des régimes multi-employeurs est versée au Régime de retraite des employés de commerce du Canada (RRECC). La Société, et ses franchisés, représentent environ 25 % du nombre total des participants à ce régime. Une entente à long terme visant à assurer la pérennité du régime a été conclue en 2015. Par cette entente, la Société a convenu d'augmenter son taux de cotisation au RRECC pour les exercices à venir.

**Provisions**

Les provisions sont comptabilisées si la Société a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, s'il est probable qu'elle sera tenue d'éteindre l'obligation et si le montant peut être estimé de manière fiable. Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de clôture. Lorsqu'une provision est évaluée en fonction des estimations de flux de trésorerie nécessaires pour éteindre l'obligation actuelle, sa valeur comptable correspond à la valeur actualisée de ces flux de trésorerie.

Les obligations actuelles résultant de contrats déficitaires sont comptabilisées et évaluées comme des provisions. Un contrat est considéré déficitaire si les coûts inévitables pour satisfaire aux obligations sont supérieurs aux avantages économiques attendus de ce contrat.

**Autres passifs financiers**

Les emprunts bancaires, les créditeurs, la facilité de crédit rotative, les billets et les emprunts sont classés dans les « Autres passifs financiers » et sont évalués initialement à la juste valeur. Les évaluations subséquentes sont enregistrées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour la Société, cette évaluation correspond généralement au coût.

**Participations ne donnant pas le contrôle**

Les participations ne donnant pas le contrôle sont généralement comptabilisées dans les capitaux propres. Toutefois, en ce qui concerne les participations dans Adonis, Phoenicia et Première Moisson, la Société a l'option d'acheter les participations de leurs actionnaires minoritaires et ces derniers ont l'option de se faire acheter, par la Société, leurs participations dans ces entreprises sous certaines conditions à compter de la date où les options sont exerçables. Étant donné ces options, les participations ne donnant pas le contrôle deviennent un passif financier qui est classé dans les « Passifs financiers détenus à des fins de transaction », et est évalué à la juste valeur. Les gains / pertes résultant de la réévaluation à la fin de chaque période peuvent être enregistrés au bénéfice net ou dans les résultats non distribués. La Société a choisi de les enregistrer dans les résultats non distribués.

**Instruments financiers dérivés**

Conformément à sa stratégie de gestion de risques, la Société utilise des instruments financiers dérivés à des fins de couverture. Au moment de la mise en place d'une relation de couverture, la Société indique si elle appliquera la comptabilité de couverture à cette relation. Le cas échéant, elle documente formellement plusieurs informations notamment le choix d'appliquer la comptabilité de couverture, l'élément couvert, l'élément de couverture, les risques faisant l'objet de la couverture, la durée prévue pendant laquelle la relation devrait être efficace ainsi que les objectifs et la stratégie de gestion des risques.

L'efficacité de la relation de couverture est évaluée au moment de sa mise en place afin de déterminer si elle sera hautement efficace pendant la durée de la relation. De plus, elle est évaluée périodiquement afin de s'assurer que la comptabilité de couverture est toujours appropriée. Les résultats de ces évaluations sont formellement documentés.

**Notes afférentes aux états financiers consolidés****26 septembre 2015 et 27 septembre 2014***(en millions de dollars, sauf indication contraire)*

La Société utilise des contrats de change à terme pour se protéger des variations de taux de change sur des achats futurs de biens et services en différentes devises. En raison de leur courte échéance, elle a choisi de ne pas appliquer la comptabilité de couverture à ses contrats de change à terme. Ces instruments financiers dérivés sont classés dans les « Actifs ou passifs financiers à la juste valeur par le biais du bénéfice net » et évalués à la juste valeur. Les gains / pertes résultant de la réévaluation à la fin de chaque période sont enregistrés au bénéfice net.

**Hiérarchie des évaluations à la juste valeur**

Les évaluations de la juste valeur des actifs et passifs comptabilisés à la juste valeur dans les états consolidés de la situation financière ou dont la juste valeur est présentée par voie de notes aux états financiers consolidés sont classées selon la hiérarchie suivante :

- Niveau 1 : les prix (non rajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;
- Niveau 2 : les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix);
- Niveau 3 : les données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

**Exercice**

L'exercice de la Société se termine le dernier samedi de septembre. Les exercices clos les 26 septembre 2015 et 27 septembre 2014 comprenaient 52 semaines d'exploitation.

**3. NOUVELLES MÉTHODES COMPTABLES****RÉCEMMENT PUBLIÉES****Instruments financiers**

En novembre 2009, l'IASB a publié l'IFRS 9 « Instruments financiers ». Cette nouvelle norme remplace les différentes règles de l'IAS 39 « Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation » concernant les actifs financiers par une approche unique pour déterminer s'ils doivent être évalués au coût amorti ou à la juste valeur. Cette approche est basée sur la façon dont une entité gère ses instruments financiers et les caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie rattachées aux actifs financiers.

En octobre 2010, l'IASB a ajouté les dispositions d'IAS 39 relatives au classement et à l'évaluation des passifs financiers à l'IFRS 9.

En novembre 2013, l'IASB a intégré un nouveau modèle de comptabilité de couverture à l'IFRS 9 afin de permettre aux utilisateurs des états financiers de mieux comprendre les risques auxquels une entité est exposée et ses activités de gestion des risques.

En juillet 2014, l'IASB a publié un nouveau modèle de dépréciation des actifs financiers fondé sur les pertes de crédit attendues. L'IFRS 9 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 et son application anticipée est permise. La Société évaluera en temps opportun l'incidence de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

**Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients**

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients » en remplacement de l'IAS 18 « Produits des activités ordinaires », l'IAS 11 « Contrats de construction » et les interprétations connexes. Selon l'IFRS 15, les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque le contrôle des biens ou des services est transféré au client et non plus lorsque les risques et avantages importants lui sont transférés. Des informations supplémentaires doivent être divulguées par voie de notes aux états financiers.

En juillet 2015, l'IASB a reporté la date d'application de l'IFRS 15 aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. L'application anticipée est permise. La Société évaluera en temps opportun l'incidence de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

**Notes afférentes aux états financiers consolidés****26 septembre 2015 et 27 septembre 2014***(en millions de dollars, sauf indication contraire)***Présentation des états financiers**

En décembre 2014, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 1 « Présentation des états financiers » afin d'apporter des précisions concernant l'importance relative, la structure des notes aux états financiers, la divulgation des méthodes comptables ainsi que le regroupement et la ventilation des informations présentées dans l'état de la situation financière, les comptes de résultat et l'état du résultat global. Elles s'appliqueront aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 et leur application anticipée est permise. La Société évalue l'incidence de ces modifications sur ses états financiers consolidés.

**4. JUGEMENTS ET ESTIMATIONS SIGNIFICATIFS**

La préparation des états financiers consolidés nécessite que la direction exerce son jugement, procède à des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, du chiffre d'affaires, des autres revenus et des charges. Ces estimations et hypothèses sont fondées sur des expériences passées et d'autres facteurs considérés pertinents et raisonnables. Elles sont révisées à chaque date de clôture. L'utilisation d'estimations différentes pourrait entraîner des montants différents dans les états financiers consolidés. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

**JUGEMENTS**

Les jugements faits par la direction lors de l'application des méthodes comptables et qui ont l'impact le plus significatif sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés sont résumés ci-après :

**Consolidation d'entités structurées**

Pour certains magasins d'alimentation, la Société ne détient aucun droit de vote, mais le contrat de franchise lui donne le droit de contrôler les principales activités de ces magasins. Ses décisions ne se limitent pas à protéger ses marques de commerce. Elle conserve la majorité des bénéfices et des pertes de ces magasins. Pour ces raisons, la Société consolide ces magasins d'alimentation dans ses états financiers.

La Société ne détient aucun droit de vote dans une fiducie créée à l'intention des participants au régime d'UAR. Toutefois, en vertu d'une convention de fiducie, elle donne les instructions au fiduciaire pour l'achat et la vente des actions de la Société ainsi que pour les paiements faits aux bénéficiaires, elle donne l'argent au fiduciaire pour qu'il achète ses actions, elle assume la variabilité au niveau des droits acquis et elle s'assure que la fiducie détient un nombre suffisant d'actions pour rencontrer ses obligations envers les bénéficiaires. Pour ces raisons, la Société consolide cette fiducie dans ses états financiers.

La Société a également une entente avec un distributeur exploitant une usine exclusivement pour ses besoins et selon ses spécifications. Elle en assume tous les coûts. Pour ces raisons, la Société consolide ce distributeur dans ses états financiers.

**Participation dans une entreprise associée**

La Société détient moins de 20 % des droits de vote d'une entreprise associée, mais un de ses représentants siège au conseil d'administration de cette entreprise et participe aux décisions relatives aux politiques financières et opérationnelles. La direction a conclu qu'elle exerce une influence notable sur cette entreprise associée et comptabilise sa participation selon la méthode de la mise en équivalence dans ses états financiers consolidés.

**RECOURS À DES ESTIMATIONS**

Les hypothèses concernant l'avenir et les autres sources majeures d'incertitude relative aux estimations à la fin de la période de présentation de l'information financière, qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif à la valeur des actifs et des passifs au cours de la période suivante, sont résumées ci-après :

**Notes afférentes aux états financiers consolidés****26 septembre 2015 et 27 septembre 2014***(en millions de dollars, sauf indication contraire)***Dépréciation d'actifs**

Dans le cadre des tests de dépréciation des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée et du goodwill, la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de sortie sont estimées en utilisant un modèle d'actualisation des flux de trésorerie futurs, la méthode de la capitalisation du bénéfice avant frais financiers et impôts (BAII) excédentaire et la méthode de licence libre de redevance. Ces méthodes reposent sur différentes hypothèses, dont l'estimation des flux de trésorerie futurs, le BAII excédentaire, les taux de redevance, le taux d'actualisation, les multiples et le taux de croissance. Les hypothèses clés sont détaillées aux notes 15 et 16.

**Régimes de retraite et autres régimes**

Les obligations au titre des prestations définies, des avantages complémentaires de retraite et autres avantages à long terme ainsi que les coûts associés à ces obligations sont établis par calculs actuariels selon la méthode des unités de crédit projetées. Ces calculs sont effectués à partir des hypothèses les plus probables de la direction concernant la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite des participants, l'inflation et les coûts prévus des soins de santé. Les hypothèses clés sont détaillées à la note 24.

**Participations ne donnant pas le contrôle**

Le passif relatif aux participations ne donnant pas le contrôle correspond au prix à payer par la Société pour acheter la participation ne donnant pas le contrôle dans Adonis, Phoenicia et Première Moisson. Le prix à payer est basé principalement sur les bénéfices futurs prévus de ces entités à compter de la date où les options seront exerçables. Étant donné la source d'incertitude relative à l'estimation des bénéfices futurs, la Société a utilisé l'estimé qu'elle a jugé le plus probable à la fin de l'exercice et différentes autres hypothèses, dont le taux d'actualisation, le taux de croissance et les investissements en capital. Des informations supplémentaires sont présentées à la note 29.

**Notes afférentes aux états financiers consolidés****26 septembre 2015 et 27 septembre 2014***(en millions de dollars, sauf indication contraire)***5. ACQUISITION D'ENTREPRISES**

Au cours de l'exercice 2014, la Société a acquis 75 % des actifs nets de Première Moisson, regroupant 23 succursales et trois centres de production au Québec, ainsi que 100 % des actifs nets incluant l'immobilier de deux magasins d'alimentation d'un concurrent en Ontario. Le prix d'achat des participations a été de 101,6 \$. Les acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition. La Société détient le contrôle sur les entreprises acquises et leurs résultats ont été consolidés à compter de leur date d'acquisition respective. La répartition finale du prix d'achat total se résumait comme suit :

Actifs nets acquis à leur juste valeur	
Trésorerie	1,3
Débiteurs	5,8
Stocks	5,5
Charges payées d'avance	0,4
Immobilisations corporelles	55,9
Immeuble de placement	0,7
Immobilisations incorporelles	
Durée d'utilité déterminée	9,0
Durée d'utilité indéterminée	23,0
Goodwill	53,9
Créditeurs	(7,5)
Dette	(4,4)
Passifs d'impôts différés	(5,5)
Participations ne donnant pas le contrôle	(22,0)
	<hr/>
	116,1
	<hr/>
Contrepartie en espèces	101,6
Participations ne donnant pas le contrôle - Succursales en partenariat	14,5
	<hr/>
	116,1

Le goodwill résultant des acquisitions correspond, d'une part, à la possibilité pour la Société de se différencier davantage en offrant à sa clientèle une gamme élargie de produits de boulangerie de très grande qualité fabriqués par Première Moisson et, d'autre part, à un accroissement de clients s'approvisionnant auprès des nouveaux magasins d'alimentation. Au point de vue fiscal, 75 % du goodwill est traité comme des biens en immobilisations admissibles avec les déductions fiscales y afférentes et 25 % du goodwill n'est pas déductible.

Entre les dates d'acquisition et le 27 septembre 2014, les entreprises acquises ont augmenté le chiffre d'affaires et le bénéfice net de la Société de 16,1 \$ et 1,4 \$ respectivement. Si l'acquisition avait eu lieu au début de l'exercice 2014, les entreprises acquises auraient augmenté le chiffre d'affaires et le bénéfice net de la Société d'un montant supplémentaire de 124,9 \$ et 10,7 \$ respectivement.

En 2014, des frais relatifs à l'acquisition de 1,2 \$ ont été comptabilisés dans les charges d'exploitation.

**Notes afférentes aux états financiers consolidés**

**26 septembre 2015 et 27 septembre 2014**

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

**6. INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LA NATURE DES COMPTES DE RÉSULTAT**

	2015	2014
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>12 223,8</b>	11 590,4
<b>Coût des marchandises vendues et charges d'exploitation</b>		
Coût des marchandises vendues	(9 813,5)	(9 375,6)
Salaires et charges sociales	(686,8)	(645,6)
Charge au titre des avantages du personnel (note 24)	(69,7)	(63,7)
Loyers, taxes et frais communs	(274,2)	(265,6)
Électricité et gaz naturel	(135,4)	(124,6)
Pertes de valeur sur des immobilisations corporelles et incorporelles et des actifs destinés à la vente (notes 10, 13 et 15)	(10,5)	(11,6)
Reprises de pertes de valeur sur des immobilisations corporelles et incorporelles (notes 13 et 15)	4,4	4,1
Autres charges	(380,3)	(319,9)
	<b>(11 366,0)</b>	<b>(10 802,5)</b>
<b>Frais de fermeture</b>	<b>—</b>	(6,4)
<b>Bénéfice opérationnel avant amortissement et résultats liés à une entreprise associée</b>	<b>857,8</b>	781,5
<b>Amortissement</b>		
Immobilisations corporelles (note 13)	(150,1)	(144,3)
Immeubles de placement (note 14)	(0,1)	—
Immobilisations incorporelles (note 15)	(26,8)	(31,5)
	<b>(177,0)</b>	<b>(175,8)</b>
<b>Frais financiers, nets</b>		
Intérêts courants	(4,1)	(4,1)
Intérêts non courants	(51,1)	(41,9)
Intérêts sur les obligations au titre des prestations définies nettes des actifs des régimes (note 24)	(4,3)	(3,9)
Amortissement des frais de financement reportés	(1,0)	(0,8)
Revenus d'intérêts	2,2	1,9
Effet du passage du temps	(0,4)	(0,3)
	<b>(58,7)</b>	<b>(49,1)</b>
<b>Frais pour remboursement anticipé (note 20)</b>	<b>(5,9)</b>	—
<b>Quote-part dans les résultats d'une entreprise associée</b>	<b>64,3</b>	49,8
<b>Bénéfice avant impôts sur les bénéfices</b>	<b>680,5</b>	606,4

Les pertes de valeur et les reprises de pertes de valeur enregistrées l'ont été principalement sur les actifs des magasins d'alimentation dont les flux de trésorerie ont diminué ou augmenté à cause de la concurrence de proximité. Au 26 septembre 2015, la valeur recouvrable des magasins pour lesquels la Société a enregistré une perte de valeur ou une reprise de pertes de valeur était de 53,9 \$ (34,9 \$ en 2014).

Le 28 novembre 2013, la Société a annoncé la fermeture au printemps 2014 d'un centre de distribution de fruits et légumes. Au cours de l'exercice 2014, des frais de fermeture de 6,4 \$ avant impôts ont été enregistrés pour des indemnités de départs, des radiations d'actifs et autres.



**Notes afférentes aux états financiers consolidés****26 septembre 2015 et 27 septembre 2014***(en millions de dollars, sauf indication contraire)***7. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES**

Les taux réels d'impôts sur les bénéfices s'établissaient comme suit :

<i>(en pourcentage)</i>	<b>2015</b>	2014
Taux combiné prévu par la loi	<b>26,9</b>	26,9
Variations		
Quote-part dans les résultats d'une entreprise associée	<b>(1,4)</b>	(1,3)
Autres	<b>(1,8)</b>	(0,8)
	<b>23,7</b>	24,8

Les principales composantes de la charge d'impôts se présentaient comme suit :

**Comptes de résultat consolidés**

	<b>2015</b>	2014
Exigibles		
Charge d'impôts exigibles	<b>114,5</b>	136,6
Différés		
Ajustement afférent aux différences temporelles	<b>46,7</b>	13,6
	<b>161,2</b>	150,2

**États consolidés du résultat global**

	<b>2015</b>	2014
Impôts différés liés aux éléments comptabilisés directement en autres éléments du résultat global pendant l'exercice		
Variations au titre des régimes à prestations définies		
Gains (pertes) actuariels	<b>1,9</b>	(9,2)
Effet de la limite sur l'actif	<b>1,4</b>	1,3
Exigence de financement minimal	<b>(0,3)</b>	2,1
Quote-part dans les autres éléments du résultat global d'une entreprise associée	<b>0,8</b>	—
	<b>3,8</b>	(5,8)

**Notes afférentes aux états financiers consolidés**

**26 septembre 2015 et 27 septembre 2014**

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

Les impôts différés reflètent l'incidence fiscale nette des écarts temporaires entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs. Les principales composantes de la charge d'impôts différés, des actifs et des passifs d'impôts différés s'établissaient comme suit :

	États consolidés de la situation financière		Comptes de résultat consolidés	
	Au 26 septembre 2015	Au 27 septembre 2014	2015	2014
Charges à payer, provisions et autres réserves déductibles aux fins fiscales à leur décaissement seulement	8,5	4,8	3,7	1,9
Pertes fiscales reportées	1,1	3,6	(2,5)	1,9
Stocks	(9,7)	(9,5)	(0,2)	(0,3)
Avantages du personnel	17,3	21,1	(0,8)	(1,3)
Participation dans une entreprise associée	(41,9)	(33,4)	(7,9)	(6,0)
Écart entre la valeur comptable nette et la valeur fiscale				
Immobilisations corporelles	(39,6)	(3,9)	(34,3)	(6,0)
Immeubles de placement	0,6	0,7	(0,1)	(0,1)
Immobilisations incorporelles	(55,9)	(55,2)	0,2	0,8
Goodwill	(37,1)	(32,3)	(4,8)	(4,5)
	<b>(156,7)</b>	<b>(104,1)</b>	<b>(46,7)</b>	<b>(13,6)</b>
Actifs d'impôts différés	30,7	58,1		
Passifs d'impôts différés	(187,4)	(162,2)		
	<b>(156,7)</b>	<b>(104,1)</b>		

**Notes afférentes aux états financiers consolidés****26 septembre 2015 et 27 septembre 2014***(en millions de dollars, sauf indication contraire)***8. BÉNÉFICE NET PAR ACTION**

Le bénéfice net par action de base et le bénéfice net dilué par action ont été calculés selon le nombre d'actions suivant :

<i>(en millions)</i>	<b>2015</b>	2014
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – De base	<b>248,9</b>	262,6
Effet de dilution en vertu des :		
Régime d'options d'achat d'actions	<b>1,6</b>	1,0
Régime d'unités d'actions au rendement	<b>0,7</b>	0,8
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – Dilué	<b>251,2</b>	264,4

**9. STOCKS**

	<b>2015</b>	2014
Stocks en entrepôts	<b>369,2</b>	351,8
Stocks de magasins	<b>455,0</b>	468,9
	<b>824,2</b>	820,7

**10. ACTIFS DESTINÉS À LA VENTE**

Au 26 septembre 2015, la Société était engagée dans des plans de vente pour des actifs totalisant 4,6 \$ (5,2 \$ au 27 septembre 2014) qui sont présentés dans les actifs destinés à la vente dans les états consolidés de la situation financière et évalués au moindre de la valeur comptable et de la juste valeur diminuée des coûts de la vente. Une perte de 0,6 \$ a été enregistrée à l'égard de ces actifs en 2015 (3,7 \$ en 2014).

La juste valeur des actifs destinés à la vente était de 4,6 \$ au 26 septembre 2015 (5,2 \$ au 27 septembre 2014). La Société a classé l'évaluation de cette juste valeur au niveau 2, car elle repose sur des données observables sur le marché, soit des offres d'acheteurs externes pour ces actifs ou des actifs similaires.

**11. PARTICIPATION DANS UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE**

La Société détient une participation de 5,7 % (5,7 % en 2014) d'une entreprise associée publique spécialisée dans le commerce des dépanneurs, soit Alimentation Couche-Tard. La juste valeur, correspondant à la valeur boursière de la participation dans l'entreprise associée, était de 2 006,1 \$ au 26 septembre 2015 (1 139,2 \$ au 27 septembre 2014). La Société a classé l'évaluation de cette juste valeur au niveau 1, car elle repose sur des prix cotés sur un marché actif.

La date de clôture des états financiers consolidés de l'entreprise associée est le dernier dimanche du mois d'avril de chaque année. Pour les fins de l'application de la méthode de la mise en équivalence, la Société a utilisé les plus récents états financiers consolidés résumés en dollars américains de l'entreprise associée, soit la période close le 19 juillet 2015 (20 juillet 2014).

**Notes afférentes aux états financiers consolidés****26 septembre 2015 et 27 septembre 2014***(en millions de dollars, sauf indication contraire)*

Les informations financières résumées, selon les états consolidés de la situation financière de l'entreprise associée convertis au taux de change à la date de clôture, se détaillaient comme suit :

	Au 19 juillet 2015	Au 20 juillet 2014
Actifs courants	<b>3 966,4</b>	3 484,2
Actifs non courants	<b>10 524,2</b>	7 723,2
Passifs courants	<b>(3 273,2)</b>	(3 024,7)
Passifs non courants	<b>(5 754,9)</b>	(3 757,9)
<b>Actifs nets de l'entreprise associée</b>	<b>5 462,5</b>	4 424,8

Les informations financières résumées, selon les comptes de résultat consolidés de l'entreprise associée convertis au taux de change moyen, se détaillaient comme suit :

	2015	2014
Chiffre d'affaires	<b>40 582,1</b>	40 988,5
Bénéfice net	<b>1 139,6</b>	884,3
Autres éléments du résultat global	<b>(931,1)</b>	(9,9)
<b>Résultat global</b>	<b>208,5</b>	873,3

Ces montants représentent la somme des deuxième, troisième et quatrième trimestres de l'exercice précédent ainsi que le premier trimestre de l'exercice courant de l'entreprise associée.

Le rapprochement entre ces informations financières résumées et la valeur comptable de la participation de la Société dans cette entreprise associée se résumait comme suit :

	2015	2014
Actifs nets de l'entreprise associée	<b>5 462,5</b>	4 424,8
Quote-part de la Société dans l'entreprise associée	<b>5,7%</b>	5,7%
	<b>311,4</b>	252,2
Autres ajustements	<b>3,9</b>	(0,8)
<b>Participation dans une entreprise associée</b>	<b>315,3</b>	251,4

**12. AUTRES ACTIFS FINANCIERS**

	2015	2014
Prêts à certains clients, portant intérêt à des taux variables, remboursables par versement mensuel, échéant jusqu'en 2031	<b>31,6</b>	29,2
Autres actifs	<b>4,4</b>	2,6
	<b>36,0</b>	31,8
Partie courante comprise dans les débiteurs	<b>3,3</b>	2,3
	<b>32,7</b>	29,5

**Notes afférentes aux états financiers consolidés**
**26 septembre 2015 et 27 septembre 2014**
*(en millions de dollars, sauf indication contraire)*
**13. IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

	Terrains	Bâtiments	Équipement	Améliorations locatives	Bâtiments contrats location- financement	Total
<b>Coût</b>						
Solde au 28 septembre 2013	214,2	536,7	1 218,3	590,9	55,6	2 615,7
Acquisitions	13,4	59,4	83,4	42,0	1,6	199,8
Acquisitions par voie de regroupements d'entreprises - répartition provisoire du prix d'achat (note 5)	4,4	20,5	16,8	7,4	0,1	49,2
Transferts aux actifs destinés à la vente et aux immeubles de placement	(6,2)	(11,0)	(4,0)	—	—	(21,2)
Cessions et radiations	(2,8)	(0,2)	(46,2)	(15,3)	(6,6)	(71,1)
Solde au 27 septembre 2014	<b>223,0</b>	<b>605,4</b>	<b>1 268,3</b>	<b>625,0</b>	<b>50,7</b>	<b>2 772,4</b>
Acquisitions	<b>5,2</b>	<b>41,3</b>	<b>106,0</b>	<b>67,5</b>	—	<b>220,0</b>
Ajustements suite à la répartition finale du prix d'achat des regroupements d'entreprises (note 5)	<b>1,9</b>	<b>(1,1)</b>	<b>7,8</b>	<b>(1,8)</b>	<b>(0,1)</b>	<b>6,7</b>
Cessions et radiations	<b>(0,4)</b>	<b>(0,7)</b>	<b>(114,5)</b>	<b>(33,7)</b>	—	<b>(149,3)</b>
Solde au 26 septembre 2015	<b>229,7</b>	<b>644,9</b>	<b>1 267,6</b>	<b>657,0</b>	<b>50,6</b>	<b>2 849,8</b>
<b>Amortissement cumulé et dépréciation</b>						
Solde au 28 septembre 2013	(0,4)	(137,0)	(790,7)	(331,8)	(27,4)	(1 287,3)
Amortissement	—	(19,9)	(77,1)	(44,3)	(3,0)	(144,3)
Transferts aux actifs destinés à la vente	—	5,1	1,7	—	—	6,8
Cessions et radiations	—	—	41,9	15,3	6,5	63,7
Pertes de valeur	—	(0,1)	(4,6)	(3,5)	(0,7)	(8,9)
Reprises de pertes de valeur	0,3	0,7	1,4	1,0	—	3,4
Solde au 27 septembre 2014	<b>(0,1)</b>	<b>(151,2)</b>	<b>(827,4)</b>	<b>(363,3)</b>	<b>(24,6)</b>	<b>(1 366,6)</b>
Amortissement	—	<b>(20,5)</b>	<b>(81,7)</b>	<b>(45,5)</b>	<b>(2,4)</b>	<b>(150,1)</b>
Cessions et radiations	—	<b>0,3</b>	<b>112,6</b>	<b>33,1</b>	—	<b>146,0</b>
Pertes de valeur	—	—	<b>(4,5)</b>	<b>(4,6)</b>	—	<b>(9,1)</b>
Reprises de pertes de valeur	—	<b>0,1</b>	<b>1,6</b>	<b>1,3</b>	<b>0,2</b>	<b>3,2</b>
Solde au 26 septembre 2015	<b>(0,1)</b>	<b>(171,3)</b>	<b>(799,4)</b>	<b>(379,0)</b>	<b>(26,8)</b>	<b>(1 376,6)</b>
<b>Valeur comptable nette</b>						
Solde au 27 septembre 2014	222,9	454,2	440,9	261,7	26,1	1 405,8
Solde au 26 septembre 2015	<b>229,6</b>	<b>473,6</b>	<b>468,2</b>	<b>278,0</b>	<b>23,8</b>	<b>1 473,2</b>

Les acquisitions nettes d'immobilisations corporelles exclues des tableaux consolidés des flux de trésorerie ont été nulles en 2015 (9,2 \$ en 2014).

**Notes afférentes aux états financiers consolidés****26 septembre 2015 et 27 septembre 2014***(en millions de dollars, sauf indication contraire)***14. IMMEUBLES DE PLACEMENT**

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Solde au 28 septembre 2013	32,2	(11,5)	20,7
Acquisitions par voie de regroupements d'entreprises - répartition provisoire du prix d'achat ( <i>note 5</i> )	0,9	—	0,9
Transferts provenant des immobilisations corporelles	5,5	—	5,5
Cessions et radiations	(0,4)	0,3	(0,1)
Solde au 27 septembre 2014	<b>38,2</b>	<b>(11,2)</b>	<b>27,0</b>
Ajustements suite à la répartition finale du prix d'achat des regroupements d'entreprises ( <i>note 5</i> )	<b>(0,2)</b>	—	<b>(0,2)</b>
Cessions et radiations	<b>(1,1)</b>	<b>0,1</b>	<b>(1,0)</b>
Amortissement	—	<b>(0,1)</b>	<b>(0,1)</b>
Solde au 26 septembre 2015	<b>36,9</b>	<b>(11,2)</b>	<b>25,7</b>

La juste valeur des immeubles de placement était de 36,0 \$ au 26 septembre 2015 (35,2 \$ au 27 septembre 2014). La Société a classé l'évaluation de cette juste valeur au niveau 2, car elle repose sur des données observables sur le marché, soit des transactions récentes pour ces actifs ou des actifs similaires.

**Notes afférentes aux états financiers consolidés**

**26 septembre 2015 et 27 septembre 2014**

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

**15. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée se détaillaient comme suit :

	Droits de tenure à bail	Logiciels	Primes de rétention dans les réseaux de détail	Relations clients	Total
<b>Coût</b>					
Solde au 28 septembre 2013	70,8	162,3	230,8	19,0	482,9
Acquisitions	—	3,6	16,8	—	20,4
Cessions et radiations	(7,9)	(0,8)	(20,8)	(0,3)	(29,8)
Solde au 27 septembre 2014	<b>62,9</b>	<b>165,1</b>	<b>226,8</b>	<b>18,7</b>	<b>473,5</b>
Acquisitions	—	<b>6,6</b>	<b>26,5</b>	—	<b>33,1</b>
Ajustements suite à la répartition finale du prix d'achat des regroupements d'entreprises (note 5)	—	—	—	<b>9,0</b>	<b>9,0</b>
Cessions et radiations	<b>(4,3)</b>	<b>(2,9)</b>	<b>(17,7)</b>	<b>(0,3)</b>	<b>(25,2)</b>
Solde au 26 septembre 2015	<b>58,6</b>	<b>168,8</b>	<b>235,6</b>	<b>27,4</b>	<b>490,4</b>
<b>Amortissement cumulé et dépréciation</b>					
Solde au 28 septembre 2013	(43,2)	(142,8)	(96,4)	(8,7)	(291,1)
Amortissement	(2,0)	(9,0)	(19,8)	(0,7)	(31,5)
Cessions et radiations	5,2	0,8	17,7	0,3	24,0
Pertes de valeur	(2,7)	—	—	—	(2,7)
Reprises de pertes de valeur	0,7	—	—	—	0,7
Solde au 27 septembre 2014	<b>(42,0)</b>	<b>(151,0)</b>	<b>(98,5)</b>	<b>(9,1)</b>	<b>(300,6)</b>
Amortissement	<b>(1,9)</b>	<b>(4,2)</b>	<b>(18,0)</b>	<b>(2,7)</b>	<b>(26,8)</b>
Cessions et radiations	<b>3,8</b>	<b>2,1</b>	<b>13,3</b>	<b>0,3</b>	<b>19,5</b>
Pertes de valeur	<b>(0,8)</b>	—	—	—	<b>(0,8)</b>
Reprises de pertes de valeur	<b>1,2</b>	—	—	—	<b>1,2</b>
Solde au 26 septembre 2015	<b>(39,7)</b>	<b>(153,1)</b>	<b>(103,2)</b>	<b>(11,5)</b>	<b>(307,5)</b>
<b>Valeur comptable nette</b>					
Solde au 27 septembre 2014	20,9	14,1	128,3	9,6	172,9
Solde au 26 septembre 2015	<b>18,9</b>	<b>15,7</b>	<b>132,4</b>	<b>15,9</b>	<b>182,9</b>

Les acquisitions nettes d'immobilisations incorporelles exclues des tableaux consolidés des flux de trésorerie ont été de 12,9 \$ en 2015 (3,6 \$ en 2014).



**Notes afférentes aux états financiers consolidés****26 septembre 2015 et 27 septembre 2014***(en millions de dollars, sauf indication contraire)*

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée se détaillaient comme suit :

	Bannières	Marques privées	Programmes de fidélisation	Total
Solde aux 28 septembre 2013 et 27 septembre 2014	<b>110,3</b>	<b>39,5</b>	<b>23,5</b>	<b>173,3</b>
Ajustements suite à la répartition finale du prix d'achat des regroupements d'entreprises (note 5)	<b>23,0</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>23,0</b>
Solde au 26 septembre 2015	<b>133,3</b>	<b>39,5</b>	<b>23,5</b>	<b>196,3</b>

Pour les programmes de fidélisation et certaines marques privées, le test de dépréciation a été effectué au niveau de l'actif lui-même. La valeur recouvrable a été déterminée en fonction de sa juste valeur diminuée des coûts de sortie, laquelle a été calculée à l'aide de la méthode de la capitalisation du BAII excédentaire. L'estimation du BAII directement attribuable à ces programmes et marques privées, déduction faite d'un rendement sur les actifs contributifs, a été basée sur les données historiques reflétant l'expérience passée. Pour les programmes de fidélisation, le multiple utilisé a été de 6,9 (6,7 en 2014) considérant un taux de croissance de 2,0 % (2,0 % en 2014) correspondant à l'indice des prix à la consommation. Pour ces marques privées, le multiple utilisé a été de 7,5 (7,3 en 2014) considérant un taux de croissance de 2,0 % (2,0 % en 2014) correspondant à l'indice des prix à la consommation. La Société a classé l'évaluation de cette juste valeur au niveau 3, car elle repose sur des données non observables sur le marché.

Les tests de dépréciation des bannières et de certaines autres marques privées ont été effectués aussi au niveau de l'actif lui-même. La valeur recouvrable a été déterminée en fonction de sa juste valeur diminuée des coûts de sortie, laquelle a été calculée à l'aide de la méthode de licence libre de redevance. L'estimation du taux de redevance a été basée sur des sources d'informations externes et des données historiques reflétant l'expérience passée. Pour les bannières, les multiples utilisés ont été de 7,5 et 11,8 (7,3 et 11,8 en 2014) considérant un taux de croissance de 2,0 % (2,0 % en 2014) correspondant à l'indice des prix à la consommation. Pour ces marques privées, le multiple utilisé a été de 12,5 (12,5 en 2014) considérant un taux de croissance de 2,0 % (2,0 % en 2014) correspondant à l'indice des prix à la consommation. La Société a classé l'évaluation de cette juste valeur au niveau 3, car elle repose sur des données non observables sur le marché.

Aucun changement raisonnablement possible de l'une de ces hypothèses n'entraînerait une valeur comptable supérieure à la valeur recouvrable.

**Notes afférentes aux états financiers consolidés****26 septembre 2015 et 27 septembre 2014***(en millions de dollars, sauf indication contraire)***16. GOODWILL**

	<b>2015</b>	2014
Solde au début de l'exercice	<b>1 946,6</b>	1 855,6
Acquisitions par voie de regroupements d'entreprises (ajustements suite à la répartition finale du prix d'achat) (note 5)	<b>(15,1)</b>	91,1
Cessions	—	(0,1)
Solde à la fin de l'exercice	<b>1 931,5</b>	1 946,6

Pour les fins des tests de dépréciation, la valeur comptable du goodwill a été affectée à l'unique secteur opérationnel de la Société. La valeur recouvrable a été déterminée en fonction de sa valeur d'utilité, laquelle a été calculée en utilisant les prévisions de flux de trésorerie avant impôts des budgets du prochain exercice approuvés par la direction. Ces prévisions reflétaient l'expérience passée. Le taux d'actualisation avant impôts utilisé a été de 13,5 % (14,1 % en 2014) et aucun taux de croissance n'a été pris en compte. Aucun changement raisonnablement possible de l'une de ces hypothèses n'entraînerait une valeur comptable supérieure à la valeur recouvrable.

**17. EMPRUNTS BANCAIRES**

Aux 26 septembre 2015 et 27 septembre 2014, la Société avait seulement les marges de crédit des entités structurées à titre d'emprunts bancaires. Les entités structurées consolidées disposent de marges de crédit pour un total de 7,9 \$ (7,9 \$ au 27 septembre 2014), portant intérêt au taux préférentiel majoré de 0,5 %, non garanties et venant à échéance à diverses dates jusqu'en 2016. Au 26 septembre 2015, 0,9 \$ (1,5 \$ au 27 septembre 2014) des marges de crédit étaient utilisées, au taux d'intérêt de 3,2 % (3,5 % au 27 septembre 2014).

**18. COMPENSATION**

	<b>2015</b>	2014
Créditeurs (brut)	<b>1 051,7</b>	1 033,7
Rabais de fournisseurs à recevoir	<b>(52,3)</b>	(51,0)
Créditeurs (net)	<b>999,4</b>	982,7

**Notes afférentes aux états financiers consolidés**

**26 septembre 2015 et 27 septembre 2014**

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

**19. PROVISIONS**

	Contrats de location déficitaires	Frais de restructuration	Autres (note 6)	Total
Solde au 28 septembre 2013	3,8	34,3	6,1	44,2
Provisions additionnelles	1,3	—	7,9	9,2
Montants utilisés	(2,7)	(17,0)	(13,0)	(32,7)
Transferts	12,6	(12,6)	—	—
<b>Solde au 27 septembre 2014</b>	<b>15,0</b>	<b>4,7</b>	<b>1,0</b>	<b>20,7</b>
Provisions courantes	8,0	4,7	1,0	13,7
Provisions non courantes	7,0	—	—	7,0
<b>Solde au 27 septembre 2014</b>	<b>15,0</b>	<b>4,7</b>	<b>1,0</b>	<b>20,7</b>
Solde au 27 septembre 2014	<b>15,0</b>	<b>4,7</b>	<b>1,0</b>	<b>20,7</b>
Provisions additionnelles	<b>3,5</b>	—	<b>9,5</b>	<b>13,0</b>
Montants utilisés	<b>(10,5)</b>	<b>(4,7)</b>	<b>(10,5)</b>	<b>(25,7)</b>
<b>Solde au 26 septembre 2015</b>	<b>8,0</b>	—	—	<b>8,0</b>
Provisions courantes	<b>3,7</b>	—	—	<b>3,7</b>
Provisions non courantes	<b>4,3</b>	—	—	<b>4,3</b>
<b>Solde au 26 septembre 2015</b>	<b>8,0</b>	—	—	<b>8,0</b>

Les contrats de location déficitaires correspondent à des baux pour des locaux que la Société n'utilise plus pour ses opérations, incluant ceux des magasins fermés, au cours de l'exercice 2014, dans le cadre de la réorganisation du réseau de magasins en Ontario. Le montant de la provision pour ces contrats est égal à la valeur actualisée des paiements de location futurs moins les revenus de sous-location estimatifs futurs. L'estimation pourrait varier compte tenu des hypothèses de sous-location. L'échéance à courir de ces contrats de location va d'un an à 14 ans.

La provision pour restructuration était liée à la réorganisation de 2014 du réseau de magasins en Ontario composée de supermarchés Metro convertis en magasins d'escompte Food Basics, de conventions collectives rachetées, de préretraites offertes à certains employés et de magasins fermés.

Les autres provisions comprenaient notamment des montants concernant les régimes d'assurance-accident des gouvernements provinciaux ainsi qu'une provision pour la fermeture d'un centre de distribution de fruits et légumes qui a eu lieu au cours de l'exercice 2014.

**Notes afférentes aux états financiers consolidés**

**26 septembre 2015 et 27 septembre 2014**

*(en millions de dollars, sauf indication contraire)*

**20. DETTE**

	2015	2014
Facilité de crédit rotative, au taux d'intérêt moyen pondéré de 2,63 % (2,50 % en 2014), remboursable le 3 novembre 2020 ou avant	97,5	391,7
Billets de Série A, au taux d'intérêt nominal fixe de 4,98 %, rachetés le 31 décembre 2014	—	200,0
Billets de Série C, au taux d'intérêt nominal fixe de 3,20%, échéant le 1 <sup>er</sup> décembre 2021 et rachetables à la juste valeur en tout temps avant leur échéance au gré de l'émetteur	300,0	—
Billets de Série B, au taux d'intérêt nominal fixe de 5,97 %, échéant le 15 octobre 2035 et rachetables à la juste valeur en tout temps avant leur échéance au gré de l'émetteur	400,0	400,0
Billets de Série D, au taux d'intérêt nominal fixe de 5,03%, échéant le 1 <sup>er</sup> décembre 2044 et rachetables à la juste valeur en tout temps avant leur échéance au gré de l'émetteur	300,0	—
Emprunts, échéant à diverses dates jusqu'en 2027, au taux d'intérêt moyen de 2,95 % (3,08 % en 2014)	38,0	32,4
Obligations découlant de contrats de location-financement portant intérêt au taux effectif de 8,4 % (8,5 % en 2014)	33,0	36,9
Frais de financement reportés	(6,9)	(3,9)
	<b>1 161,6</b>	<b>1 057,1</b>
Partie courante	<b>16,5</b>	<b>12,4</b>
	<b>1 145,1</b>	<b>1 044,7</b>

La facilité de crédit rotative d'un montant maximum de 600,0 \$ porte intérêt à des taux qui fluctuent selon les variations des taux des acceptations bancaires et est non garantie. Au 26 septembre 2015, la facilité de crédit rotative autorisée non utilisée était de 502,5 \$ (208,3 \$ au 27 septembre 2014). Étant donné que la Société augmente et diminue fréquemment cette facilité de crédit par des acceptations bancaires d'un minimum de 30 jours et pour simplifier la présentation, la Société juge qu'il est préférable pour la compréhension de ses activités de financement de ne présenter que les variations nettes annuelles au tableau consolidé des flux de trésorerie. Le 17 septembre 2015, l'échéance de la facilité de crédit rotative a été prolongée jusqu'au 3 novembre 2020.

Le 1<sup>er</sup> décembre 2014, la Société a émis en placement privé des billets non garantis de premier rang Série C, à un taux d'intérêt nominal fixe de 3,20 % échéant le 1<sup>er</sup> décembre 2021, d'un capital global de 300,0 \$ et des billets non garantis de premier rang Série D, à un taux d'intérêt nominal fixe de 5,03 % échéant le 1<sup>er</sup> décembre 2044, d'un capital global de 300,0 \$. La Société a décidé d'affecter le produit de ces émissions au remboursement de dettes existantes et à d'autres fins générales. Le 5 décembre 2014, elle a remboursé sa facilité de crédit rotative renouvelable non garantie dont le capital se situait à 335,0 \$, à un taux d'intérêt moyen pondéré de 2,39 %. De plus, la Société a remboursé par anticipation, le 31 décembre 2014, ses billets de Série A, au taux d'intérêt nominal fixe de 4,98 % échéant le 15 octobre 2015, d'un capital global de 200,0 \$. Des frais pour remboursement anticipé de 5,9 \$ ont été comptabilisés au cours de l'exercice 2015.

**Notes afférentes aux états financiers consolidés**

**26 septembre 2015 et 27 septembre 2014**

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

Les remboursements de la dette au cours des prochains exercices s'établiront comme suit :

	Facilité et emprunts	Billets	Obligations découlant de contrats de location-financement	Total
2016	12,5	—	6,5	19,0
2017	2,4	—	5,9	8,3
2018	1,8	—	5,4	7,2
2019	1,6	—	4,5	6,1
2020	1,3	—	3,5	4,8
2021 et suivants	115,9	1 000,0	22,1	1 138,0
	135,5	1 000,0	47,9	1 183,4

Les paiements minimums des obligations découlant de contrats de location-financement comprenaient des intérêts de 14,9 \$ sur ces obligations en 2015 (17,8 \$ en 2014).

**21. AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF**

	2015	2014
Passifs relatifs aux baux	8,5	9,3
Autres passifs	1,6	1,3
	10,1	10,6

**22. CAPITAL-ACTIONS**

Le capital-actions autorisé de la Société se résumait comme suit :

- nombre illimité d'actions ordinaires, comportant un droit de vote par action, participatives, sans valeur nominale;
- nombre illimité d'actions privilégiées, sans droit de vote, sans valeur nominale, pouvant être émises en séries.

Au cours de l'exercice 2015, la Société a procédé à la subdivision de ses actions ordinaires à raison de 3 actions ordinaires pour une action ordinaire. Toutes les informations portant sur les actions ont été retraitées pour refléter l'incidence de la subdivision.

**Actions ordinaires émises**

Les actions ordinaires émises et les changements survenus en cours d'exercice se résumaient comme suit :

	Nombre (en milliers)	
Solde au 28 septembre 2013	274 944	640,4
Rachat d'actions en espèces excluant une prime de 409,9 \$	(21 278)	(49,8)
Exercice d'options d'achat d'actions	565	8,6
Solde au 27 septembre 2014	254 231	599,2
Rachat d'actions en espèces excluant une prime de 387,9 \$	(12 676)	(30,1)
Exercice d'options d'achat d'actions	730	9,9
Solde au 26 septembre 2015	242 285	579,0

**Notes afférentes aux états financiers consolidés**

**26 septembre 2015 et 27 septembre 2014**

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

**Actions propres**

Les changements relativement aux actions propres survenus en cours d'exercice se résument comme suit :

	Nombre (en milliers)	
Solde au 28 septembre 2013	787	(14,4)
Acquisitions	225	(4,6)
Remises en circulation	(251)	3,8
Solde au 27 septembre 2014	<b>761</b>	<b>(15,2)</b>
Acquisitions	<b>200</b>	<b>(7,0)</b>
Remises en circulation	<b>(218)</b>	<b>3,7</b>
Solde au 26 septembre 2015	<b>743</b>	<b>(18,5)</b>

Les actions propres sont détenues en fiducie à l'intention des participants au régime d'UAR. Elles seront remises en circulation lors des règlements des UAR. Cette fiducie, considérée comme une entité structurée, est consolidée aux états financiers de la Société.

**Régime d'options d'achat d'actions**

La Société a un régime d'options d'achat d'actions à l'intention de certains employés de la Société qui prévoit l'attribution d'options visant l'achat d'un nombre maximum de 30 000 000 actions ordinaires. Au 26 septembre 2015, un solde de 7 148 016 actions pouvaient être émises suite à l'exercice d'options (7 878 156 au 27 septembre 2014). Le prix de souscription de chaque action ordinaire visée par une option attribuée en vertu du régime correspond au cours du marché des actions le jour précédant la date de l'attribution et doit être payé intégralement au moment de l'exercice de l'option. Le conseil d'administration détermine les autres modalités d'exercice des options attribuées, mais aucune option ne peut avoir une durée supérieure à cinq ans à compter de la date à laquelle l'option peut être exercée, en tout ou en partie, pour la première fois, et la durée totale ne doit en aucun cas excéder dix ans à compter de la date à laquelle l'option a été attribuée. Les options peuvent généralement être exercées deux ans après leur attribution à raison de 20 % par année.

Les options d'achat d'actions en circulation et les changements survenus en cours d'exercice se résument comme suit :

	Nombre (en milliers)	Prix d'exercice moyen pondéré (en dollars)
Solde au 28 septembre 2013	4 054	15,37
Attribuées	742	22,03
Exercées	(565)	12,33
Annulées	(106)	16,16
Solde au 27 septembre 2014	<b>4 125</b>	<b>16,97</b>
Attribuées	<b>484</b>	<b>35,42</b>
Exercées	<b>(730)</b>	<b>11,15</b>
Annulées	<b>(41)</b>	<b>23,42</b>
Solde au 26 septembre 2015	<b>3 838</b>	<b>20,34</b>

**Notes afférentes aux états financiers consolidés**

**26 septembre 2015 et 27 septembre 2014**

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

Les informations relatives aux options d'achat d'actions en circulation et pouvant être exercées au 26 septembre 2015 se résumaient comme suit :

Fourchettes des prix d'exercice (en dollars)	Options en circulation			Options pouvant être exercées	
	Nombre (en milliers)	Durée restante moyenne pondérée (en mois)	Prix d'exercice moyen pondéré (en dollars)	Nombre (en milliers)	Prix d'exercice moyen pondéré (en dollars)
11,66 à 15,71	1 343	20,9	14,49	939	14,12
17,72 à 20,30	705	43,2	18,01	235	18,03
21,58 à 24,69	1 311	60,8	22,07	105	22,10
35,42 à 35,94	479	78,7	35,42	—	—
	<b>3 838</b>	<b>45,9</b>	<b>20,34</b>	<b>1 279</b>	<b>15,49</b>

La juste valeur moyenne pondérée des options d'achat d'actions attribuées au cours de l'exercice 2015 s'est établie à 4,32 \$ par option (2,96 \$ en 2014) et a été déterminée selon le modèle Black-Scholes à la date d'attribution selon les hypothèses moyennes pondérées suivantes : taux d'intérêt sans risque de 0,9 % (1,7 % en 2014), durée prévue de 5,3 ans (5,3 ans en 2014), volatilité prévue de 15,3 % (16,3 % en 2014) et un taux de dividende prévu de 1,3 % (1,8 % en 2014). La volatilité prévue repose sur la volatilité historique des prix des actions sur une période similaire à la durée de vie des options.

La charge de rémunération relative aux options d'achat d'actions s'est élevée à 2,2 \$ pour l'exercice 2015 (2,2 \$ en 2014).

**Régime d'unités d'actions au rendement**

La Société a un régime d'UAR. En vertu de ce programme, des dirigeants et des employés clés (les participants) reçoivent périodiquement un nombre déterminé d'UAR, lequel peut augmenter s'il y a atteinte par la Société de certains indicateurs de performance financière. Les UAR donnent aux participants le droit de recevoir des actions ordinaires de la Société ou, au gré de celle-ci, la valeur équivalente en espèces. Les droits rattachés aux UAR sont acquis à la fin d'une période de trois ans.

Les UAR en circulation et les changements survenus en cours d'exercice se résumaient comme suit :

	Nombre (en milliers)
Solde au 28 septembre 2013	771
Octroyées	334
Réglées	(265)
Annulées	(37)
Solde au 27 septembre 2014	<b>803</b>
Octroyées	<b>175</b>
Réglées	<b>(229)</b>
Annulées	<b>(8)</b>
Solde au 26 septembre 2015	<b>741</b>

La juste valeur moyenne pondérée des UAR octroyées au cours de l'exercice 2015, soit la valeur boursière d'une action ordinaire de la Société à la date d'attribution, s'est établie à 33,48 \$ par UAR (21,65 \$ en 2014).

La charge de rémunération relative aux UAR s'est élevée à 5,6 \$ pour l'exercice 2015 (4,4 \$ en 2014).



**Notes afférentes aux états financiers consolidés**

**26 septembre 2015 et 27 septembre 2014**

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

**23. DIVIDENDES**

Pour l'exercice 2015, la Société a versé des dividendes de 111,9 \$ aux détenteurs d'actions ordinaires (100,6 \$ en 2014), soit 0,45 \$ par action (0,3833 \$ en 2014). Le 28 septembre 2015, le conseil d'administration de la Société a déclaré un dividende trimestriel de 0,1166667 \$ par action ordinaire payable le 25 novembre 2015.

**24. AVANTAGES DU PERSONNEL**

La Société offre aux salariés admissibles plusieurs régimes à prestations définies et à cotisations définies qui garantissent à la plupart de ses participants le paiement de prestations de retraite, d'avantages complémentaires de retraite et d'autres avantages à long terme qui dans certains cas sont en fonction du nombre d'années de service ou du salaire moyen de fin de carrière. Les régimes de retraite à prestations définies sont capitalisés au moyen de cotisations versées par l'employeur et certains régimes sont également capitalisés au moyen de cotisations versées par les participants. La Société offre également aux salariés et aux retraités admissibles des avantages sous forme de soins de santé et d'assurance-vie ainsi que d'autres avantages à long terme. Les régimes d'avantages complémentaires de retraite ainsi que les autres avantages à long terme ne sont pas capitalisés et sont présentés à titre d'autres régimes. Des comités de retraite composés de représentants de l'employeur et d'employés assument la responsabilité fiduciaire à l'égard de certains régimes.

Les régimes de retraite à prestations définies et les régimes d'avantages complémentaires de retraite exposent la Société à des risques actuariels comme le risque de taux d'intérêt, le risque de longévité, le risque d'investissement et le risque d'inflation. Par conséquent, la politique de placement de la Société prévoit la composition d'un portefeuille diversifié dont la composante obligatoire s'apparie à l'échelonnement et aux versements prévus au titre des prestations.

Les variations de la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies se présentaient comme suit :

	2015		2014	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Solde au début de l'exercice	981,2	39,6	818,8	38,3
Cotisations des participants	5,9	—	4,8	—
Prestations payées	(38,4)	(3,5)	(37,8)	(3,5)
Éléments au bénéfice net				
Coût des services rendus	37,1	2,1	31,5	2,1
Charge d'intérêts	42,2	1,7	40,4	1,9
Modifications des régimes	—	0,3	0,5	1,0
Gains actuariels	—	(0,8)	—	—
	79,3	3,3	72,4	5,0
Éléments au résultat global				
Pertes (gains) actuariels découlant des hypothèses démographiques	1,5	(1,0)	30,7	(2,0)
Pertes (gains) actuariels découlant des hypothèses financières	(2,3)	0,1	91,5	2,1
Ajustements liés à l'expérience	0,1	—	0,8	(0,3)
	(0,7)	(0,9)	123,0	(0,2)
Solde à la fin de l'exercice	1 027,3	38,5	981,2	39,6

**Notes afférentes aux états financiers consolidés**
**26 septembre 2015 et 27 septembre 2014**
*(en millions de dollars, sauf indication contraire)*

La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies pouvait être répartie comme suit:

<i>(en pourcentage)</i>	2015		2014	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Participants en activité	61	74	61	74
Participants titulaires de droits à prestations différées	4	—	4	—
Retraités	35	26	35	26

Les variations de la juste valeur des actifs des régimes se présentaient comme suit :

	2015		2014	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Juste valeur au début de l'exercice	949,0	—	814,4	—
Cotisations de l'employeur	41,1	3,5	42,1	3,5
Cotisations des participants	5,9	—	4,8	—
Prestations payées	(38,4)	(3,5)	(37,8)	(3,5)
Éléments au bénéfice net				
Produits d'intérêts	40,0	—	39,6	—
Frais d'administration	(1,7)	—	(1,9)	—
	38,3	—	37,7	—
Éléments au résultat global				
Rendement des actifs des régimes, à l'exclusion des montants inclus dans le produit d'intérêts	5,8	—	87,8	—
Juste valeur à la fin de l'exercice	1 001,7	—	949,0	—

Les variations de la limite sur l'actif et de l'exigence de financement minimal relativement aux régimes de retraite se détaillaient comme suit :

	2015		2014	
	Limite sur l'actif	Exigence de financement minimal	Limite sur l'actif	Exigence de financement minimal
Solde au début de l'exercice	(11,4)	—	(15,3)	(7,6)
Intérêts	(0,4)	—	(0,8)	(0,4)
Variation de l'actif résultant de la limite sur l'actif	5,1	—	4,7	—
Variation du passif résultant de l'exigence de financement minimal	—	(1,2)	—	8,0
Solde à la fin de l'exercice	(6,7)	(1,2)	(11,4)	—

La valeur de l'avantage économique qui a déterminé la limite sur l'actif représente la valeur actuelle des congés de cotisations futures. L'exigence de financement minimal représente la valeur actuelle des cotisations requises selon la loi et qui une fois effectuée ne résulte pas en un avantage économique pour la Société.

**Notes afférentes aux états financiers consolidés**
**26 septembre 2015 et 27 septembre 2014**
*(en millions de dollars, sauf indication contraire)*

Les variations de la situation de capitalisation des régimes à prestations définies se présentaient comme suit :

	2015		2014	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Solde de l'obligation au titre des prestations définies à la fin de l'exercice	(1 027,3)	(38,5)	(981,2)	(39,6)
Juste valeur des actifs des régimes à la fin de l'exercice	1 001,7	—	949,0	—
Situation de capitalisation	(25,6)	(38,5)	(32,2)	(39,6)
Effet de la limite sur l'actif	(6,7)	—	(11,4)	—
Exigence de financement minimal	(1,2)	—	—	—
	(33,5)	(38,5)	(43,6)	(39,6)
Actifs au titre des prestations définies	25,9	—	18,6	—
Passifs au titre des prestations définies	(59,4)	(38,5)	(62,2)	(39,6)
	(33,5)	(38,5)	(43,6)	(39,6)

La charge au titre des régimes à cotisations et à prestations définies comptabilisée au bénéfice net se détaillait comme suit :

	2015		2014	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
<b>Régimes à cotisations définies</b> , incluant les régimes multi-employeurs	28,7	0,6	26,1	0,6
<b>Régimes à prestations définies</b>				
Coût des services rendus au cours de l'exercice	37,1	2,1	31,5	2,1
Coût des services passés	—	0,3	0,5	1,0
Gains actuariels	—	(0,8)	—	—
Frais d'administration	1,7	—	1,9	—
	38,8	1,6	33,9	3,1
Charge au titre des avantages du personnel	67,5	2,2	60,0	3,7
Intérêts sur les obligations, la limite sur l'actif et l'exigence de financement minimal nets des actifs des régimes, présentés dans les frais financiers	2,6	1,7	2,0	1,9
Charge nette totale	70,1	3,9	62,0	5,6

Les réévaluations comptabilisées en autres éléments du résultat global se détaillaient comme suit :

	2015		2014	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Pertes (gains) actuariels sur les obligations encourus	(0,7)	(0,9)	123,0	(0,2)
Rendement des actifs des régimes	(5,8)	—	(87,8)	—
Variation de l'actif résultant de la limite sur l'actif	(5,1)	—	(4,7)	—
Variation du passif résultant de l'exigence de financement minimal	1,2	—	(8,0)	—
	(10,4)	(0,9)	22,5	(0,2)

**Notes afférentes aux états financiers consolidés**

**26 septembre 2015 et 27 septembre 2014**

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

Le total des paiements en espèces au titre des avantages du personnel, qui est constitué des cotisations de la Société à ses régimes de retraite capitalisés et des sommes versées directement aux bénéficiaires au titre de ses autres régimes non capitalisés, se chiffrait à 44,6 \$ en 2015 (45,6 \$ en 2014). La Société prévoit verser des cotisations de 54,1 \$ aux régimes à prestations définies et 28,9 \$ aux régimes multi-employeurs au cours du prochain exercice.

La durée moyenne pondérée des obligations au titre des prestations définies était de 15,7 ans (16,4 ans en 2014).

Les évaluations actuarielles les plus récentes aux fins de la capitalisation des régimes de retraite de la Société ont été préparées à diverses dates entre décembre 2013 et septembre 2015 et les prochaines évaluations seront effectuées entre décembre 2015 et décembre 2017.

Les actifs des régimes, évalués principalement en fonction de prix cotés sur un marché actif, sont détenus en fiducie et leurs répartitions moyennes pondérées étaient comme suit aux dates de mesure :

<b>Catégories d'actifs</b> (en pourcentage)	<b>2015</b>	2014
Actions de sociétés canadiennes	<b>26</b>	27
Actions de sociétés étrangères	<b>26</b>	26
Obligations gouvernementales et corporatives	<b>40</b>	40
Autres	<b>8</b>	7

Les actifs des régimes de retraite comprenaient des titres émis par la Société d'une juste valeur de 5,9 \$ au 26 septembre 2015 (6,1 \$ au 27 septembre 2014).

Les principales hypothèses actuarielles pour déterminer l'obligation au titre des prestations définies étaient les suivantes :

(en pourcentage)	<b>2015</b>		<b>2014</b>	
	<b>Régimes de retraite</b>	<b>Autres régimes</b>	Régimes de retraite	Autres régimes
Taux d'actualisation	<b>4,20</b>	<b>4,20</b>	4,20	4,20
Taux de croissance de la rémunération	<b>3,0</b>	<b>3,0</b>	3,0	3,0
Table de mortalité	<b>CPM2014Priv</b>	<b>CPM2014Priv</b>	CPM2014Priv	CPM2014Priv

Pour déterminer le taux d'actualisation le plus approprié, la direction prend en compte les taux d'intérêt des obligations de première catégorie d'entités opérant au Canada dont les flux de trésorerie correspondent à l'échelonnement et au montant des versements prévus au titre des prestations. Le taux de mortalité est basé sur les tables de mortalité disponibles. Les augmentations futures de salaires et de pensions de retraite sont établies en prenant en compte les niveaux prévisionnels d'inflation.

L'incidence d'une variation de 1 % du taux d'actualisation, sans tenir compte de la modification des autres hypothèses, serait comme suit :

(en millions de dollars)	<b>Régimes de retraite</b>		<b>Autres régimes</b>	
	<b>Augmentation de 1 %</b>	<b>Diminution de 1 %</b>	Augmentation de 1 %	Diminution de 1 %
Effet sur l'obligation au titre des prestations définies	(143,3)	171,0	(3,2)	3,8

**Notes afférentes aux états financiers consolidés****26 septembre 2015 et 27 septembre 2014***(en millions de dollars, sauf indication contraire)*

Le taux de croissance annuelle hypothétique du coût des soins de santé couverts par participant a été fixé à 5,9 % (6,5 % en 2014). Selon l'hypothèse retenue, ce taux devrait diminuer graduellement pour s'établir à 4,5 % en 2034 et demeurer à ce niveau par la suite. L'incidence d'une variation de 1 % de ce taux serait comme suit :

<i>(en millions de dollars)</i>	Augmentation de 1 %	Diminution de 1 %
Effet sur l'obligation au titre des prestations définies	2,1	(1,9)

**25. ENGAGEMENTS****Contrats de location simple**

La Société s'est engagée, en vertu de contrats de location simple, à louer des locaux et de l'équipement qu'elle utilise à des fins commerciales. La durée de ces contrats s'échelonne sur différentes périodes jusqu'en 2037 avec une à 14 options de renouvellement de cinq ans. La Société n'a pas la possibilité d'acquérir les actifs loués à l'échéance des contrats de location, mais détient un droit de premier refus dans certains cas. Les loyers futurs minimaux payables au titre de ces contrats de location simple s'établiront comme suit :

	2015	2014
Moins de 1 an	178,5	172,5
Entre 1 an et 5 ans	547,8	590,6
Plus de 5 ans	489,5	495,3
	<b>1 215,8</b>	<b>1 258,4</b>

Par ailleurs, la Société s'est engagée, par des contrats de location s'échelonnant sur différentes périodes jusqu'en 2034 avec une à 17 options de renouvellement de cinq ans, à louer des locaux qu'elle sous-loue à des clients, et ce, généralement aux mêmes conditions. Les loyers futurs minimaux payables au titre de ces contrats de location simple s'établiront comme suit :

	2015	2014
Moins de 1 an	42,9	43,3
Entre 1 an et 5 ans	148,1	156,5
Plus de 5 ans	199,4	236,5
	<b>390,4</b>	<b>436,3</b>

**Notes afférentes aux états financiers consolidés**

**26 septembre 2015 et 27 septembre 2014**

*(en millions de dollars, sauf indication contraire)*

**Contrats de location-financement**

La Société s'est engagée, en vertu de contrats de location-financement, à louer des locaux qu'elle utilise à des fins commerciales. La durée de ces contrats s'échelonne sur différentes périodes jusqu'en 2036 avec trois à sept options de renouvellement de cinq ans. La Société n'a pas la possibilité d'acquérir les actifs loués à l'échéance des contrats de location. Les paiements futurs minimaux au titre des contrats de location-financement et la valeur actualisée des paiements minimaux nets au titre de la location s'établiront comme suit :

	Paiements minimaux au titre de la location		Valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location	
	2015	2014	2015	2014
Moins de 1 an	6,5	6,7	4,0	4,0
Entre 1 an et 5 ans	19,3	22,3	13,0	14,6
Plus de 5 ans	22,1	25,7	16,0	18,3
Paiements minimaux au titre de la location	47,9	54,7	33,0	36,9
Frais financiers futurs	(14,9)	(17,8)	—	—
Valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location	33,0	36,9	33,0	36,9

**Contrats de service**

La Société s'est également engagée en vertu de contrats de service essentiellement pour du transport et de l'informatique. La durée de ces contrats s'échelonne sur différentes périodes jusqu'en 2020, sans option de renouvellement. Les paiements futurs minimaux au titre de ces contrats de service s'établiront comme suit :

	2015	2014
Moins de 1 an	68,4	79,0
Entre 1 an et 5 ans	210,1	233,6
Plus de 5 ans	—	26,2
	278,5	338,8

**26. ÉVENTUALITÉS**

**Cautionnements**

Pour certains de ses clients avec lesquels des relations commerciales sont établies, la Société assume une responsabilité éventuelle à titre de caution en vertu de contrats de location s'échelonnant sur différentes périodes jusqu'en 2026, dont les loyers minimums annuels moyens pour les cinq prochains exercices seront de 0,3 \$ (0,3 \$ en 2014). Au 26 septembre 2015, le montant maximum de la responsabilité éventuelle en vertu de ces cautionnements était de 2,1 \$ (2,0 \$ au 27 septembre 2014). De plus, la Société s'est portée garante de prêts consentis à certains de ses clients par des institutions financières, s'échelonnant sur différentes périodes jusqu'en 2025. Le solde de ces prêts au 26 septembre 2015 s'élevait à 27,2 \$ (22,8 \$ au 27 septembre 2014). Aucun passif n'était inscrit relativement à ces divers cautionnements pour les exercices clos les 26 septembre 2015 et 27 septembre 2014.

**Réclamations**

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à diverses actions et réclamations. La Société conteste le bien-fondé de ces actions et réclamations, et la direction estime que les règlements à venir de ces réclamations n'influeront pas de façon sensible la situation financière et les résultats consolidés de la Société.

**Notes afférentes aux états financiers consolidés**
**26 septembre 2015 et 27 septembre 2014**
*(en millions de dollars, sauf indication contraire)*
**27. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES**

La Société détient des participations importantes dans les filiales, la coentreprise et l'entreprise associée suivantes :

Noms	Pays de constitution	Pourcentage d'intérêt dans le capital	Pourcentage de droits de vote
<b>Filiales</b>			
Metro Richelieu Inc.	Canada	100,0	100,0
McMahon Distributeur pharmaceutique Inc.	Canada	100,0	100,0
Metro Ontario Inc.	Canada	100,0	100,0
Metro Québec Immobilier Inc.	Canada	100,0	100,0
Metro Ontario Real Estate Limited	Canada	100,0	100,0
Metro Ontario Pharmacies Limited	Canada	100,0	100,0
Groupe Adonis Inc.	Canada	55,0	55,0
Groupe Phoenicia Inc.	Canada	55,0	55,0
Groupe Première Moisson Inc.	Canada	75,0	75,0
<b>Coentreprise</b>			
Dunnhumby Canada Limitée	Canada	50,0	50,0
<b>Entreprise associée</b>			
Alimentation Couche-Tard Inc.	Canada	5,7	17,0

Dans le cours normal des affaires, les transactions suivantes ont été conclues avec des parties liées :

	2015		2014	
	Ventes	Services reçus	Ventes	Services reçus
Coentreprise	—	10,4	—	11,3
Entreprises contrôlées par un membre du conseil d'administration	30,0	—	29,1	—
	<b>30,0</b>	<b>10,4</b>	<b>29,1</b>	<b>11,3</b>

	2015		2014	
	Débiteurs	Créditeurs	Débiteurs	Créditeurs
Coentreprise	1,0	(0,7)	1,4	(0,8)
Entreprises contrôlées par un membre du conseil d'administration	0,9	—	1,0	—
	<b>1,9</b>	<b>(0,7)</b>	<b>2,4</b>	<b>(0,8)</b>

La rémunération des principaux dirigeants se détaillait comme suit :

	2015	2014
Rémunération et avantages du personnel à court terme	5,8	4,1
Avantages postérieurs à l'emploi	0,8	0,7
Rémunération dont le paiement est fondé sur des actions	3,1	4,3
	<b>9,7</b>	<b>9,1</b>



**Notes afférentes aux états financiers consolidés**

**26 septembre 2015 et 27 septembre 2014**

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

**28. GESTION DU CAPITAL**

La Société tend à maintenir un niveau de capital qui lui permet de rencontrer plusieurs objectifs, entre autres :

- Viser un pourcentage de dette non courante sur le total combiné de la dette non courante et des capitaux propres (ratio dette non courante/capital total) inférieur à 50 %.
- Conserver une cote de crédit suffisante pour l'obtention de la qualification « Catégorie d'investissement » pour ses billets à terme.
- Verser un dividende annuel total représentant un pourcentage variant de 20 % à 30 % du bénéfice net de l'exercice précédent, excluant des éléments non récurrents, avec une cible de 25 %.

Dans sa structure du capital, la Société considère ses régimes d'options d'achat d'actions et d'UAR offerts à des employés clés et des dirigeants. De plus, le programme de rachat d'actions constitue l'un des outils que la Société utilise dans l'atteinte de ses objectifs.

La Société n'est soumise à aucune exigence imposée par des autorités réglementaires concernant son capital.

Pour l'exercice 2015, la Société a réalisé les résultats suivants relativement à ses objectifs de gestion du capital :

- un ratio dette non courante/capital total de 30,1 % (28,0 % au 27 septembre 2014);
- une cote de crédit BBB confirmée par S&P et DBRS (même cote en 2014);
- un dividende de 24,3 % du bénéfice net de l'exercice précédent excluant des éléments non récurrents (21,8 % en 2014).

Les objectifs de gestion du capital sont demeurés inchangés comparativement à l'exercice précédent.

**29. INSTRUMENTS FINANCIERS**

**JUSTE VALEUR**

La valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers, dont l'échéance n'est pas courante, étaient les suivantes :

	2015		2014	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
<b>Autres actifs financiers</b>				
Prêts et créances				
Prêts à certains clients (note 12)	31,6	31,6	29,2	29,2
<b>Participations ne donnant pas le contrôle</b>				
Passif financier détenu à des fins de transaction	221,3	221,3	192,2	192,2
<b>Dette (note 20)</b>				
Autres passifs financiers				
Facilité de crédit rotative	97,5	97,5	391,7	391,7
Billets de série A	—	—	200,0	206,6
Billets de série C	300,0	307,6	—	—
Billets de série B	400,0	453,1	400,0	454,1
Billets de série D	300,0	303,2	—	—
Emprunts	38,0	38,0	32,4	32,4
Obligations découlant de contrats de location-financement	33,0	39,2	36,9	40,8
	<b>1 168,5</b>	<b>1 238,6</b>	<b>1 061,0</b>	<b>1 125,6</b>

**Notes afférentes aux états financiers consolidés****26 septembre 2015 et 27 septembre 2014***(en millions de dollars, sauf indication contraire)*

Les contrats de change à terme, classés dans les « Actifs ou passifs financiers à la juste valeur par le biais du bénéfice net », ne figurent pas dans ce tableau, car ils ont une valeur non significative.

La juste valeur des prêts à certains clients, de la facilité de crédit rotative et des emprunts correspond à la valeur comptable puisqu'ils portent intérêt à des taux comparables à ceux du marché. La Société a classé l'évaluation de cette juste valeur au niveau 2, car elle repose sur des données observables sur le marché.

La juste valeur des billets représente les obligations auxquelles la Société aurait à faire face advenant la négociation de billets similaires aux conditions actuelles du marché. La Société a classé l'évaluation de cette juste valeur au niveau 2, car elle repose sur des données observables sur le marché.

La juste valeur du passif relatif aux participations ne donnant pas le contrôle correspond à une estimation du prix à payer qui est basé principalement sur la valeur actualisée des bénéfices futurs prévus d'Adonis, Phoenicia et Première Moisson à compter de la date où les options seront exerçables. La Société a classé l'évaluation de cette juste valeur au niveau 3, car elle repose sur des données qui ne sont pas observables sur le marché. Les bénéfices futurs prévus de ces entités sont réévalués à chaque période à l'aide du plan stratégique de développement et dont le taux de croissance annuel pondéré était de 8,6 % au 26 septembre 2015 (9,6 % au 27 septembre 2014). Une augmentation de ces bénéfices de 1 % entraînerait une augmentation de la juste valeur du passif relatif aux participations ne donnant pas le contrôle de 2,0 \$.

Les variations du passif relatif aux participations ne donnant pas le contrôle se détaillaient comme suit:

	<b>2015</b>	2014
Solde au début de l'exercice	<b>192,2</b>	160,5
Émission par voie de regroupements d'entreprises ( <i>note 5</i> )	—	22,0
Variation de la juste valeur	<b>29,1</b>	9,7
Solde à la fin de l'exercice	<b>221,3</b>	192,2

**RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT**

Dans le cours normal de ses affaires, la Société est exposée à un risque de fluctuations de taux d'intérêt en raison des prêts et créances qu'elle consent ainsi que de la facilité de crédit rotative et des emprunts qu'elle contracte à des taux d'intérêt variables.

La Société reste à l'affût des fluctuations de taux d'intérêt et, au besoin, elle utilise des instruments financiers dérivés tels que des contrats d'échange de taux d'intérêt. Aux 26 septembre 2015 et 27 septembre 2014, aucun contrat d'échange de taux d'intérêt n'était en circulation.

**RISQUE DE CRÉDIT****Prêts et créances / cautionnements**

La Société vend des marchandises à des consommateurs et des commerçants situés au Canada. Elle accorde du crédit aux commerçants au moment de la vente de marchandises. De plus, elle consent à certains d'entre eux des prêts à long terme afin de les aider financièrement dans le cadre d'acquisitions d'entreprises ou elle se porte garante de prêts consentis par des institutions financières à ces mêmes commerçants. La Société s'expose ainsi au risque de crédit.

Afin d'atténuer le risque, la Société effectue une évaluation continue du crédit de sa clientèle et elle s'est dotée d'une politique de crédit définissant les conditions de crédit à respecter et les garanties à obtenir. Aux 26 septembre 2015 et 27 septembre 2014, aucun de ses clients ne représentait plus de 10 % du total des prêts et créances.

La Société détient des garanties pour couvrir son risque de crédit. Elles prennent la forme de garanties sur des actifs de ses clients tels que des dépôts, des placements en actions de la Société et/ou des hypothèques de 2<sup>e</sup> rang sur les stocks, les biens meubles, les biens incorporels et les débiteurs.

Au cours des dernières années, la Société n'a connu aucune perte significative relativement au risque de crédit.

**Notes afférentes aux états financiers consolidés**

**26 septembre 2015 et 27 septembre 2014**

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

Au 26 septembre 2015, le montant maximum de la responsabilité éventuelle en vertu des cautionnements était de 27,2 \$ (22,8 \$ au 27 septembre 2014) et aucun passif n'avait été comptabilisé à cette date.

**Actifs financiers à la juste valeur par le biais du bénéfice net**

Pour ses actifs financiers à la juste valeur par le biais du bénéfice net, soit les contrats de change à terme, la Société s'expose à un risque de crédit lorsque ces contrats entraînent des sommes à recevoir des institutions financières. Conformément à sa politique de gestion des risques, la Société s'est engagée auprès de quelques grandes institutions financières canadiennes afin de réduire son risque de crédit.

Aux 26 septembre 2015 et 27 septembre 2014, la Société n'était pas exposée au risque de crédit à l'égard de ses contrats de change à terme, car ils entraînaient des sommes à payer.

**RISQUE DE LIQUIDITÉ**

La Société est exposée au risque de liquidité principalement en raison de sa dette et de ses crédateurs.

La Société évalue régulièrement sa situation de trésorerie et elle estime que ses flux de trésorerie liés à ses activités opérationnelles sont suffisants pour couvrir entièrement ses besoins de fonds liés à ses activités de financement. Sa facilité de crédit rotative et ses billets de Série C, B et D viennent à échéance seulement en 2020, 2021, 2035 et 2044 respectivement. La Société a également accès à un solde autorisé non utilisé de 502,5 \$ sur sa facilité de crédit rotative.

	Flux de trésorerie non actualisés (capital et intérêts)					Total
	Créditeurs	Facilité et emprunts	Billets	Obligations en vertu de contrats de location-financement	Participations ne donnant pas le contrôle	
Échéance de moins d'un an	999,4	15,9	48,6	6,5	—	1 070,4
1 an à 10 ans	—	121,4	700,3	27,0	221,3	1 070,0
11 ans à 20 ans	—	2,8	789,7	13,1	—	805,6
Plus de 20 ans	—	15,9	438,3	1,3	—	455,5
	999,4	156,0	1 976,9	47,9	221,3	3 401,5

**RISQUE DE CHANGE**

La Société effectue certains achats en différentes devises et s'expose ainsi à un risque de taux de change.

Conformément à sa politique de gestion des risques, la Société a recours à des instruments financiers dérivés, soit des contrats de change à terme, afin de se protéger des variations de taux de change sur ses achats futurs de biens et services en différentes devises.

Aux 26 septembre 2015 et 27 septembre 2014, la juste valeur des contrats de change à terme était non significative.

**30. APPROBATION DES ÉTATS FINANCIERS**

Les états financiers consolidés de l'exercice clos le 26 septembre 2015 (incluant les chiffres comparatifs) ont été approuvés pour publication par le conseil d'administration le 17 novembre 2015.

# administrateurs et dirigeants

## le conseil d'administration

**Maryse Bertrand** <sup>(3)</sup>  
Montréal (Québec)

**Stephanie Coyles** <sup>(1)</sup>  
Toronto (Ontario)

**Marc DeSerres** <sup>(1)(3)</sup>  
Montréal (Québec)

**Claude Dussault** <sup>(2)</sup>  
Québec (Québec)

**Serge Ferland**  
Québec (Québec)

**Paule Gauthier** <sup>(2)(3)</sup>  
Québec (Québec)

**Russell Goodman** <sup>(1)</sup>  
Lac-Tremblant-Nord (Québec)

**Christian W.E. Haub** <sup>(2)</sup>  
Greenwich (Connecticut)

**Michel Labonté** <sup>(1)(2)</sup>  
Montréal (Québec)

**Eric R. La Flèche**  
Ville Mont-Royal (Québec)  
Président et chef de la direction

**Marie-José Nadeau** <sup>(2)(3)</sup>  
Montréal (Québec)

**Réal Raymond**  
Montréal (Québec)  
Président du conseil  
d'administration

**Line Rivard** <sup>(1)</sup>  
Montréal (Québec)

**Michael T. Rosicki** <sup>(3)</sup>  
Orillia (Ontario)

## la direction de METRO INC.

**Eric R. La Flèche**  
Président et chef de la direction

**François Thibault**  
Vice-président principal,  
chef de la direction financière  
et trésorier

**Christian Bourbonnière**  
Vice-président principal,  
division du Québec

**Carmine Fortino**  
Vice-président principal,  
division de l'Ontario

**Serge Boulanger**  
Vice-président principal,  
centrales nationales d'achats  
et marques privées

**Martin Allaire**  
Vice-président,  
immobilier et ingénierie

**Geneviève Bich**  
Vice-présidente,  
ressources humaines

**Mireille Desjarlais**  
Vice-présidente,  
contrôleure corporatif

**Frédéric Legault**  
Vice-président,  
systèmes d'information

**Luc Martinovitch**  
Vice-président et  
directeur général,  
McMahon Distributeur  
pharmaceutique inc.

**Gino Plevano**  
Vice-président,  
stratégie numérique  
et loyauté

**Simon Rivet**  
Vice-président, affaires juridiques  
et secrétaire corporatif

**Roberto Sbrugnera**  
Vice-président, trésorerie, risques  
et relations avec les investisseurs

**Yves Vézina**  
Vice-président national,  
logistique et distribution

<sup>(1)</sup> Membre du comité d'audit

<sup>(2)</sup> Membre du comité des ressources  
humaines

<sup>(3)</sup> Membre du comité de régie d'entreprise  
et de mise en candidature

# renseignements aux actionnaires

**Agent comptable  
des transferts  
et des registres**  
Société de fiducie CST

**Inscription des titres**  
Bourse de Toronto  
Symbole : MRU

**Auditeurs**  
Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.

**Adresse du siège social**  
11011, boul. Maurice-Duplessis  
Montréal (Québec) H1C 1V6

Pour se procurer la notice  
annuelle, s'adresser au  
Service des relations avec  
les investisseurs :  
Tél. : (514) 643-1000

*The English version of this report  
may be obtained from the  
Investor Relations Department.  
Tel: (514) 643-1000*

Les renseignements sur la Société  
et les communiqués de presse de  
METRO INC. sont disponibles sur  
Internet à l'adresse suivante :  
[www.metro.ca](http://www.metro.ca).

**Assemblée annuelle**  
L'assemblée générale annuelle  
des actionnaires aura lieu le  
26 janvier 2016 à 10 h00 au :  
Centre Mont-Royal,  
2200, rue Mansfield  
Montréal (Québec) H3A 3R8

# dividendes\* exercice financier 2016

**Date de déclaration**  
– 25 janvier 2016  
– 19 avril 2016  
– 12 août 2016  
– 26 septembre 2016

**Date d'inscription**  
– 17 février 2016  
– 18 mai 2016  
– 2 septembre 2016  
– 28 octobre 2016

**Date de paiement**  
– 15 mars 2016  
– 9 juin 2016  
– 23 septembre 2016  
– 11 novembre 2016

\* Assujettis à l'approbation du conseil d'administration

**metro.ca**



METRO s'est engagée à respecter les principes d'une entreprise responsable, notamment en matière d'environnement. En cohérence avec cet engagement, ce rapport annuel est fait en partie de papier recyclé postconsommation et est certifié FSC.

Le FSC® (Forest Stewardship Council®) est une norme internationale sur la chaîne de traçabilité qui assure le suivi du produit depuis la forêt jusqu'à sa mise en tablette, garantissant ainsi qu'il provient de sources respectueuses de la forêt.